

**Michel Beaud
(1997)**

Le basculement du monde

De la Terre, des hommes et du capitalisme

Chapitres 1-4

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel : [mailto: mabergeron@videotron.ca](mailto:mabergeron@videotron.ca)

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergé (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole, professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.
courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

MICHEL BEAUD

Le basculement du monde. De la Terre, des hommes et du capitalisme. Paris : Les Éditions La Découverte, 1997, 293 pp. Collection : Cahiers libres – essais.

[Autorisation conjointe de l'auteur, Michel Beaud, et de son éditeur, Syros-La Découverte, accordée aux Classiques des Sciences sociales de diffuser ce livre.]

[Autorisation formelle accordée le 1^{er} août 2007 par l'auteur et son éditeur, Les Éditions La Découverte et de son directeur, M. François Gèze, de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriels :

Michel BEAUD : m.beaud@wanadoo.fr
M. François Gèze : f.geze@editionsladecouverte.com
La Découverte : <http://www.editionsladecouverte.fr/>

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 20 octobre, 2007 à Chicoutimi, Québec.



Je voudrais remercier chaleureusement le directeur de la maison d'éditions. [La Découverte](#), M. François Gèze, de nous avoir donné sa



permission de publier, dans *Les Classiques des sciences sociales*, ce livre de M. Michel BEAUD, économiste, professeur à l'Université de Paris VII-Denis Diderot, de même que tous les livres de Michel Beaud, qu'ils soient ou non épuisés.

Merci à Monsieur BEAUD pour sa confiance en nous et son précieux soutien à notre initiative de diffusion de notre patrimoine intellectuel en sciences sociales, en nous autorisant, conjointement avec son éditeur, à diffuser ses publications.



Courriels :

Michel BEAUD : m.beaud@wanadoo.fr

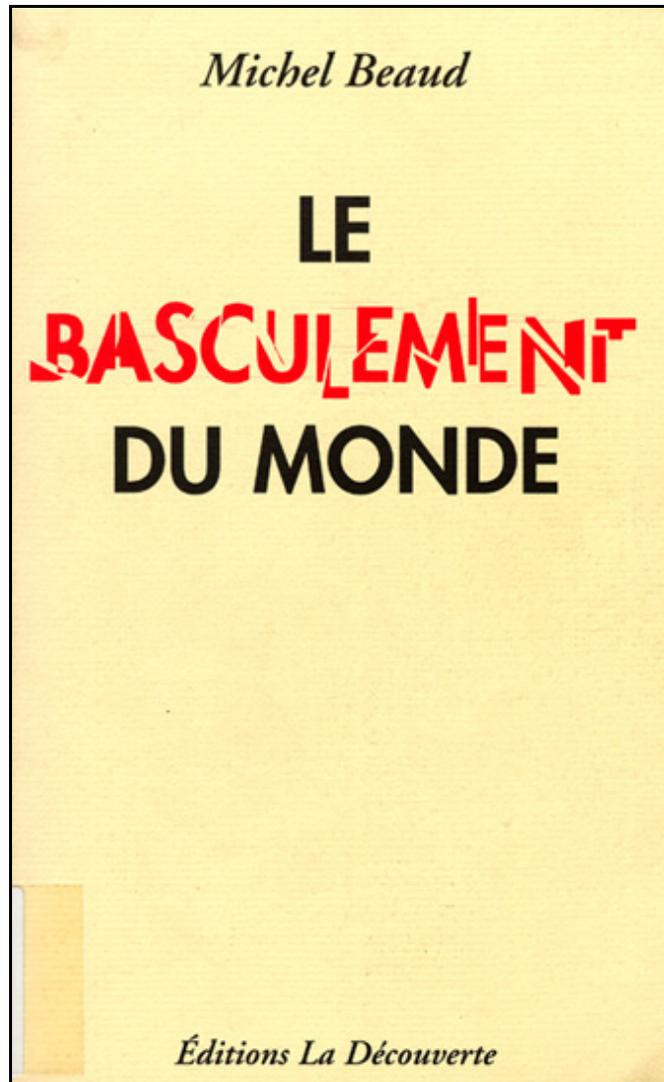
M. François Gèze : f.geze@editionsladecouverte.com

La Découverte : <http://www.editionsladecouverte.fr/>

Jean-Marie Tremblay,
Sociologue,
Fondateur, Les Classiques des sciences sociales.

Michel Beaud

(1997)



DU MÊME AUTEUR

Le Commerce extérieur du Maroc, Éd. Médicis, 1960.

La Croissance économique de l'Allemagne de l'Ouest, Cujas, 1966.

Une multinationale française : Pechiney Ugine Kuhlmann, en collaboration avec P. DANJOU et J. DAVID, Seuil, 1975. Traduit en grec.

Lire le capitalisme. Sur le capitalisme mondial et sa crise, en collaboration avec B. BELLON et P. FRANÇOIS, Anthropos, 1976.

Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France, en collaboration avec P. ALLARD, B. BELLON, A.-M. LÉVY, S. LIÉNART, Seuil, 1978.

La France et le tiers monde, textes d'un colloque tenu à l'université Paris VIII, édités avec G. de BERNIS et Jean MASINI, PUG, 1979.

Histoire du capitalisme, Seuil, 1981 ; nouvelles éditions Point-Seuil, 1984, 1987 et 1990. Traduit en anglais (Monthly Review Press, 1983 et MacMillan, 1984) ; en espagnol (Ariel, 1984) ; en italien (Éd. Del Lavoro, 1984) ; en chinois (Institut des langues étrangères de Pékin n° 2, 1986) ; en grec (Malliaris, 1987) ; en brésilien (Ed. Brasiliense, 1987) ; en coréen (Changbi publ., 1987) ; en portugais (Teorema, 1992). Traduit, avec un nouveau chapitre 7, en hollandais (Aula, 1994) et en japonais (Fujiwara Schotten, 1996). Traductions en cours en bengali et en turc.

Le Socialisme à l'épreuve de l'histoire, Seuil, 1982 ; nouvelle édition 1985. Traduit en grec (Malliaris, 1985) et en anglais (Humanities Press, 1993).

La Politique économique de la gauche, tome 1, *Le Mirage de la croissance*, Syros, 1983 ; tome 2, *Le Grand Écart*, Syros, 1985.

Au cœur du IX^e plan, l'emploi, rapport de l'intergroupe Emploi de la Commission nationale de Planification, in *Annexes au rapport de la Commission nationale de Planification*, La Documentation française, 1983.

L'Art de la thèse (Comment rédiger une thèse de doctorat... ou tout autre travail universitaire), La Découverte, 1985 ; nouvelles éditions 1988, 1990, 1991, 1993 et, dans la collection « Guides-Repères » 1994, 1997. Édition

augmentée, avec Daniel LATOUCHE (Éd. Boréal, Montréal 1988). Traduit en portugais (Bertrand Brasil, 1996).

Le Système national/mondial hiérarchisé (Une nouvelle lecture du capitalisme mondial), La Découverte, 1987. Traduction en cours en hollandais.

L'Économie mondiale dans les années 1980, La Découverte, 1989.

Old and New Trends in Francophone Development Research, dir. avec E. LE ROY et Michel VERNIÈRES, numéro de l'*European Journal of Development Research*, Frank Cass, Londres, vol. III, n° 2, 1991.

L'État de l'environnement dans le monde, dir. avec C. BEAUD et L. BOUGUERRA, La Découverte, 1993. Traduit en portugais (Instituto Piaget, 1996).

La Pensée économique depuis Keynes. Historique et dictionnaire des principaux auteurs, avec G. DOSTALER, Seuil, 1993 ; édition abrégée, Points-Seuil, 1996. Traduit en anglais (Edward Elgar, 1995 et, en édition « Paperback », Routledge, 1997). Traductions en cours en portugais et en arabe.

Table des matières

REMERCIEMENTS

OUVERTURE

1. SIGNES DE LA FIN D'UN MONDE

Fin de quoi ?

L'esquisse d'un nouvel équilibre géopolitique

Anciennes cartes du monde...

Une parenthèse qui se ferme

Une nouvelle carte du monde ?

L'enchevêtrement de fléaux dont l'homme est la source

Plus de pauvreté dans un monde plus riche

L'engrenage des violences

Guerres et paix

Le mépris de la Terre et de la vie

La montée des périls

Jour de colère

Aveuglement

2. DÉTOUR POUR PENSER LE BASCULEMENT DU MONDE

Des difficultés de penser notre monde

Tout repenser ?

Un monde de contrastes

Savoirs et volonté

Penser la complexité

Démésure

Ambition

Modestie

Monde et complexité

Ciel étoilé et loi morale

Quel monde ?

Autoreproduction

Les trois reproductions : la Terre, l'Humanité, le capitalisme

La Terre

L'Humanité

Le capitalisme

Le basculement du monde et les trois reproductions

Hypothèse

Thèse

Lignes de force

3. LA LONGUE TRANSFORMATION ET L'ACCÉLÉRATION

L'accélération

L'ère des deux reproductions : (1) les longs temps de la pré-Humanité et de la première Humanité

Entre nature et surnaturel

Des temps d'abondance ?

Vivre avec la nature

Langage et culture

L'ère des deux reproductions : (2) premières sociétés et premières civilisations

L'avènement du pouvoir

Tribut et subsistance

Division du travail et échange

Besoins essentiels et inessentiels

L'ère des trois reproductions : une nouvelle dynamique structurante

Capitalisme, capitalismes

Une capacité forte d'autoreproduction

L'engrenage des accélérations

Comme un typhon planétaire

Capitalisme et accélération

Le capitalisme et la science

Le capitalisme et l'État

L'accélération des temps modernes

4. L'EMPIRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'ARGENT

La soumission croissante des sociétés à l'économie

Trois fatalités

La nouvelle « fatalité économique »

La fallacieuse idéologie du marché

Un mot interdit ?

États, firmes et Sociétés dans le maelström de la mondialisation

Capitalismes nationaux

Mondialisations

Le rôle historique des capitalismes nationaux

L'autonomie de la sphère financière

Le poids des très grandes firmes

Le libéralisme des puissants

L'accentuation des disparités

Le règne de l'argent et de la marchandise

L'argent roi

La réduction calculatrice

Le règne de la marchandise

Un nouveau totalitarisme ?

Un conflit planétaire d'un nouveau type

Le rêve d'un état stationnaire

Inquiétantes dynamiques

Conflits de reproduction

5. LE CONFLIT DES REPRODUCTIONS

Sociétés à l'épreuve

Fractures

Pauvretés des pays pauvres

Pauvretés des pays riches

Richesse et pauvreté : deux faces de la même médaille ?

L'engrenage des inégalités et des croissances

Les coupes de l'inégalité

Engrenages

Une course sans fin ?

La Terre en danger

La Terre et les sociétés

De nouveaux marchés

Prise de conscience

Menaces sur l'ozone

Changement climatique ?

L'enjeu Nord-Sud

6. ENJEUX MAJEURS

La nouvelle alliance du capitalisme et de la techno-science

Une nouvelle mutation

Le capitalisme technologique

Un capitalisme sans limites ?

L'incessante prolifération des besoins

La pauvreté dans l'opulence
Nature et sources des besoins
Typologie des besoins
Croissances des besoins

L'inaccessible fin du travail

De l'utopie à la réalité : la réduction de la durée du travail
Le tourment et la nécessité : travail et capitalisme
Fin du travail : le nœud du problème

Une irresponsabilité illimitée ?

Menaces des temps présents
Irresponsabilité
Irresponsabilité et acratie
Démocratie et acratie

L'ombre sur le trottoir

7. PISTES (POUR LA RÉFLEXION ET L'ACTION)

Avertissements

Canevas d'un scénario noir

Tendances lourdes
L'air du temps Esquisse

Incertitudes

Le futur n'est pas écrit

Valeurs
Responsabilité
Sanctions

Scénario de rêve

Nécessité d'une nouvelle « période axiale »

La « période axiale »
Une nouvelle « période axiale » ?

Face à l'ampleur et à la puissance des mutations

Comme une bouteille à la mer
Des compromis planétaires ?
La porte est dans le mur

ÉPILOGUE

BIBLIOGRAPHIE

[TABLE DES CARTES, SCHÉMAS ET TABLEAUX](#)

Table des cartes, schémas et tableaux

[Retour à la table des matières](#)

[Carte 1.1.](#) — Le monde vers le milieu du XIII^e siècle.

[Tableau 1.1.](#) — Chine, Europe occidentale et « Europe sans rivages » (1400-1989).

[Schéma 1.1.](#) — Répartition de la production mondiale totale (en %) entre « pays industrialisés » et « pays du tiers monde » (1750-1990 et projections pour 2000 et 2010).

[Schéma 1.2.](#) — Répartition de la production manufacturière (en %) entre « pays industrialisés » et « pays du tiers monde » (1800-1993).

[Tableau 1.2.](#) — Les sept principales puissances économiques du monde (1820-1994).

[Schéma 3.1.](#) — La mutation accélérée contemporaine dans le temps long de l'Humanité.

[Schéma 3.2.](#) — Facteur de multiplication de quelques grandeurs démo-économiques — en 1500, 1820, 1990 — par rapport à l'ère des grandes civilisations.

[Schéma 3.3.](#) — Facteur de multiplication de la production par tête, dans le monde, dans les pays riches du Nord et dans les pays pauvres du Sud — en 1500, 1820, 1990 — par rapport à l'ère des grandes civilisations.

[Schéma 3.4.](#) — Facteur de multiplication de quelques capacités humaines — à l'époque de la révolution industrielle et aujourd'hui — par rapport à l'ère des grandes civilisations.

Tableau 5.1. L'inégalité en Inde, au Brésil et aux États-Unis (part de chaque quintile dans le revenu ou la consommation).

Schéma 5.1. L'inégalité du monde en 1989 (répartition du produit mondial en %).

Tableau 5.2. Parc de voitures en circulation (en millions), 1913-2020.

Tableau 6.1. Grille de lecture des besoins.

Tableau 6.2. Nombre d'heures annuelles de travail par personne disposant d'un emploi (1870-1992).

QUATRIÈME DE COUVERTURE

LE BASCULEMENT DU MONDE

Une « crise » qui dure depuis un quart de siècle, une « mondialisation » omniprésente dans les discours publics, des guerres meurtrières d'un nouveau type, des atteintes à l'environnement toujours plus graves : nos contemporains savent qu'ils vivent une période de mutations. Mais dans la cacophonie des débats médiatiques, ils manquent de repères pour discerner les vrais enjeux, et surtout pour prendre toute la mesure de cette mutation si complexe.

C'est tout l'intérêt de cet essai majeur de Michel Beaud que d'offrir une mise en perspective de ces évolutions, dans toutes leurs dimensions (économiques, politiques, sociales, écologiques). En les replaçant dans la longue période, il montre de façon saisissante que la phase d'accélération actuelle est sans précédent dans l'histoire de l'humanité. C'est « l'engrenage des accélérations », conjugué à l'empire sans partage de l'économie et de l'argent et à l'irresponsabilité des dirigeants, qui explique ce « basculement du monde ».

Pour Michel Beaud, ce basculement est lourd de dangers : l'irréversible est aujourd'hui possible, sous des formes déjà énoncées ou encore inconcevables, même s'il peut encore être conjuré. Évoquer les périls auxquels nous sommes confrontés n'est pas signe de pessimisme, mais d'esprit de responsabilité. Évaluer les problèmes et leurs sources, redonner prééminence aux valeurs, esquisser des stratégies et travailler à les mettre en œuvre : là réside l'optimisme.

Michel Beaud, né en 1935 à Chambéry, est professeur à l'université de Paris-VII. Auteur de nombreux ouvrages, il cherche avec constance à éclairer et comprendre les réalités de notre temps : capitalisme et socialisme, pensées et politiques économiques, économies nationales et mondialisation dans la grande mutation en cours.

REMERCIEMENTS

[Retour à la table des matières](#)

Tout ouvrage se mûrit à la fois dans la réflexion et dans la discussion.

Plusieurs thèmes de ce livre sont esquissés dans *L'Économie mondiale dans les années quatre-vingt*, de 1989. Je les ai exposés de manière plus construite à partir de 1994, notamment dans l'entretien avec Michel Boyer, « Remettons l'économie à sa place de servante des sociétés », publié dans *Le Monde* du 6 septembre 1994 et dans l'article « Le basculement du monde », publié dans *Le Monde diplomatique* d'octobre 1994, ainsi que dans le nouveau chapitre 7 écrit pour les traductions hollandaise et japonaise de *l'Histoire du capitalisme*.

J'ai aussi eu l'occasion d'exposer et d'entendre discuter les thèses de ce livre, d'abord lors de mes enseignements et de diverses réunions de recherche, mais aussi en présentant des contributions dans différents séminaires et conférences : « Why our societies are more and more dependent on economy » (4th Euro-Japanese Conference beyond Economic Growth, Nagai, Japon, mars 1995) ; « Généralisation du capitalisme et emprise du discours économique » (LEREP, Laboratoire d'études et de recherches en économie de la Production, Toulouse, avril 1995) ; « La mondialisation de l'économie » (CCFD, Comité catholique contre la faim et pour le développement, juin 1995) ; « Nations, mondialisation et capitalisme » (séminaire interdisciplinaire de l'ISIS, Interdépendance des sociétés, interaction des sciences, « Régions, nations, mondialisation », Luxembourg, septembre 1995) ; « Économie et environnement. Quelques réflexions dans une perspective historique » (Assises régionales du développement durable d'Île-de-France, juillet 1996) ; « Dynamiques économiques mondiales : Quelles marges de manœuvre pour l'environnement ? » (colloque international « Quel environnement pour le XXI^e siècle ? Environnement, maîtrise du long terme et démocratie », abbaye de Fontevraud, septembre 1996) ; « Sur l'émergence d'un capitalisme post-industriel » (séminaire du GRETSE, Montréal, octobre 1996) ; « Soumission croissante des sociétés à l'économie, « fatalité économique et responsabilité humaine » (colloque de l'Association d'économie politique : « Au-delà du libéralisme. Quel rôle pour les mouvements sociaux », Montréal, octobre 1996) ; « Sur les faces cachées de la croissance » (colloque de l'Association internationale des économistes de langue française « Croissance économique et répartition des revenus et des patrimoines », Porto et Evora, mai 1997). Que les initiateurs et organisateurs de ces réunions en soient remerciés.

Mes très vifs remerciements vont aux premiers lecteurs de ce texte, qui ont accepté d'en prendre connaissance à un stade ou à un autre de son élaboration et m'ont fait part de leurs réactions et suggestions : Calliope Beaud, qui m'a soutenu tout au long de la préparation du livre, Robert Bonnaud, Marielle Cauchy, Gilles Dostaler, François Fourquet, Bernadette Régnier, Alain de Tolédo et Marie-Thérèse Vernet-Straggiotti.

Que soit aussi remercié François Gèze, non seulement pour avoir accepté de publier ce texte, mais pour m'avoir aidé à lui donner sa forme définitive.

Michel Beaud
21 juin 1997

OUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Ce livre vise à attirer l'attention sur un ensemble de maux, de périls et de risques qui s'accumulent dans la période actuelle. Son ambition est donc de contribuer à une prise de conscience qui permette de trouver à temps les réponses aux dangers qui menacent.

À un premier niveau, il contribue à apporter des réponses à des questions que beaucoup se posent :

- Pourquoi, dans ce monde d'opulence, tant de pauvreté et de misère ?
- Si l'économie vise la satisfaction des besoins, comment les puissantes économies modernes laissent-elles tant de besoins insatisfaits ?
- Est-ce la fin du travail ?
- Le monde est-il réellement devenu un village ?
- Sommes-nous entrés dans l'ère de l'immatériel, du virtuel ?
- Comment allons-nous sortir de la déprime dont souffrent nos économies et nos sociétés depuis un quart de siècle ?
- Peut-on attendre de la croissance économique et des progrès scientifiques et techniques la solution de tous nos problèmes ?
- Quelle Terre laisserons-nous aux générations futures ?

Toutes ces questions sont liées. Y répondre avec cohérence implique une réflexion sur les rapports entre l'économie et la société, entre la Terre et les hommes, entre ceux-ci, leurs œuvres et leurs déprédations. Or tous ces rapports se sont profondément transformés en quelques générations, et tout particulièrement dans les dernières décennies.

C'est pourquoi, à un deuxième niveau, ce livre présente une réflexion sur les mutations de notre temps et l'accélération de ces mutations. Sans doute n'explique-t-il pas tout. Mais il tente de dégager les forces majeures à l'œuvre dans les dynamiques du monde : ce qui permet d'éclairer bien au-delà des domaines qu'il couvre. Ce n'est ni un bloc de certitudes, ni un clip jouant d'idées dans le vent, de quelques paradoxes et de provocations, ni un tissu d'obscurités pour initiés. Ce livre est nourri d'espérances et d'inquiétudes, à la fois profondément miennes et partagées avec tant d'autres. Il est essentiellement suscité par la crainte de dangers vers lesquels nous entraîne un flot d'évolutions sur lesquelles les hommes de pouvoir paraissent avoir renoncé à agir.

C'est pourquoi, à un troisième niveau, ce livre s'exprime dans plusieurs champs de la conscience humaine : celui de la compréhension des phénomènes et de leurs enchaînements, celui de l'indignation face à l'intolérable, celui de l'éthique et des repères qu'elle offre, celui des perspectives et des propositions d'actions.

Écrit de l'été 1996 au printemps 1997, il est un moment d'une réflexion conduite depuis plus de trente ans et d'une prise de conscience de plus en plus aiguë de la gravité des enjeux, de l'urgence et de l'irréversibilité.

1

SIGNES DE LA FIN D'UN MONDE

Fin de quoi ?

[Retour à la table des matières](#)

Nombreux sont ceux qui ont le sentiment qu'une période s'achève ; mais, ce sentiment, ne l'a-t-on pas à chaque génération depuis de nombreux siècles ? Et, s'il sera beaucoup question, dans les années qui viennent, de fin de siècle, de fin de millénaire, est-il besoin de rappeler que l'an 2000 du calendrier de l'Occident chrétien correspond à l'an 1420 du calendrier musulman, à l'an 2544 du calendrier bouddhiste et à l'an 5757 du calendrier juif ?

En fait, depuis quelques décennies, nous vivons plusieurs fins. Pour l'Occident capitaliste, la fin de l'âge d'or des politiques économiques et de l'exceptionnelle période de prospérité de l'après-guerre, avec l'ébranlement de l'État-providence. Pour le monde soviétique, la fin du stalinisme, puis de la domination de l'URSS, et l'effondrement du système de parti unique et d'étatisme généralisé. Pour l'ensemble hétérogène qu'a formé le tiers monde depuis les années cinquante, la fin de bien des illusions sur l'indépendance et le développement, et la double fin du tiers-mondisme et de la réalité même du tiers monde. Tous ces changements auront profondément marqué le XX^e siècle ainsi que les deux générations de la seconde moitié de ce siècle. Mais il y a plus, et plus profond.

S'est fermée une parenthèse de quelques siècles, où l'Europe a conquis, colonisé, dominé de larges parties du monde. Et commence à se fermer la parenthèse pendant laquelle l'Occident — l'Europe sans rivages de François Perroux — aura imposé sa prééminence scientifique, technique, économique, financière, militaire, mais aussi idéologique et culturelle.

Et, tandis que, sur les décombres du soviétisme et du développementalisme, les pays les plus peuplés du monde mobilisent toutes les ressources de la société, de l'État et du capital pour construire leur modernité urbaine et industrielle, les pays industrialisés riches commencent à sortir de l'ère

industrielle pour entrer dans une ère nouvelle (informationnelle, immatérielle disent certains) caractérisée par le recours intensif à des savoirs scientifiques mis au service de la production, à la technoscience.

Cette désindustrialisation relative de l'Occident capitaliste s'accompagne du déclin de la culture et des organisations de la classe ouvrière, d'un affaiblissement des traditions de solidarité et d'une éclipse presque totale de l'espérance socialiste. S'achève donc le face-à-face des capitalismes réellement existants et des projets de sociétés socialistes à construire, comme s'est achevé le face-à-face du camp qui se réclamait de la démocratie (rarement du capitalisme) et du camp qui se réclamait du socialisme (jamais de l'étatisme).

C'est aussi la fin des grandes croyances laïques : le sens de l'Histoire, l'avènement inéluctable d'une société supérieure, le Progrès, la Raison. Fin aussi d'une certaine conception de l'État, de la Nation et donc de la démocratie et de la souveraineté nationale. Entre les épreuves du réel et la remontée des intégrismes et des idéologies réactionnaires, un immense travail d'évaluation et de proposition serait à faire sur tous ces champs. Travail titanesque, rendu particulièrement difficile par quelques grands mouvements de fond en cours : la mondialisation, le puissant regain du capitalisme, l'empire toujours renforcé de la marchandise, de l'argent, de l'économie.

Beaucoup de temps et de périodes s'achèvent simultanément. De profonds et rapides changements sont à l'œuvre, et déjà de nouveaux s'engagent dans une accélération qui nous emporte. Ce foisonnement de mutations, souvent liées, signifie le passage rapide du monde d'un état à un autre, que l'on nommera « basculement » du monde.

S'en dégage assez clairement, pour qui prend en compte les pesanteurs historiques, l'esquisse de ce que va être la carte du monde dans quelques décennies. S'en dégage également un foisonnement de richesses, de bienfaits, de promesses, mais aussi de maux, de risques et de menaces dont nous souhaitons aider à prendre conscience et à mener l'analyse, voies obligées si l'on veut les éviter, les neutraliser ou les combattre.

L'esquisse d'un nouvel équilibre géopolitique

Anciennes cartes du monde...

[Retour à la table des matières](#)

Le tournant des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix a vu la fin de la tripartition du monde qui s'était mise en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. La conférence de Yalta (février 1945) avait, avec la division

de l'Europe, consacré la constitution dans le monde de deux camps : l'un autour des États-Unis, l'autre autour de l'URSS. La conférence de Bandoeng (avril 1955) avait amorcé le regroupement du très large ensemble des autres pays, anciennement colonisés ou non, qui *grosso modo* avaient la double caractéristique d'être moins développés (sous-développés disait-on alors) et de maintenir ouverte la quête d'une voie autre que le capitalisme et le communisme soviétique — la Chine se réclamant parfois plutôt de son appartenance au camp socialiste, d'autres fois plutôt de son appartenance au tiers monde, et l'Inde jouant longtemps et de ses relations étroites avec l'URSS et de sa place dans le tiers monde.

Gagnant en masse, le tiers monde a assez vite perdu en cohésion, pour des raisons tant politiques qu'économiques ; dès les années quatre-vingt, il fallait parler « des tiers mondes ¹ » ou de l'ex-tiers monde. La décomposition de l'ensemble soviétique et l'éclatement de l'ancienne URSS (1989-1991) ont profondément transformé la carte du monde. Dès lors que la Chine laissait foisonner, autour du môle étatiste, différentes formes de marchés et de capitalismes, qu'elle ne se posait pas en pôle principal face aux États-Unis et qu'elle choisissait d'être ce qu'elle est : la Chine, s'estompait la structuration en deux mondes ; ce qui ne laisse, guère de sens à la notion de troisième monde.

Dans la dernière décennie du XX^e siècle se dégage peu à peu l'esquisse d'une nouvelle carte du monde. Mais, pour la saisir, il faut faire un double effort : se départir des visions européo- et occidentalocentristes et prendre du recul.

L'eurocentrisme a marqué les enseignements qu'ont reçus des générations de lycéens, et pas seulement en Europe, jusqu'au dernier après-guerre. L'illustrent les deux cartes du monde sur lesquelles s'ouvre le manuel d'histoire de Charles Morazé et Philippe Wolff de 1952 ² : la carte de 1848 fait ressortir en noir les pays de l'Europe continentale où ont eu lieu les mouvements révolutionnaires qui avaient alors « attiré l'attention du monde » ; celle de 1948 fait ressortir en noir les « Trois Grands », répartis « en deux blocs : à l'Ouest, le bloc des pays atlantiques, groupant les États-Unis, l'Angleterre et les Dominions ; à l'Est, le bloc composé par l'Union des Républiques socialistes soviétiques » ; les auteurs soulignent : « N'est-il pas frappant de remarquer que précisément la carte des pays secoués en 1848 figure comme le négatif de la carte des Trois Grands en 1948. » Deux cartes du monde : mais, sur la première comme sur son « négatif », Asie, Afrique, Amériques centrale et du Sud figurent dans un anonyme grisé.

¹ BEAUD 1989, p. 235 *sq.*

² MORAZÉ et WOLFF 1952, p. 3.

Il est une autre carte que tous les écoliers d'Europe, et beaucoup ailleurs, ont étudiée entre la fin du XIX^e siècle et la seconde moitié du XX^e : la carte des puissances coloniales et de leurs empires, protectorats et autres zones d'influences — chaque puissance se reconnaissant dans le monde à la couleur qui lui était affectée. Une carte du monde en dix à douze couleurs, correspondant à dix ou douze métropoles, principalement européennes. Il est vrai que l'Europe a joué un rôle majeur dans le monde dans les cinq derniers siècles ; que les puissances européennes, à travers conquêtes, commerce, vagues de colonisation, guerres et négociations ont pratiquement été présentes partout dans le monde, plus souvent dominatrices que partenaires ; même si, depuis la révolution américaine et la guerre d'Indépendance, plusieurs vagues de décolonisation ont eu lieu, avec pour point d'orgue celle des années quarante-soixante.

Dans l'histoire longue des sociétés et des civilisations, des empires, des pays et des États, cette prédominance européenne apparaîtra un jour avoir été une parenthèse : fascinante, admirable, détestable, destructrice selon les regards, mais certainement exceptionnelle.

Une parenthèse qui se ferme

[Retour à la table des matières](#)

Critique de l'occidentocentrisme, l'historien Robert Bonnaud met en lumière « l'évidence » : « L'Occident, pendant les siècles modernes, a bel et bien été au centre de tout, au centre de tout le progrès humain, au centre de l'invention, et même de l'innovation, et même de l'expansion¹. » Et encore : « De la fin du XV^e siècle au début du XX^e, c'est l'Occident qui fait l'histoire. Le reste des hommes, le plus souvent, suit ou subit². » Cette période « représente une merveilleuse et effroyable concentration du progrès, une hypertrophie régionale qui est une atrophie mondiale, un flamboiement localisé qui est un obscurcissement généralisé, une réduction de l'histoire de la scène humaine qui est une élévation de la scène et de l'histoire. [...] L'éclat [des changements positifs occidentaux] aveuglera l'historien, créera l'illusion de leur unicité, effacera les synchronismes. [...]. À un progrès de la raison occidentale correspondra un recul de la morale non occidentale, à un progrès de la liberté occidentale un recul de l'égalité non occidentale, etc. » explique l'auteur, qui aussitôt ajoute : « Bien entendu, nous exagérons » (p. 83).

¹ BONNAUD 1995, p. 37. Invention, innovation et expansion sont trois « sphères » sur lesquelles travaille Bonnaud ; ici son vocabulaire est « quasiment schumpétérien » (1992 [*Les Tournants...*], p. 10), mais, à l'instar de Fourier, c'est souvent avec des termes créés par lui qu'il rend compte des éléments, ordres, niveaux, scènes et périodes...

² BONNAUD 1992 (*Y a-t-il...*), p. 24.

Exagère-t-il ? Regardons le monde avant 1500 : quelle diversité ! Pierre Chaunu distingue au XIII^e siècle dix-huit grandes régions susceptibles d'être caractérisées par une dominante religieuse, culturelle, géoclimatique et/ou politique ; à quoi s'ajoutent des dizaines d'aires qui constituent autant de « mondes cloisonnés ». Après l'effacement des grandes civilisations du carrefour des trois continents — à la charnière de la Méditerranée orientale et du Sud-Ouest de l'Asie — se dégagent quelques ensembles¹ : deux s'enracinent dans une longue durée plurimillénaire, le monde chinois et l'ensemble indien ; deux structurent l'Europe en la divisant : la chrétienté latine et la chrétienté orientale ; et issu du monde arabo-égyptien, jardin d'arts et de savoirs, espace de commerces, bras armé de l'islam, le monde musulman s'étend jusqu'au sud-est comme au sud-ouest de l'Europe, à l'est de l'Afrique et dans le centre et le sud de l'Asie².

Après 1500, il y aura ce que l'histoire écrite en Europe présentera, jusqu'à une date récente, comme les « grandes découvertes » : début d'une conquête trop souvent sanguinaire et dévastatrice de larges parties du monde, par les puissances catholiques et protestantes de l'Ouest de l'Europe. Il y aura les développements capitalistes européens et, lors de la première « grande dépression » capitaliste, à la fin du XIX^e siècle, le « partage du monde » entre les grandes puissances européennes. Il y aura la Première Guerre mondiale, la révolution soviétique, de nouveaux développements capitalistes en Europe et hors d'Europe et, lors de la grande crise des années trente, le morcellement du monde par grands ensembles impériaux ou coloniaux. Il y aura aussi la montée du national-socialisme, la Seconde Guerre mondiale, plusieurs vagues de décolonisation, l'extension de l'ensemble soviétique, la révolution chinoise, l'affirmation d'un troisième monde et, encore, de nouveaux développements capitalistes.

Moments majeurs, qui ne doivent pas empêcher de voir des évolutions longues, profondes, complexes, que nous ne ferons ici que signaler grâce à quelques chiffres.

Considérons d'abord la Chine et l'Europe³. D'après les évaluations dont on dispose, les productions par tête de la Chine et de l'Europe occidentale étaient, en 1400, à des niveaux comparables, la Chine étant alors probablement un peu plus riche (et 1,7 fois plus peuplée que l'Europe). C'est que, du XI^e au début du XV^e siècle, la Chine avait beaucoup accompli : une administration puissante avec une bureaucratie instruite, une agriculture prospère (grâce au travail de paysans souvent misérables), une irrigation et un système de canaux bien

¹ Voir carte 1. 1.

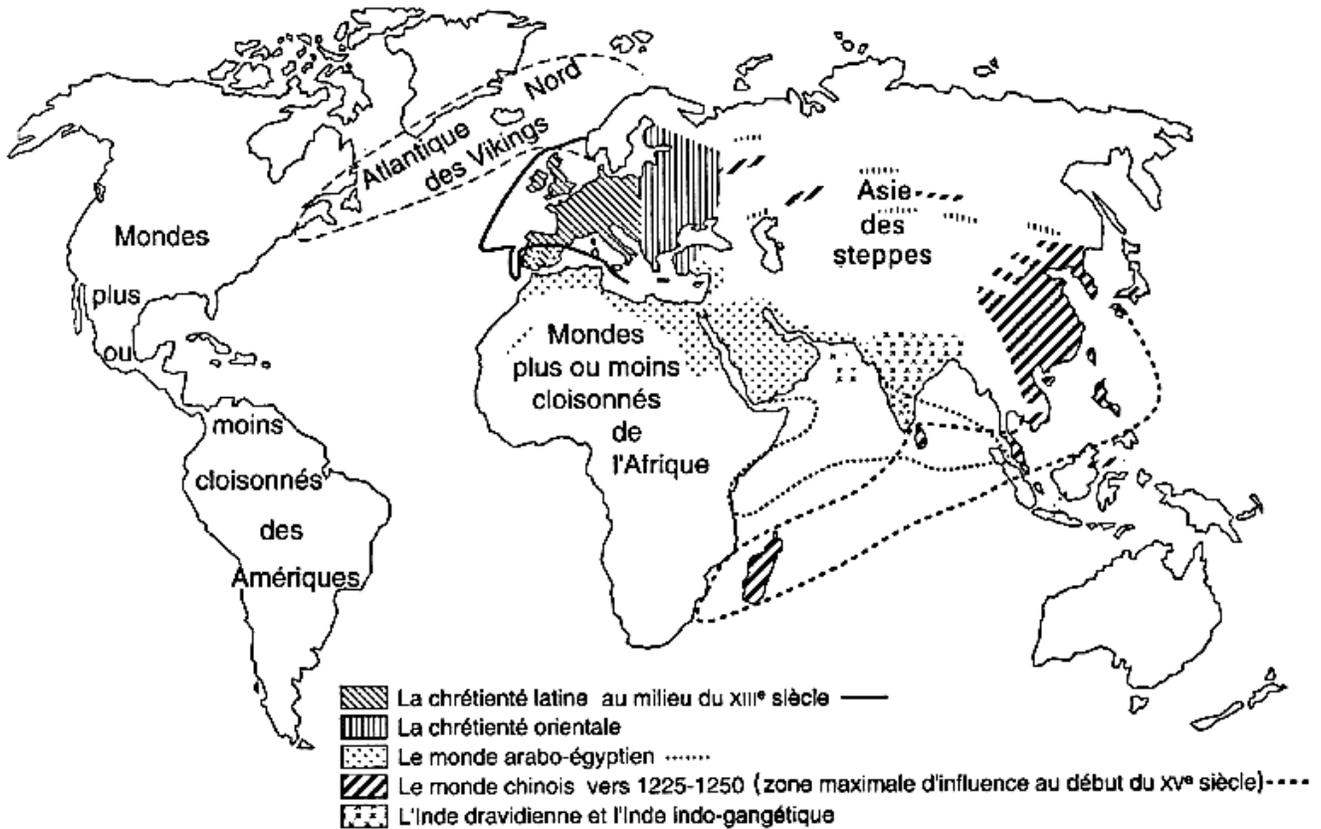
² BRAUDEL 1987, 1993, p. 73 *sq.*

³ Pour l'Europe, il s'agit de l'Europe occidentale pour 1400 et d'une « Europe sans rivages » (incluant les territoires de peuplement européen, notamment l'Amérique du Nord et l'Australie) pour les dates ultérieures.

entretenus, un artisanat actif, une importante production de fer, une pratique précoce de l'imprimerie, de grandes bibliothèques, l'essor du commerce, l'usage du papier monnaie, d'importantes avancées techniques (de la poudre au compas magnétique), un double système de commerce (par caravanes et par mer) ¹.

CARTE 1.1 — LE MONDE VERS LE MILIEU DU XIII^e SIÈCLE

[Retour à la table des cartes, schémas et tableaux](#)



D'après Pierre Chaunu, *L'Expansion européenne du XII^e et XVI^e siècle*, Paris, P.U.F., 1969.

¹ KENNEDY 1988, 1991, p. 34 sq. ; *Histoire de l'humanité*, 1969, vol. 3, p. 237 sq.

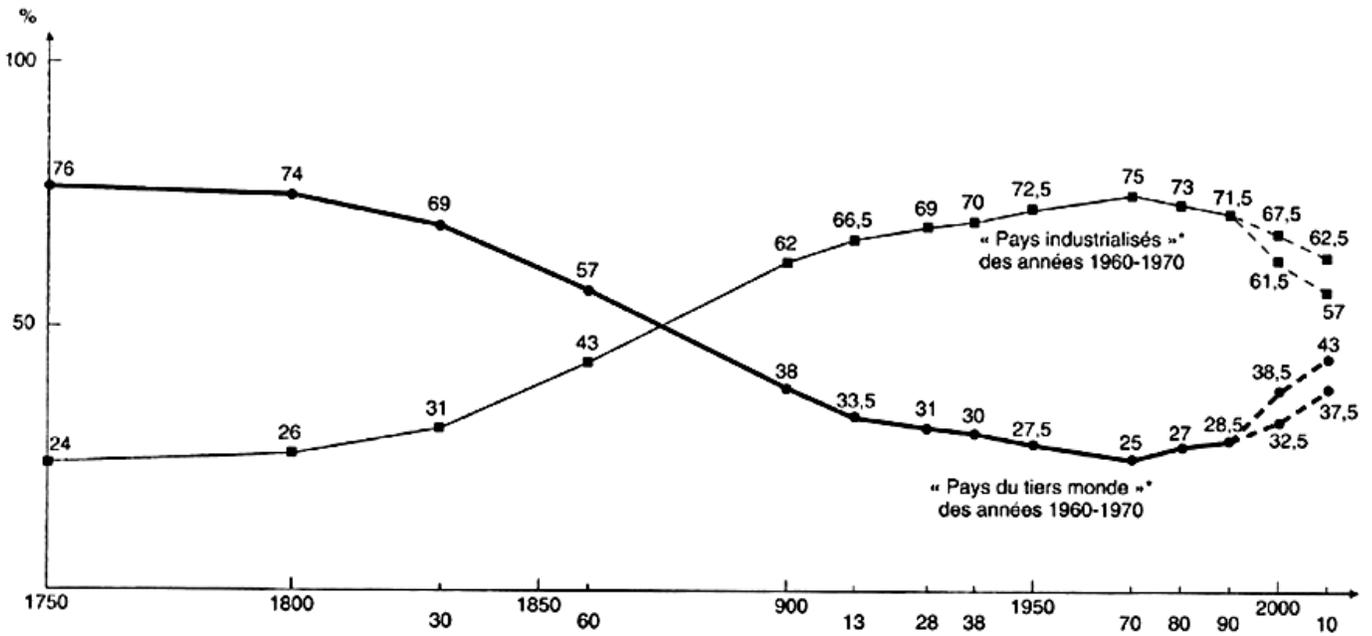
**TABLEAU 1.1. — CHINE, EUROPE OCCIDENTALE
ET « EUROPE SANS RIVAGES » (1400-1989)**

| | Produit domestique brut par tête (en dollars aux prix de 1985) | | Population (en millions) | |
|-------------|---|--------------|--|--------------|
| | Europe occidentale, États-Unis, Canada, Australie | Chine | Europe occidentale, États-Unis, Canada, Australie | Chine |
| 1400 | 430 | 500 | 43 | 74 |
| 1820 | 1 034 | 500 | 122 | 342 |
| 1950 | 4 902 | 454 | 412 | 547 |
| 1989 | 14 413 | 2 361 | 587 | 1 120 |

Source : Maddison 1991, p. 10.

SCHEMA 1.1 — RÉPARTITION DE LA PRODUCTION MONDIALE TOTALE (EN %) ENTRE « PAYS INDUSTRIALISÉS »* ET « PAYS DU TIERS MONDE »* (1750-1990 ET PROJECTIONS POUR 2000 ET 2010)

[Retour à la table des cartes, schémas et tableaux](#)

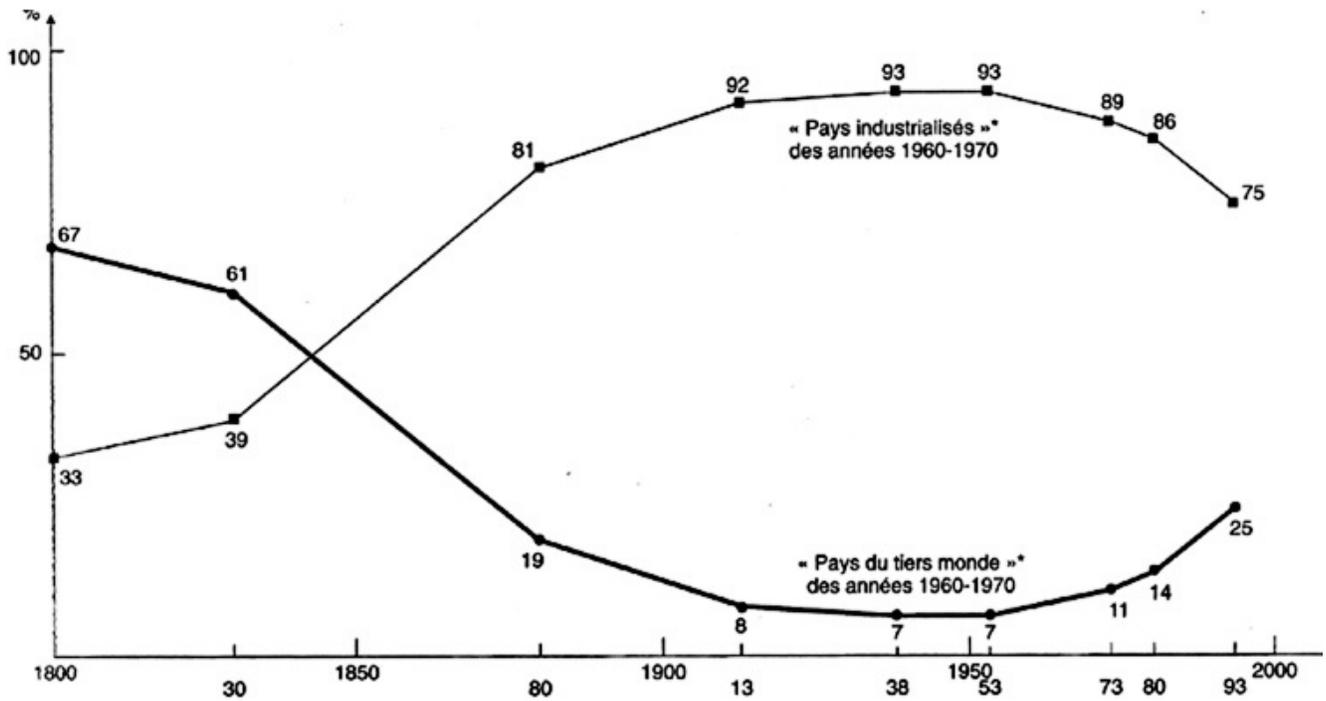


* Selon les définitions et les nomenclatures utilisées dans les années 1960-1970. Les pays « industrialisés » incluent l'Europe de l'Est et l'ensemble de l'ex-URSS. Les « pays du tiers monde » recouvrent les pays en développement de cette époque et la Chine.

Source : d'après Bairoch 1994, p. 134 ; pour 2000 et 2010, projections autour de celles des *Global economic Prospects de la Banque mondiale*.

SCHÉMA 1.2 — RÉPARTITION DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE (EN %) ENTRE « PAYS INDUSTRIALISÉS » * ET « PAYS DU TIERS MONDE » * (1800-1993)

[Retour à la table des cartes, schémas et tableaux](#)



Voir schéma précédent.

Source : « The Global Economy », *The economist*, 1^{er} octobre 1994, p. 4 (d'après Bairoch).

De 1400 à 1989, la population est multipliée par 15,1 pour la Chine et par 13,6 pour l'« Europe sans rivage » par rapport à l'Europe d'avant les temps où elle découvrit, conquit et peupla de « nouveaux mondes »¹. La divergence majeure n'est donc pas dans les croissances démographiques, mais dans les croissances économiques : au cours de ces six siècles, la production par tête a été multipliée par un peu moins de cinq en Chine alors qu'elle était multipliée par plus de trente pour les Européens d'Europe et d'outre-océans².

Selon les évaluations disponibles, la production par tête moyenne en Chine était en 1950 du même ordre que ce qu'elle était cinq siècles et demi plus tôt, peut-être même un peu inférieure : y ont contribué les choix impériaux du XV^e siècle, la pesanteur de la bureaucratie, le poids du conservatisme, puis, à partir du XIX^e siècle, les agressions et la présence occidentales, les guerres et les conquêtes menées par le Japon, les déchirements, affrontements et soulèvements conduisant à la fois à une mise en coupe réglée et à une profonde désorganisation du pays³. Après une si longue période de retrait, après tant de reculs et d'humiliations, il n'y a rien de surprenant dans l'actuel retour de la Chine parmi les grandes puissances.

Ce retour s'inscrit d'ailleurs dans un mouvement plus large. Si l'on divise le monde en fonction des niveaux de développement dans les années soixante et soixante-dix en deux grands ensembles, les « pays industrialisés » (tant capitalistes que communistes) et les pays du tiers monde (Chine incluse), on peut faire les évaluations suivantes : les « pays industrialisés » (des années soixante et soixante-dix) n'assuraient au XVIII^e siècle que le quart de la production mondiale ; avec leur dynamique d'industrialisation et de modernisation, leur part a augmenté jusqu'à atteindre les trois quarts de la production mondiale vers 1970 ; à cette époque, une inflexion s'est produite qui marque manifestement le début d'un rééquilibrage (schéma 1.1).

De même, les « pays industrialisés » (des années soixante et soixante-dix) assuraient le tiers de la production manufacturière mondiale en 1800 ; avec l'industrialisation, leur part est montée jusqu'à plus des neuf dixièmes de 1913 à 1953 ; depuis les années cinquante, elle a commencé à reculer : autre signe du début d'un rééquilibrage (schéma 1.2).

Une exceptionnelle parenthèse a ainsi commencé à se fermer. Au cours du XXI^e siècle, par tâtonnements, affrontements, convergences et compromis, un nouvel équilibre des puissances et des continents va se mettre en place.

¹ Pour l'Europe occidentale saisie en ses frontières, la population a été multipliée par 7,2 (d'après MADDISON 1991, p. 9).

² Quelle que soit la qualité des sources retenues, les évaluations économiques portant sur des périodes lointaines placent le chercheur devant des difficultés quasi insurmontables ; elles ne nous fournissent donc que des ordres de grandeur, approximatifs mais vraisemblables.

³ BRAUDEL 1987, 1993, p. 238 *sq.*

Une nouvelle carte du monde ?

[Retour à la table des matières](#)

Le projet national-socialiste a été défait. Les empires coloniaux sont démantelés. L'ensemble soviétique s'est disloqué. Les pays qui ont porté l'Europe dans le monde tentent désormais de faire l'Europe en Europe.

Les pays riches d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie offrent au monde le spectacle de l'opulence marchande. Promesse pour certains : une cité-État (Singapour), une cité à statut (Hong Kong), deux petits pays d'intérêt stratégique (Corée du Sud et Taiwan) et les oligarchies (et des fractions de classes moyennes) de nombreux pays sont en train d'en cueillir les fruits. Mirage pour d'autres, dont une part de la population, plus ou moins grande, s'enlise dans la pauvreté.

Dans la zone tempérée de l'hémisphère Nord, la triade des pays riches (Amérique du Nord, Japon, Europe occidentale et scandinave) concentre aujourd'hui l'essentiel des moyens — financiers, scientifiques, de haute technologie — du monde¹, les États-Unis seuls disposant d'une capacité stratégique mondiale.

Dans le reste du monde, le phénomène le plus spectaculaire est l'émergence, par vagues successives, de pays à croissances rapides, comme, dans les années 1985-1995, en Asie de l'Est et du Sud-Est.

Mais le mouvement le plus profond, le plus décisif, c'est l'affirmation de l'Inde et de la Chine — pays-continent, pays-civilisations, l'un et l'autre milliardaires en hommes, porteurs de cohérence, de pluralité, de traditions et de savoirs modernes —, très probables grandes puissances du prochain siècle.

Ailleurs, bien des incertitudes : sur les perspectives de la Russie et de l'ensemble marqué au double sceau de l'orthodoxie et du communisme ; sur les cheminements des sociétés d'Afrique, sociétés pauvres d'un continent aux riches potentialités ; sur les sursauts et secousses des Amériques du Centre et du Sud, dieux noirs et diables blonds, peuples pauvres et riches oligarchies ; et sur les devenirs, multiples et contrastés, des sous-continent et archipels des mondes musulmans.

Fondée sur une cohérence essentiellement économique et financière, la Triade a peu de chances de se muer en puissance géopolitique. Nulle nouvelle union institutionnelle — ni euro-américaine, ni nippo-américaine — n'est en

¹ Voir entre autres OHMAE 1985 ; BEAUD 1989, p. 182 *sq.* ; DOLLFUS 1990, p. 286 *sq.*

vue. L'Europe elle-même a bien de la peine à se constituer en puissance politique. Si elle n'y parvenait pas, ce serait la tripolarisation États-Unis-Chine-Inde qui marquerait la carte du monde dans le prochain demi-siècle.

En 1820, la Chine comme l'Inde avaient des productions qui dépassaient celles des principaux pays Européens. Avec l'industrialisation capitaliste de l'Occident, ces deux pays ont disparu de la liste des premières puissances économiques. Aujourd'hui, ils ne figurent toujours pas sur cette liste quand on évalue leurs produits en dollars sur la base du taux de change, mais ils y apparaissent si l'évaluation en dollars est faite sur la base de la parité des pouvoirs d'achat. C'est dire que, compte tenu des processus d'industrialisation et de modernisation en cours, en 2020, la Chine et l'Inde figureront, très certainement avec l'Amérique du Nord et l'Europe et très probablement avec le Japon, la Russie et le Brésil, parmi les sept principales puissances économiques du monde.

La tripolarisation États-Unis-Chine-Inde signifierait l'entrée dans une ère sans hégémonie. Les États-Unis peuvent faire régner l'ordre dans une petite île de leur hémisphère, maintenir à la limite de la misère de petits pays comme Cuba ou l'Irak ou user de la menace ou des fluctuations du dollar par rapport à leurs concurrents du Nord ; mais, face aux grands problèmes de notre monde — pauvreté, dégradations environnementales, risques d'une débâcle financière, soubresauts et chaos régionaux, expansion des trafics, des mafias et des corruptions —, ils paraissent abouliques ou désarmés, impuissants. Quant à la Chine et à l'Inde, elles vont encore pendant des décennies avoir beaucoup à faire avec leurs propres problèmes, leurs mutations et leurs voisins.

Depuis deux siècles, le monde a connu deux périodes à domination hégémonique : le deuxième tiers du XIX^e siècle, avec le Royaume-Uni, et les quelques décennies d'après la Seconde Guerre mondiale, avec la double domination adverse des États-Unis et de l'URSS. Entre ces deux périodes, deux grandes et longues crises économiques et financières, d'innombrables affrontements, deux grandes guerres, des génocides, bref, une longue période de violences et d'instabilité.

Certes, rien n'est écrit. Mais, compte tenu de la montée des périls, des difficultés et des tensions comme de la pression des urgences et des accélérations, la période qui vient risque fort, en l'absence d'hégémonie ou d'une nouvelle organisation planétaire, d'être marquée de grands fléaux, d'affrontements et de remous ¹.

¹ On est, ici, plus près du « choc des civilisations » (HUNTINGTON 1994 et 1996) que de la « fin de l'histoire » (FUKUYAMA 1992), mais il faudra compter aussi avec la multiplication des « chaos bornés » (DOLLFUS 1995, p. 82 sq.) porteurs d'affrontements localisés, où prospèrent trafics et mafias JEAN et RUFIN 1996).

TABLEAU 1.2. — LES SEPT PRINCIPALES PUISSANCES ÉCONOMIQUES DU MONDE (1820-1994)
(selon le critère du produit ou du revenu total du pays ^a)

[Retour à la table des cartes, schémas et tableaux](#)

| | Calcul fondé sur les parités de pouvoir d'achat | | Calcul fondé sur les taux de change | | |
|----|---|-------------------|-------------------------------------|-------------------|-------------------|
| | 1820 ^b | 1992 ^b | 1914 ^c | 1950 ^d | 1994 ^e |
| 1. | Chine | États-Unis | États-Unis | États-Unis | États-Unis |
| 2. | Inde | Chine | Allemagne | URSS | Japon |
| 3. | France | Japon | Roy.-Uni | Roy.-Uni | Allemagne |
| 4. | Roy.-Uni | Allemagne | Russie | France | France |
| 5. | Russie | Inde | France | RFA | Italie |
| 6. | Japon | France | Italie | Japon | Roy.-Uni |
| 7. | Autriche | Italie | Japon | Italie | Brésil |

^a Ces comparaisons cumulent les approximations puisqu'elles portent sur des grandeurs économiques saisies à des périodes éloignées et pour des pays de niveaux et de modes de vie différents. On a distingué les chiffres obtenus par la prise en compte des parités de pouvoir d'achat (colonnes 1 et 2) et ceux obtenus par les taux de change (colonnes 3, 4 et 5). Au total, ces évaluations sont un peu comme des distances qu'on évaluerait dans un paysage, en utilisant, à bras tendu, le poing ou le pouce : cela peut donner une idée, mais ce n'est pas d'une grande précision. Une différence cependant : les distances dans un espace peuvent être mesurées précisément, tandis que les comparaisons que nous présentons ne peuvent être qu'approximatives.

^b D'après des estimations des produits intérieurs bruts sur la base des parités de pouvoirs d'achat (MADDISON 1995, p. 28).

^c D'après les revenus nationaux en dollars (KENNEDY 1988, 1991, p. 284). Dans sa thèse de doctorat sur *La Question du retard russe* (Paris-VIII, 1985, p. 76), Joseph BOUMENDIL arrive à un classement légèrement différent pour les rangs 2 à 5 : la France précède le Royaume-Uni, qui précède l'Allemagne, la Russie se situant dans une large fourchette qui englobe ces trois pays.

^d D'après les produits nationaux en dollars de 1964 (KENNEDY 1988, 1991, p. 416).

^e D'après *L'État du monde* 1997, p. 666 sq.

L'enchevêtrement de fléaux dont l'homme est la source

Plus de pauvreté dans un monde plus riche

[Retour à la table des matières](#)

Jamais tant de richesses. Jamais tant de pauvreté.

Jamais tant de richesses produites : en dollars de 1975, le produit mondial en 1900 a été évalué à 580 milliards (pour 1,6 milliard d'humains, soit 360 dollars par personne) ; en 1975, il atteint près de 6 000 milliards de dollars (pour près de quatre milliards d'humains, soit environ 1 500 dollars par personne). En 1994, le produit mondial atteint plus de 25 000 milliards de dollars (pour 5,6 milliards d'humains, soit environ 4 500 dollars par personne)¹. Selon les critères du « développement humain² » un nombre croissant d'hommes voient leurs situations s'améliorer.

Les échanges marchands, les commerces, qui avaient accompagné la longue maturation de nos sociétés, la formation et la croissance des villes et les transformations des campagnes prennent aujourd'hui le dessus et marquent de leur empreinte structures et relations sociales. Échoppes, boutiques, mini-super- et hypermarchés, magasins d'usines, grandes surfaces à prix cassés foisonnent. Le commerce mondial annuel de biens et services dépasse 6 000 milliards de dollars³. Après les murs, les bords de route et la presse, la publicité a envahi la radio et la télévision, couvert de badges les sportifs, sponsorisé les navigateurs au long cours, investi Internet.

Les actifs financiers mondiaux sont passés d'un peu moins de 11 000 milliards de dollars en 1980 à un peu plus de 35 000 milliards en 1991-1992. Le volume des transactions sur les marchés des changes est de l'ordre de 1 300 milliards de dollars par jour en 1995⁴.

Jamais tant de richesses, mais jamais tant de pauvreté. Si l'on prend le cinquième le plus pauvre des habitants de la Terre (plus d'un milliard d'humains), tous pays confondus, leur revenu moyen par tête était en 1988 de 163 dollars : moins d'un demi-dollar par personne et par jour⁵.

¹ Rappelons les difficultés et les limites des évaluations et des comparaisons sur de longues périodes de temps ou pour des sociétés profondément différentes ; mais les ordres de grandeur sont significatifs (*sources* : PERKINS 1983, p. 19-21 et BANQUE MONDIALE 1996, p. 221).

² Voir le rapport du PNUD, Programme des Nations unies pour le développement, annuel.

³ BANQUE MONDIALE 1996, p. 251.

⁴ CHESNAIS (dir.) 1996, p. 25 et 35.

⁵ PNUD 1992, p. 40.

En 1987, le rapport de la commission Brundtland dressait ce constat : « Il y a plus de gens souffrant aujourd'hui de la faim dans le monde qu'il n'y en a jamais eu dans l'histoire humaine, et leur nombre augmente. [...]. Le nombre de personnes vivant dans des taudis et des bidonvilles ne recule pas, il s'accroît. Un nombre croissant de personnes n'ont pas accès à l'eau potable ni à des installations sanitaires et sont donc la proie des maladies qui découlent de ces manques ¹. »

En 1990-1995, dans les pays en développement, 2,5 milliards de personnes (plus de la moitié de la population) n'ont pas accès à des réseaux d'assainissement et 1,3 milliard (près d'un tiers de la population) n'a pas accès à l'eau potable ² ; 1,3 milliard de personnes vivent dans la pauvreté ; « près de 800 millions d'êtres humains ne mangent pas à leur faim » et « plus d'un tiers des enfants des pays en développement souffrent de malnutrition et d'insuffisance pondérale » ; « chaque année, environ 17 millions de personnes meurent de maladies infectieuses et guérissables, telles que la diarrhée, le paludisme ou la tuberculose » ; 400 millions d'enfants n'ont pas accès à l'école ; 200 millions de personnes sont gravement touchées par la désertification ³.

On le sait. On a vu, en photos ou à la télévision, ces corps avec la peau sur les os ; ces regards d'outre-monde ; ces êtres sans force menant des bêtes décharnées dans un paysage sans végétation. On a pu voir, en voyage, ces femmes et enfants couchés à l'aube sur des cartons au pied d'immeubles d'affaires.

Jamais tant de pauvretés, dans un monde qui atteint un degré exceptionnel de puissance et d'opulence.

Immense plaie, de gravité variable, sur les trois continents de l'ex-tiers monde ; éruption corrosive dans les pays trop brusquement passés d'un étatsisme bloqué et corrodé à un libéralisme sans règles ; honteux chancre des sociétés riches : cette pauvreté massive, dans un monde d'opulence comme le nôtre, est un scandale pour la conscience, une source de fragilité pour les sociétés, une menace pour l'avenir.

Elle constitue, pour notre monde de marchandisation et de mondialisation, le premier défi majeur ; car, « là où les hommes sont condamnés à vivre dans

¹ WORLD COMMISSION ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT 1987, p. 29 ; ces accroissements en nombres absolus, s'inscrivant dans l'accroissement de la population mondiale, peuvent s'accompagner d'une baisse de la part relative des populations touchées.

² PNUD 1996, p. 168-169.

³ *Ibid.*, p. 23.

la misère, les Droits de l'Homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré ¹ ».

Depuis la Seconde Guerre mondiale sont reconnus et jugés les crimes contre l'Humanité. Aujourd'hui, des populations entières sont atteintes dans leur intégrité et leur dignité humaines et pour certaines condamnées à dépérir. Qui jugera-t-on, demain, pour crime de non-assistance à populations en danger ?

L'engrenage des violences

[Retour à la table des matières](#)

États-Unis : les arrestations de jeunes pour crimes violents majeurs sont passées de 83 000 en 1983 à près de 130 000 en 1992 ; la période de pointe pour les crimes violents commis par des jeunes de six à dix-sept ans se situe entre 3 et 6 heures de l'après-midi, entre école et télévision ; les experts craignent le pire pour la prochaine décennie ².

Colombie : s'il tue un inconnu, un jeune reçoit vingt dollars d'une mafia locale et pourra commencer à travailler pour elle. Kenya : à Nairobi, pour entrer dans le gang Serena, il faut s'être battu avec un membre d'un gang adverse, apporter le produit d'un vol ou commettre un viol ³. Liberia : dans la campagne ravagée par la guerre intérieure, des jeunes survivent avec leurs kalachnikovs, tuent, pillent, terrorisent.

Italie, États-Unis, Japon : comme le lierre en de vieux murs, des mafias ont pénétré, enserré de multiples réseaux la vie politique, économique et financière. De Nice à Bruxelles, de New Delhi à Tokyo, d'îles en continents, clientélisme, corruption, mises en accusation, meurtres et suicides jalonnent la zone opaque où interfèrent milieu, argent et monde politique. Dans les régions livrées aux rébellions ou guerres internes, trafics d'armes et de drogues font loi. Nées de l'ex-URSS, de puissantes et dynamiques mafias jouent à leur manière l'international. Et, déjà, le renouveau des triades chinoises inquiète.

Violence contre violence.

¹ Inscription sur une dalle qu'a fait sceller sur le parvis du Trocadéro à Paris le père Joseph Wresinski, fondateur du mouvement ADT Quart-Monde, le 17 octobre 1987. Le dimanche 17 octobre 1993 a été, sur décision des Nations unies, la première journée mondiale du refus de la misère.

² *International Herald Tribune*, 9-10 septembre 1995.

³ Deyssi ROGRIGUEZ-TORRES, « Le gang Serena : origine et production d'une contre-société de la rue à Nairobi », *Politique africaine*, n° 63, octobre 1996, p. 61-71.

À la violence des trafics de drogue et des trafiquants, un groupe musulman, qui met en cause l'« inefficacité et la corruption » de la police d'Afrique du Sud, oppose sa propre violence : « Un dealer, une balle ¹ ! » ; en août 1996, un chef de gang d'un quartier métis du Cap a été abattu et brûlé, en présence de policiers et de caméras de télévision. À Nairobi, les « enfants des rues » dénoncés, coupables ou non, par la clameur sont « pris, jetés à terre, battus à mort » ; « dans les bidonvilles, l'enfant est aussi battu, écrasé par ses aînés ou même pendu à un poteau et brûlé vif ² ».

Autodéfense individuelle ou collective : on estime qu'il y a aux États-Unis, dans la population civile, deux cent vingt millions d'armes ³.

Affrontements nationaux, ethniques, religieux, avec parfois de brusques flambées qui peuvent dégénérer en massacres génocidaires comme en Inde (1947), en Indonésie (1965), au Bangladesh (1971), en Éthiopie (1977-1991), et, dans les années quatre-vingt-dix, dans l'ensemble Rwanda Burundi-Est du Zaïre ⁴.

Et que dire des sociétés de grande pauvreté où des familles sans ressources vivent dans les décharges d'ordures de grandes agglomérations et où des enfants sont, dès le plus jeune âge, abandonnés à la rue ? Que dire des sociétés d'opulence où trop de jeunes grandissent dans la misère et la violence, parmi une surabondance de marchandises inaccessibles et avec en prime la surenchère des télévisions dans les registres du crime et de la cruauté ? Et que dire des enfants des familles atteintes par les chocs et les heurts de l'économie : faillites, licenciements, chômage, engrenages de l'appauvrissement ?

L'inégalité extrême de notre monde, les profondes et croissantes disparités dans presque toutes les sociétés, les pertes de perspectives et de repères suscitent la diversification et l'aggravation des violences, des répressions, des affrontements.

¹ *Le Monde*, 22-23 septembre 1996.

² D. ROGRIGUEZ-TORRES, *loc. cit.*, p. 69.

³ Comme l'observe André BOURGUIGNON (1989, p. 266), « le nombre des meurtres par armes à feu augmente avec la fréquence de leur détention. Par exemple, en 1981, il y en a eu 8 au Royaume-Uni, 42 en RFA, 48 au Japon, 52 au Canada et... 11 500 aux États-Unis ».

⁴ Voir TERNON 1995.

Guerres et paix

[Retour à la table des matières](#)

De la guerre du feu au feu nucléaire, des massacres rituels à l'extermination industrielle, toutes les sociétés ont été violentes¹. Après les conquêtes, les oppressions et les humiliations de la colonisation, les implacables totalitarismes du XX^e siècle, les paroxysmes de la Seconde Guerre mondiale, des camps de la mort, des bombardements massifs et des bombes atomiques, notre époque a connu les affrontements Est-Ouest, les guerres de libération, les répressions contre les mouvements indépendantistes, les guerres locales et guérillas soutenues ou attisées par les grandes puissances, le carcan de l'apartheid, les brutalités criminelles des polices et des milices aux multiples racismes, les déracinements de la croissance, les chocs des crises, et comme une pandémie d'affrontements et de crimes.

Mais certains cultivent le penser positif : aux yeux de Minoru Makihara, président de Mitsubishi, le fait que nous ayons eu un demi-siècle sans guerre mondiale constitue le phénomène « le plus surprenant » de la période². On pourrait aussi bien se réjouir qu'il n'y ait pas eu de conflit nucléaire : car, avec les stocks d'armes nucléaires, demeure la capacité de mutiler gravement ou de détruire la Terre, le vivant, l'Humanité.

Mais que de guerres dans notre ère de paix ! Pour les seules années 1990-1994, plus de cinquante conflits, internes ou entre pays, dénombrés³ : Cambodge, Afghanistan, Kurdistan, Arménie, Liban, Soudan, Mozambique, Liberia, Bosnie, Pérou, Colombie, etc. À quoi s'ajoutent les luttes sans merci entre mouvements islamistes armés et régimes en place comme en Afghanistan (1995-1996) et en Algérie (depuis 1992) et les combats de peuples minoritaires aspirant à plus d'existence : à la liberté, la reconnaissance, l'autonomie, l'indépendance.

Derrière certains de ces conflits, il y a le jeu de puissances mondiales ou régionales ; il peut aussi y avoir des enjeux économiques (ressource pétrolière ou minière, passage d'un gazoduc ou d'un oléoduc). Toujours se pose le problème des financements ; car armes et moyens techniques coûtent de plus

¹ « Entre les guerres, les actions policières, les affrontements et les crimes, les actes d'agression ou de défense, il y a eu depuis cent cinquante ans dans les pays de civilisation occidentale, à chaque minute du jour et de la nuit, un homme au moins tué par un autre homme. [...] Lors des cinquante dernières années, [...] l'écart entre ces meurtres est tombé à près de 20 secondes », écrivait Friedrich HACKER au début des années soixante-dix (1971, 1972, p. 23).

² *Far Eastern Economic Review*, 3 octobre 1996, p. 36.

³ KIDRON et SEGAL 1996, p. 100-101.

en plus cher ¹ : d'où les contributions des diasporas et les prélèvements sur les populations ou sur l'aide humanitaire ; d'où aussi les imbrications entre trafics d'armes et trafics illicites, notamment de drogues, et donc entre mouvements en lutte, organisations criminelles internationales et réseaux du terrorisme.

Individuelles ou collectives, ethniques, religieuses ou nationales, étatiques, claniques ou mafieuses, militaires, nucléaires, économiques et financières, les violences, omniprésentes, pèsent sur notre temps. Il y a tant de situations, de formes, d'engrenages qu'il serait absurde de vouloir les ramener tous à une cause unique. Pourtant quelques traits se dégagent.

D'abord, l'impact des violences est démultiplié par la puissance technique. Un enfant est évidemment plus dangereux avec un fusil d'assaut qu'avec un couteau ou des pierres. Une organisation criminelle change de registre quand elle détient sous-marins, missiles et armes de destruction massive. Ensuite, les violences ne peuvent prendre une forme organisée stable ou déboucher sur des conflits s'inscrivant dans la durée que si elles bénéficient de financements qui, pour l'essentiel, passent par les faces cachées des mondes du pouvoir et de l'argent.

Enfin, individuelles ou collectives, la plupart de ces violences se nourrissent des processus diversifiés et mondiaux de déstructuration et de délitement des sociétés — accentuation des inégalités et des distorsions, affaiblissement des règles, recul du droit, progression de l'arbitraire, dilution des obligations, perte de sens. Manifestations polymorphes des ruptures sociales, des pertes de repères et de l'érosion des valeurs, elles constituent aussi des symptômes du basculement du monde.

Le mépris de la Terre et de la vie

[Retour à la table des matières](#)

Mépris de soi-même et des autres, indifférence au lieu où l'on passe comme au temps qui vient, l'homme de notre temps répand dans le monde détritux et déjections : des papiers gras, gaz d'échappements et déchets ménagers aux polluants chimiques, métaux lourds et déchets radioactifs.

Par les fenêtres des voitures et des trains, sur des sites charmants ou sublimes, jusqu'aux cœurs des déserts et aux sommets de l'Himalaya, il jette sacs en plastique, boîtes et bouteilles, emballages, récipients et matériaux divers. Il entasse près de ses agglomérations des amoncellements de détritux. Dans les mers et les océans, il jette objets de travail, de consommation ou de

¹ Voir JEAN et RUFIN (dir.) 1996.

loisir et d'incroyables tonnages de métaux lourds, de résidus pétroliers ou de produits chimiques ; sûr de sa capacité technique, il accumule armes bactériologiques ou chimiques et matériaux radioactifs, en oubliant que toute machinerie sociale peut un jour se déglinguer. Il bétonne les plus beaux paysages jusqu'à en insulter le souvenir, gangrène les sols, souille la terre, l'eau, l'air. Il réussit même à encombrer de débris dangereux les orbites de l'espace les plus utiles.

Assèchement de la mer d'Aral, appauvrissement des terres d'Ukraine, décharge nucléaire de Tcheliabinsk : désastres sans bornes de l'étatisme totalitaire. Forêts rasées à mort, eau rendue impropre à l'irrigation, fleuves transformés en égouts chimiques par les frénésies de l'industrialisation. Dégazage des navires en pleine mer, destruction des paysages par des implantations de grandes surfaces, gonflement des emballages, récipients et produits à jeter : dégâts collectifs pour profits privés. Ravages dus à l'insatiable voracité de l'homme moderne, qui envahit, s'approprie, prend, pille, gaspille, transforme la planète en poubelle et détruit pour longtemps des sources qu'on croyait inépuisables.

Bénéficiant de millénaires d'adaptation et d'apprentissage réciproques des sociétés et de leur environnement, et de savoirs, et de beautés, la société qui est en train d'émerger à l'échelle mondiale est avide, destructrice, sans conscience. Ressources gaspillées, sols dégradés, déserts élargis, eaux raréfiées et souillées, mers et océans transformés en ultimes décharges aux multiples périls, sites contaminés de nos cathédrales industrielles et nucléaires, dépôts de nos déchets radioactifs : les générations futures devront faire avec !

En 1972, le rapport du Club de Rome, *Halte à la croissance ?*, s'ouvrait sur l'apologue des nénuphars : leur doublement périodique finit par étouffer la mare où ils prospèrent ; il s'inquiétait de la croissance démographique, des phénomènes de saturation, de l'épuisement des ressources non renouvelables (énergie et matières premières) et de la prolifération des déchets. Rien alors sur les atteintes à la couche d'ozone et le changement climatique ! Et ni les déchets et risques nucléaires, ni les pollutions chimiques, ni les pénuries d'eau pour des grandes régions n'étaient présentés comme des risques majeurs.

Il ne s'agit pas là d'un reproche, mais d'un constat. En matière d'atteintes à la planète, les choses vont très vite. Nous nous préoccupons des risques constatés : plus ou moins vite des efforts sont mis en œuvre, le plus souvent insuffisants, compte tenu des dynamiques mondiales. Et de nouvelles atteintes se révèlent, que trop d'acteurs s'efforcent, autant que possible, de nier ou de minimiser.

Président autoritaire, tyran oppresseur ou gouvernant d'une démocratie, Créon, fatigué, célèbre l'arbre et laisse raser les forêts. Les suzerains des temps

modernes, grandes firmes et groupes multinationaux, ont appris à parler « environnement » ; la communication ronronne ; lointaines sous-filiales, sous-traitants, entreprises du Sud et réseaux mafieux se chargent des sales besognes.

Sous les pluies saturées de l'industrie triomphante et les vents de Bhopal ou de Tchernobyl, Antigone se terre au pied de l'autel où la Pythie remue les cendres. Les dieux se sont tus. Pan se meurt.

La montée des périls

[Retour à la table des matières](#)

À Minamata, petit port du Japon, une maladie frappe, dans les années cinquante et soixante, les chats, puis les pêcheurs et leurs familles et d'autres habitants ; elle attaque les centres nerveux, conduit à la perte de contrôle de soi, puis à la mort ; plus tard naissent des enfants-larves : l'entreprise chimique Chisso, qui depuis 1932 avait déversé près de 100 tonnes de mercure dans la baie, refuse pendant plus de vingt ans d'admettre sa responsabilité. Mille deux cents morts, dix mille personnes atteintes dans leur santé : c'est seulement en 1996 qu'arrivera à son terme une longue bataille juridico-administrative pour l'indemnisation des victimes ¹.

3 décembre 1984, une fuite de quarante tonnes du gaz méthylisocyanate de l'usine de pesticide d'Union Carbide à Bhopal fait deux à trois mille morts en un jour et de nombreuses victimes, dont des milliers condamnés à une mort plus ou moins lente ; l'entreprise plaide devant les tribunaux américains puis indiens, pour finalement négocier avec le gouvernement de Delhi, en 1989, un accord « pour solde de tout compte » sur des indemnités se montant au sixième des sommes demandées à l'origine ².

26 avril 1986, le réacteur n° 4 de la centrale électronucléaire de Tchernobyl explose ; les premières victimes sont des techniciens de la centrale ; il faut plusieurs jours pour que les autorités soviétiques soient informées et admettent l'information, pour que les populations soient évacuées et que l'armée commence à ensevelir le réacteur sous du sable. Les autorités suédoises, qui ont été averties d'une élévation de la radioactivité le 27, diffusent l'information le 28. En France, le directeur du Service central de protection contre les rayonnements ionisants ne reconnaîtra que le 10 mai que le nuage radioactif a survolé le territoire. A ainsi commencé une longue saga où l'on apprend combien il est difficile aussi bien de confiner le cœur en fusion d'un réacteur

¹ BEAUD et al. (dir.) 1993, p. 115 et 188 ; *Le Monde*, 3 mai 1996.

² *Le Monde*, 4-5 décembre 1994 ; *International Herald Tribune*, 3-4 décembre 1994.

accidenté que de limiter la diffusion (par poussières, eaux, plantes et animaux) de la radioactivité dispersée ¹.

Minamata, Bhopal, Tchernobyl : ces accidents phares de la modernité industrielle devraient inciter à réfléchir à deux siècles de maladies du travail, d'accidents du travail, de catastrophes industrielles et minières, de pollutions continues, périodiques, accidentelles ou catastrophiques. Car, en Europe occidentale et en Amérique du Nord depuis le XIX^e siècle, dans l'ensemble soviétique et dans les nouveaux pays industriels depuis la dernière guerre, dans les pays pauvres et émergents depuis quelques lustres, dans toutes les parties du monde, des entreprises portent atteinte à la santé de leurs travailleurs, à l'eau, à l'air, aux sols environnants et donc à la vie des populations. Pour quelques-unes qui se sont comportées de manière responsable, trop ont fait passer l'impératif industriel et la recherche du moindre coût avant le respect des hommes et de la vie.

Mais déjà surgissent de nouveaux risques : les « inoffensifs » chlorofluorocarbones se sont révélés à l'origine de l'altération de la couche d'ozone ; l'amiante, dont on connaissait les dangers pour les ouvriers qui travaillaient à sa production, se révèle dangereux dans les bâtiments pour l'isolation desquels il a été utilisé.

Et puis de nouveaux « nouveaux risques » : ceux de contamination par le sang traité dans un processus productif techno-industriel ; ceux de la résistance aux antibiotiques diffusée par l'administration systématique d'antibiotiques dans l'élevage animal intensif ; ceux des maladies à prions propagées par des animaux industriellement nourris de farines contaminées ; et, demain, ceux résultant de nouvelles biotechnologies, notamment des manipulations génétiques. Sans parler des incertitudes quant aux effets de la large gamme des ondes et radiations dont nous accroissons sans cesse l'émission, des inquiétudes concernant l'eau traitée et distribuée industriellement et des préoccupations que suscitent les effets de la destruction des paysages et des entassements dans d'inhumaines mégapoles.

Est-il permis de parler de cela sans se faire accuser d'antiscientisme rétrograde ? Est-il possible de réfléchir sur ces périls et ces risques, pour tenter de les endiguer avant qu'ils ne provoquent de puissants et dangereux déferlements d'angoisse collective ?

¹ Voir Monique SENÉ, *in* Beaud et al. (dir.) 1993, p. 121.

Jour de colère

[Retour à la table des matières](#)

Toute espèce animale protège ses jeunes : de plus en plus, l'homme moderne les abandonne, par millions ou dizaines de millions, dans de terrifiantes proliférations urbaines.

Toutes les sociétés humaines ont marqué leur souci du futur, en exprimant par la sagesse ou la morale quelques règles de précaution : c'est une planète de vie qu'elles nous ont laissée en héritage. Certaines ont été sévèrement jugées pour avoir adopté comme devise « Après nous, le déluge ». Mais celle qui est en train d'émerger ne se pose pas la question de l'« après-nous ».

S'entremêlent les logiques absurdes d'obstinées rationalités à courte vue et l'inextricable écheveau des irresponsabilités ; avec les jeux complices du pouvoir et de l'argent ; avec aussi les certitudes tranquilles des barbares modernes pour qui est légitime tout ce qui est techniquement possible ; avec, en fond de tableau, les insouciances et les égoïsmes individuels ; et, à tous les niveaux, l'accumulation des petites lâchetés d'où naissent les grandes catastrophes. Car, si pendant des milliers de générations c'est principalement des fureurs de la Terre (et de la colère des dieux) que naissaient les principaux fléaux, aujourd'hui c'est essentiellement des activités humaines (et du principe d'irresponsabilité).

Gouvernants et hommes politiques, dirigeants de grandes firmes nationales ou multinationales, directeurs et technocrates d'administrations nationales et internationales ? Ni responsables, ni coupables. Oligarchies, élites, corps scientifique, ingénieurs des pays riches et des pays pauvres ? Ni responsables, ni coupables. Pollueurs, gaspilleurs, profiteurs, consommateurs ? Ni responsables, ni coupables. Irresponsable homme de notre temps : aussi meurtrier que suicidaire. Mais cette irresponsabilité va revenir en terribles boomerangs.

Boomerang des nouvelles générations des pays pauvres qui ne vont pas rester inertes dans des situations de moins en moins supportables, et qui auront tous les comptes à régler : avec l'histoire, avec les riches, avec les institutions, avec l'Occident.

Boomerang du mal-vivre qui s'installe, ronge nos sociétés, corrode les consciences : dans nos agglomérations désagrégées par la solitude, le délaissement, la rancœur et l'angoisse, qui pourra maîtriser le brutal déferlement de la peur panique aiguïlée par la haine ?

Boomerangs des tribunaux, judiciaires ou populaires, qui jugeront un jour entreprises, États, organismes internationaux et leurs dirigeants, pour ce qui se révélera avoir été des crimes : contre les déshérités, l'humanité à venir, la planète et la vie.

Et finalement, ce simple boomerang : le regard et la voix de cet adolescent, qui, en 2015, dira à ses parents ou à ses grands-parents : « Mais comment avez-vous pu laisser faire ça ? »

Aveuglement

[Retour à la table des matières](#)

Maladies inconnues ; les hommes meurent en masse ; femmes, bêtes, terres demeurent stériles. Comment conjurer la malédiction qui frappe le pays thébain ? Le meurtre de son roi, Laïos, est à l'origine de tout.

Comme le peuple de Thèbes, Œdipe souhaite découvrir la vérité ; il a, par avance, voué le meurtrier à l'exil et à l'errance ; il a fait venir un devin, l'aveugle Tirésias ; et quand celui-ci se présente, inquiet, hésitant, résistant aux questions, il le presse, le menace, pour entendre enfin : « Sache-le, c'est toi, c'est toi, le criminel qui souille ce pays ¹ ! »

De tout son être, Œdipe rejette ce propos. Tirésias doit répéter : « C'est toi l'assassin recherché » (p. 264). Œdipe récuse le devin, imagine un complot, suspecte Créon. Mais Tirésias sait : « Tu me reproches d'être aveugle, mais toi, toi qui vois, comment ne vois-tu pas à quel point de misère tu te trouves à cette heure ? et sous quel toit tu vis, en compagnie de qui ? [...]. Tu n'entrevois pas davantage le flot de désastres nouveaux qui vont te ravalier au rang de tes enfants ! » (p. 267).

Il est des vérités impossibles à entendre.

Nos sociétés ne sont pas prêtes, nous ne sommes pas prêts à entendre que notre manière de vivre engendre de graves menaces pour la Terre, le vivant, les hommes et l'Humanité ; et que l'idéologie du progrès, qui fonde encore largement les sociétés modernes, nous mène, dans le labyrinthe des devenirs historiques, d'impasse en impasse.

¹ SOPHOCLE, *Œdipe roi*, in *Tragédies*, trad. fr., de Paul Mazon, Société des Belles Lettres/Club du Livre, Paris, 1969, p. 263.

À de tels propos, beaucoup réagissent comme Œdipe : « Peut-on tolérer d'entendre parler de la sorte ? » Faut-il écouter « pareilles sottises » ? (p. 267).

Et pourtant : depuis quelques lustres se manifestent des maladies, des fléaux, des périls engendrés par nos imprévoyances ou nos présomptions ; nous rendons stériles d'immenses espaces, dévastons le vivant, portons atteinte aux conditions mêmes de la vie ; dans certains pays, pendant de longues années, a même été étouffé le souffle fragile de l'humain.

Mais, comme Œdipe, nous ne supportons pas l'accusation : « Sache-le, c'est toi, c'est toi, le criminel qui souille cette Terre ! »

Comme Œdipe, nous refusons d'entrevoir « le flot de désastres nouveaux » qui s'annonce.

2

DÉTOUR POUR PENSER LE BASCULEMENT DU MONDE

[Retour à la table des matières](#)

Un « basculement du monde » : la formule vise à exprimer tout à la fois l'ampleur exceptionnelle des mutations en cours et la gravité des enjeux. Elle vise à alerter : attention ! nous ne sommes pas dans une simple période de changement, comme il y en a tant eu, depuis quelques siècles ; et, si nous n'en prenons pas conscience à temps, nous risquons de nous trouver confrontés à d'immenses périls que nous aurons nous-mêmes suscités.

Basculement : « action de basculer », nous dit le supplément de 1970 du *Dictionnaire Robert* en six volumes (1953-1964) ; et ce même supplément nous propose pour « basculer » un sens figuré : « Passer brusquement (dans une situation nouvelle, à une autre position). » Ainsi, le basculement du monde pourrait être le mouvement, le moment, par lequel le monde passe brusquement d'un état à un autre.

Le monde ? Mais qu'est-ce que le monde au juste, et comment le penser ?

Des difficultés de penser notre monde

Tout repenser ?

« L'homme sait enfin qu'il est seul dans l'immensité indifférente de l'Univers d'où il a émergé par hasard. Non plus que son destin, son devoir n'est écrit nulle part. À lui de choisir entre le Royaume et les ténèbres ¹ », écrit Jacques Monod au terme de sa réflexion sur le vivant, la connaissance, la science, le hasard et la nécessité.

¹ MONOD 1970, p. 195.

Pour certains, tout a basculé à Auschwitz ; pour d'autres, avec le Goulag ; pour d'autres, à Hiroshima ; pour d'autres, à Minamata, Bhopal, Three Mile Island ou Tchernobyl ; et pour d'autres encore, avec l'arrivée de l'homme blanc, les humiliations et les massacres, la traite et l'esclavage. Tels incriminent la volonté de puissance, tels autres la technique ; d'autres le colonialisme, le capitalisme, l'impérialisme, le racisme, le sexisme, ou tout simplement le fondamental égoïsme des hommes. Trop de dangers suprêmes ont été identifiés.

Pendant la dernière guerre, Horkheimer et Adorno se donnent comme tâche « de comprendre pourquoi l'humanité, au lieu de s'engager dans des conditions vraiment humaines, sombrait dans une nouvelle forme de barbarie ¹ ». Après l'explosion de Hiroshima, Albert Einstein avait dit : « La bombe atomique a tout changé, sauf l'esprit humain » ; et en 1955 : « Une nouvelle façon de penser est essentielle si l'humanité doit survivre. » Et André Breton, en 1948 : « La transformation du monde, à coup sûr plus nécessaire et incomparablement plus urgente [...] en raison de la menace commune qui pèse sur tous les hommes, demanderait à être repensée de fond en comble ². » Mais aujourd'hui, constate le philosophe Dominique Lecourt, les « penseurs modernes » reculent devant l'exigence de notre temps : tout repenser ³ ».

Un monde de contrastes

[Retour à la table des matières](#)

Tout repenser ? Mais jamais le monde n'a été aussi multiple, diversifié, hétérogène, difforme, contradictoire. Assurément. Sauf qu'en même temps jamais il n'y a eu autant, au niveau mondial, de standardisation, de communication, d'échange et d'interdépendance. Jamais il n'y a eu sur Terre autant d'hommes et de femmes vivant dans l'aisance et l'opulence ; et jamais autant d'hommes et de femmes vivant dans le dénuement et la misère. Jamais autant d'humains n'ont eu accès à une eau potable saine et sûre ; et jamais autant d'humains n'ont été en manque de ce bien essentiel.

Assainissement, soins, éducation, culture, environnement, recherche : longue peut être la litanie de tels contrastes paradoxaux. Pour l'essentiel, ils tiennent au jeu lié de la croissance des populations et du double mouvement d'enrichissement et d'appauvrissement. Également immenses sont les potentialités et les menaces dont est porteuse la révolution scientifique et

¹ HORKHEIMER et ADORNO 1944, 1996, p. 13, « Mais, remarquent-ils, plus nous approfondissons notre travail, plus nous comprenions combien notre tâche était disproportionnée à nos forces » (p. 13).

² André BRETON, *La Lampe dans l'horloge*, Robert Marin, Paris, 1948, cité par Annie LE BRUN, préface à « Unabomber » 1996, p. vii-viii.

³ LECOURT 1990, p. 145.

technique en cours. Le potentiel (industriel, technique, scientifique, économique, financier...) est colossal, mais manquent le sens et les priorités. En même temps, l'Humanité, est au seuil d'une nouvelle avancée d'une qualité insoupçonnée et aux bords d'abîmes tragiques.

C'est tout cela qu'il faut, d'urgence, apprendre à penser : à penser ensemble. Et si, dans les pages qui suivent, nous insistons sur les aspects inquiétants, ce n'est nullement par goût de la noirceur : c'est simplement pour inviter à contenir ou éviter les périls.

Savoirs et volonté

[Retour à la table des matières](#)

Apprendre à tout penser : c'est d'abord apprendre à penser ensemble toutes les dimensions du monde, d'un monde en mutation rapide.

Ce ne sont pas les savoirs qui manquent. Ils sont produits en volumes sans cesse croissants par des chercheurs, des scientifiques aux spécialisations de plus en plus pointues. Mais, penser le monde ne peut se réduire à la collecte d'une infinité de connaissances ponctuelles ou cloisonnées et d'éclairages partiels.

Des recompositions du savoir sont nécessaires. On a appris à les réaliser pour de grands programmes techno-industriels. On a commencé à le faire pour de grands problèmes contemporains : ainsi, pour l'analyse du risque de changement climatique, d'abord par la mobilisation coordonnée des différentes disciplines « dures » concernées, puis par la prise en compte des apports des sciences sociales et humaines. Il faudra bien s'engager dans cette voie pour la compréhension du monde, cet ensemble d'une très grande complexité, fait de la Terre, des sociétés humaines et de leurs activités.

Apprendre à tout penser, c'est donc faire travailler ensemble, dans une quête commune, des praticiens et chercheurs appartenant à différentes parties et cultures du monde et ayant l'intelligence des principales dimensions du changement en cours.

Rien là d'impossible. Manque simplement la volonté. Ni les États, ni les organisations internationales, ni les firmes n'ont besoin que l'on pense le monde : n'y a-t-il pas déjà suffisamment de contraintes, d'obstacles, d'urgences et de résistances ? Les Églises, elles, situent leurs réponses dans un autre monde, non dans la connaissance du nôtre. Les sectes, les charlatans de l'incertitude et de l'angoisse cultivent la confusion, non la clarification. Les communautés scientifiques travaillent sur des tranches, des sphères ou des

éclats de monde. Quant à l'homme de bonne volonté, il est étourdi de trop de signaux, d'informations, d'affirmations et de discours contradictoires.

Restent donc les philosophes, dont bien peu semblent prêts, aujourd'hui, à assumer avec la simplicité nécessaire cette charge — si ce n'est peut-être dans des cafés, des rencontres informelles ou d'imprévisibles discussions avec des étudiants.

Évoquant une séquence du film de Jean-Luc Godard *Vivre sa vie*, Alain Finkielkraut note que Brice Parrain, « qui joue le rôle du philosophe, oppose la vie quotidienne à *la vie avec la pensée*, qu'il nomme aussi *vie supérieure* ¹ » ; mais aujourd'hui, déplore Finkielkraut, « la vie avec la pensée cède doucement la place au face-à-face terrible et dérisoire du fanatique et du zombie ² ». Y contribuent aussi bien les universitaires enfermés dans leurs spécialisations et leurs chapelles, que les médias zigzaguant d'un sujet à l'autre dans l'incessante quête du neuf et les politiques aux discours cahotant entre les avant-élections et les après-sondages.

Ce livre plaide pour la vie avec pensée : une pensée qui ose se confronter aux problèmes de notre temps ; qui ose non seulement tenter de « comprendre », ensemble, l'opulence et la pauvreté, la dégradation de l'environnement, les évolutions technologiques et sociales, les enjeux des mutations actuelles..., mais aussi dénoncer l'inacceptable et esquisser des réponses.

Penser la complexité

Démésure

[Retour à la table des matières](#)

Penser le monde. Chacun en sent la nécessité. Mais par quel bout le prendre ?

Les êtres vivants, les objets se comptent par milliards de milliards. D'innombrables familles, espèces, classes ou catégories. Des relations démultipliées entre ces êtres, objets, familles, espèces, classes et catégories. Tant de systèmes et de sous-systèmes. Tant de lieux et tant d'histoires. Et tant d'espaces, et tant de temps.

¹ FINKIELKRAUT 1987, 1993, p. 11.

² *Ibid.*, p. 183.

Disciplines scientifiques, champs d'étude, objets de recherche, angles d'attaque, points de vue... Le monde existe-t-il ? Ou n'y a-t-il que des regards, des constructions, des discours, des illusions ?

La systémique, avec l'assistance de l'ordinateur, avait tenté de nous tirer d'affaire. Mais ce n'est pas en densifiant les entrelacs de lignes, de flèches et de boucles, en démultipliant actions, interactions et rétroactions, que l'on pensera le réel. Ceux qui, à partir de différentes disciplines, ont fait l'effort de penser la complexité, ont mis en lumière que la prise en compte de l'auto-organisation, de l'autoreproduction offre une clé essentielle.

Mais la clé n'est pas la connaissance. Encore faut-il choisir le point nodal, et la griffe de lecture pour le décrypter. Et toute grille de lecture ne peut jamais donner qu'une lecture ou un certain type de lectures de la réalité ; lecture(s) qu'il faut en permanence enrichir, reconstruire compte tenu des faits nouveaux et des avancées de la connaissance, et réaffirmer dans le brouhaha des autres discours.

Combat inégal, effort jamais achevé. Car, comme l'a dit Edgar Morin, « le réel est énorme, hors normes par rapport à notre intelligence. C'est dans le dialogue avec l'incroyable et l'indicible, dans le jeu entre le clair et l'obscur qu'il y a pensée : la pensée — comme la vie — ne peut vivre qu'à la température de sa propre destruction. Elle meurt dès qu'elle s'enferme dans le système qu'elle construit, dans l'idée non biodégradable ¹... ».

Ambition

[Retour à la table des matières](#)

L'ambition est de penser cet ensemble hypercomplexe, le monde : la Terre (dans son extrême disparité) occupée par une Humanité de plus en plus nombreuse et aux activités foisonnantes — Humanité formée de sociétés hétérogènes, inégales et engagées dans de profondes mutations. Bref, penser une totalité à la fois une et multiple, cohérente et disparate, en incessante restructuration et recreation.

Ce que la plupart des travaux disponibles nous offrent, ce sont des points de vue (à partir d'une discipline, ou d'une question) sur des objets ou des champs peu ou non hiérarchisés. Comme une liasse de vieilles photos trouvées dans une maison inconnue, ces regards multiples, fragmentaires, sont à la fois éclairants et difficiles à recomposer dans une vision d'ensemble. Mais Ilya Prigogine, Henri Atlan, Edgar Morin, Yves Barel..., ont ouvert la voie : penser

¹ MORIN 1982, p. 300

— la matière, l'univers, le vivant, l'homme, le social — implique de penser la complexité.

Fondamentalement, la pensée complexe permet de rompre avec les pensées atomistique et rationaliste qui considèrent la totalité comme somme d'éléments, comme composé de faits simples. « Elle doit, nous dit Edgar Morin, non plus désintégrer le monde des phénomènes, mais tenter d'en rendre compte en le mutilant le moins possible ¹ » ; ainsi, explique-t-il, « le cosmos est, non une machine parfaite, mais un processus en voie de désintégration et d'organisation à la fois [...] ; la vie est, non pas une substance, mais un phénomène d'auto-éco-organisation extraordinairement complexe qui produit de l'autonomie. Dès lors, il est évident que les phénomènes anthropo-sociaux ne sauraient obéir à des principes d'intelligibilité moins complexes que ceux désormais requis pour les phénomènes naturels. Il nous faut affronter la complexité anthropo-sociale, et non plus la dissoudre ou l'occulter ² ».

Pour jalonner le chemin à parcourir, recourons à la paraphrase. Comme la vie, le social est un phénomène d'auto-éco-organisation extraordinairement complexe qui produit de l'autonomie — où l'on retrouve le « phénomène social total » de Marcel Mauss. Comme le cosmos, le capitalisme est, non une machine parfaite, mais un processus en voie de désintégration et d'organisation à la fois — où l'on rejoint la destruction créatrice analysée par Schumpeter.

En outre, c'est dans la très longue durée des premiers temps qu'il faut imaginer l'émergence des premiers hommes et des premiers groupes humains ; c'est dans l'histoire qu'il faut saisir la longue évolution du couple Terre-Humanité et la relation mouvementée du trio société-État-capitalisme.

Penser le monde implique donc de penser à la fois la complexité et l'histoire. Avec cette contrainte supplémentaire que, pour rendre compte de cet écheveau de complexités, à la fois un et disparate, multiple, interactif, continu dans le temps et en incessant renouvellement, nous ne disposons que du fil linéaire d'un discours qu'il faut exposer en phrases et phases successives. Ce qui implique, si l'on veut rendre compte de la réalité non dans une superficialité convenue mais dans son épaisseur, de repasser plusieurs fois le fil du discours en quelques points essentiels, au risque de redites qui peuvent lasser.

¹ *Ibid.*, p. 305-306.

² MORIN 1990, p. 22.

Modestie

[Retour à la table des matières](#)

« Connaître ou penser, souligne Edgar Morin, ne consiste pas à construire des systèmes sur des bases certaines ; c'est dialoguer avec l'incertitude [...] : il faut fonder sa pensée dans l'absence de fondement ¹. » Les difficultés sont immenses ; sans doute sont-elles mieux maîtrisables dans le champ de la pensée que dans celui de la connaissance.

D'abord, la pensée est mieux partagée que la connaissance : « La pensée, dans son sens non cognitif, non spécialisé [...] n'est pas la prérogative de certains mais une faculté présente chez tout le monde ². » Ensuite la pensée est plus modeste que la science : tout particulièrement dans une période où connaissances et savoirs sont démesurément forcés (comme on « force » des plantes), au détriment de la pensée.

Chaque discipline scientifique a connu des phases de suffisance, avec la certitude que, désormais, tout était connu et qu'aucun progrès majeur n'était plus possible. Ilya Prigogine et Isabelle Stengers le rappellent en commentant le « mot de Laplace, lors du triomphe de la mécanique : il n'y aura pas deux Newton car il n'y avait qu'un monde à découvrir. À la fin du XIX^e siècle, notent-ils, la conviction régnait à nouveau selon laquelle la physique a atteint ses limites. Et aujourd'hui encore, S. Hawking, l'un des grands de l'astrophysique, annonce "la fin de la physique théorique" ³ ». En économie, les mêmes certitudes ont été énoncées, au milieu du XIX^e siècle par Stuart Mill, et au milieu du XX^e par Paul Samuelson. D'honnête homme, de philosophe ou de savant, la pensée ne devrait jamais verser dans ces enflures.

Finalement, la pensée est plus souple, plus fluide déchargée des lourds *impedimenta* de la science tout en étant en mesure d'en considérer les apports, elle est mieux à même d'aller à l'essentiel, de le cerner.

¹ *Le Magazine littéraire*, juillet-août 1993, p. 18 ; cité par NOUSS 1995, p. 76.

² ARENDT 1971, 1996, p. 70. Inversement, poursuit-elle, l'incapacité de penser « est cette possibilité toujours présente qui guette chacun — les scientifiques, les érudits et autres spécialistes de l'équipée mentale — et empêche le rapport à soi-même, dont la possibilité et l'importance furent découvertes par Socrate ».

³ PRIGOGINE et STENGERS 1979 ; préface à la 2^e éd. de 1986, 1990, p. 7.

Monde et complexité

Ciel étoilé et loi morale

[Retour à la table des matières](#)

« Deux choses remplissent le cœur (Gemüth) d'une admiration et d'une vénération toujours nouvelles et toujours croissantes, à mesure que la réflexion s'y attache et s'y applique : "le ciel étoilé au-dessus de moi et la loi morale en moi" », écrit Kant au début de la conclusion de la Critique de la raison pratique ¹.

Entre « le ciel étoilé au dessus de moi et la loi morale en moi », tel est à peu près l'espace où se situe cet essai. Plus précisément, cette réflexion se situe dans un tétraèdre : à une pointe, le sublime de notre Terre (cieux étoilés, montagnes enneigées, océans, la course d'une biche ou la fragilité d'une violette émergeant dans la rosée au talus d'un chemin...); à une autre pointe, l'humanité des humains (dans un regard, un geste quotidien, un sourire, un poème, une statue, les sagesses des humanismes...); à une autre pointe, la loi morale telle que je l'ai intégrée et intériorisée (esprit de responsabilité, conscience de la coupure entre acceptable et intolérable, entre mieux et pire, et des choix à faire...); enfin, à la quatrième pointe, la vision d'un monde qui, emporté dans des accélérations trop brutales, dévaste, dérape, bascule, risquant de compromettre, durablement ou définitivement, l'à-venir de l'aventure humaine.

Des « deux choses » évoquées par lui, Kant disait : « je n'ai pas besoin (*darf*) de les chercher [...]; je les vois devant moi, et je les rattache immédiatement à la conscience de mon existence ² » De même pour les quatre pointes qui structurent l'espace de ma réflexion.

Quel monde ?

[Retour à la table des matières](#)

Sans doute est-il temps de préciser ce que recouvre ce mot : le monde. Dire qu'il s'agit, ici, d'une réalité moins vaste que l'univers est peu dire : une épingle dans une meule de foin est géante par rapport à ce qu'est notre Terre dans l'univers. En première approximation, on peut dire que le monde est le couple Terre-Humanité.

¹ KANT 1788, 1949, p. 173.

² *Ibid.*, p. 173.

La Terre est entendue non pas comme une réalité seulement physico-chimique, mais aussi comme porteuse du vivant terrestre (ou, plus exactement, de différentes formes de vivant), comme espace (et espaces), comme temporalité (et temporalités). Ces différentes dimensions étant désormais toutes, à des degrés plus ou moins élevés, marquées par la connaissance et l'activité humaines.

L'Humanité est nécessairement prise dans son devenir historique, dans son interaction avec les éléments, la nature, les ressources, l'environnement, bref avec la Terre. L'Humanité doit être saisie aussi dans ses espaces, ses temporalités, la diversité des sociétés qui la constituent, avec leurs savoirs, leurs capacités techniques, leurs attitudes coopératives, dominatrices ou prédatrices, leurs interactions, leurs relations de domination ou de coopération.

Entre Terre et Humanité les rapports ont radicalement changé au cours des cent mille dernières années, avec à la fois la forte croissance du nombre des humains, de leurs besoins et de leurs activités et une maîtrise croissante par les hommes de l'usage des ressources de la Terre.

Le monde, c'est donc, désormais, le couple Terre-Humanité porté, à travers l'évolution humaine, à un très haut degré de complexité : avec le rôle croissant qu'y jouent le savoir, la technique, l'industrie à haute utilisation d'énergie, les États, les grandes firmes, les marchés, les organismes internationaux, la technoscience, les projets et les stratégies d'innombrables acteurs, leurs actions, réactions, concours et conflits.

Autoreproduction

[Retour à la table des matières](#)

En dégageant l'importance clé de l'auto-organisation¹ et de l'autoreproduction, la pensée complexe nous aide à aborder cette réalité. « L'auto-organisation de la matière en formes diverses et toujours plus complexes s'est faite par oscillations aléatoires, essais et erreurs, tâtonnements et échecs, autour d'un axe orienté dans le temps, dont les deux extrémités sont représentées par une entité unique : à l'origine l'espèce chimique la plus simple, l'atome d'hydrogène ; au temps présent l'espèce animale la plus

¹ De l'idée d'auto-organisation, Henri Atlan dit : « Elle correspond en très gros à l'hypothèse d'un programme qui se programmerait lui-même. [...] La notion d'auto-organisation possède aujourd'hui des sens assez différents. Mais l'essentiel, pour simplifier, est finalement qu'un réseau d'unités relativement simples peut présenter dans son fonctionnement d'ensemble des propriétés qui intègrent éventuellement une histoire avec ses aléas et ainsi ne sont pas totalement programmées », « Entretien », *Le Monde*, 19 novembre 1991.

complexe, l'Homme ¹. » De l'atome d'hydrogène à l'homme : ce raccourci d'André Bourguignon est une manière de planter le décor.

Du *big bang* à... la mondialisation de la planète Terre, en serait une autre. Toutes deux biaisées par notre anthropocentrisme : ce n'est qu'à nos pensées d'hommes que s'impose de rabattre sur l'homme notre réflexion sur l'évolution du monde ; le faire implique pour beaucoup, mais n'implique pas nécessairement, que l'homme est l'oméga, la finalité, l'œuvre suprême des dix à vingt milliards d'années de cette inconcevable aventure de l'autocréation.

Lao-Tseu avait peut-être entrevu l'essentiel :

« Il y avait quelque chose d'indéterminé
avant la naissance de l'univers.
Ce quelque chose est muet et vide.
Il est indépendant et inaltérable.
Il circule partout sans se lasser jamais.
Il doit être la mère de l'Univers.
Ne connaissant pas son nom,
je le dénomme "Tao" ². »

L'explication de la création du monde en sept jours, par un Dieu bienveillant et terrible, avait quelque chose de rassurant. Comme, à leur manière, la plupart des récits de création du monde que les hommes ont pu se raconter.

Celui qui a cours, aujourd'hui, dans la communauté scientifique a quelque chose de terrifiant et d'incroyable. Tout ce qu'on peut identifier comme forces, espaces et matières de l'Univers était unifié en un microscopique point ; en une infinitésimale fraction de seconde, c'est l'explosion libérant toute l'énergie du monde, et suscitant une grosse boule d'une soupe chaude de quarks, manière de nommer la toute première forme de la matière ; de ce jaillissement premier vont sortir les particules et plus tard les atomes, et cet ensemble de forces, énergies, rayonnements qui font notre univers. Beaucoup, beaucoup plus tard, certains parlent de huit à dix milliards d'années, les principales galaxies sont formées ; y compris la Voie lactée, peut-on préciser pour satisfaire notre égocentrisme. Mais, quitte à peiner notre ego, elle n'est pas le centre du monde. Quelques milliards d'années encore, et se forment le soleil (« notre » soleil) et ses planètes ³.

¹ BOURGUIGNON 1989, p. 299.

² LAO-TSEU 1995, XXV, p. 59.

³ COUTEAU 1993, 1995, p. 257 *sq.* ; voir aussi les articles publiés dans *Le Monde* du 30 septembre 1994 et du 15 septembre 1995.

Si l'on accepte cette histoire, il faut bien, rétrospectivement, reconnaître une cohérence fondamentale à l'œuvre, cohérence à l'œuvre que l'on peut nommer « capacité d'auto-organisation ».

Comptons maintenant à rebours par rapport à nous : notre système solaire s'est formé il y a environ cinq milliards d'années. L'âge des plus anciennes roches de la Terre a été estimé à 4,5 milliards d'années. Les premières formes de vie — des bactéries à l'entour de sources chaudes ou d'étangs salés — seraient apparues il y a environ 3,5 milliards d'années. Il y a 600 millions d'années apparaissent des organismes à corps plat, les premières algues et les premières mousses ; quelques dizaines de millions d'années plus tard a lieu une sorte d'« explosion biologique », avec une grande variété d'animaux articulés ayant pu avoir quelques ressemblances avec des araignées, des scorpions ou des crustacés ; la difficile et périlleuse sortie de l'eau s'étant probablement située, il y a quelque 400 millions d'années.

Entre 300 et 146 millions d'années avant nous a lieu une accélération dans l'évolution des végétaux : « Par mutations successives, les plantes améliorent leurs stratégies de reproduction (spores, puis graines disséminées dans le vent). Elles s'adaptent à des climats plus secs (les tissus de surface réduisent leurs pertes en eau) et se défendent mieux contre les pestes et les herbivores ¹. » Plantes à feuilles, insectes, reptiles, dinosaures et oiseaux apparaissent il y a environ 200 millions d'années ; les mammifères, avec parmi eux les primates, il y a environ 50 millions d'années ; et les premiers humanoïdes il y a quelques millions d'années.

Là encore, prodiges de l'auto-organisation, de l'adaptation et finalement de ce que l'on peut nommer l'autoreproduction. En effet, pour André Lwoff, « tous les systèmes complexes connus qui contiennent des macromolécules et sont capables de se reproduire appartiennent au monde vivant. La reproduction d'un système complexe contenant des macromolécules est par conséquent caractéristique de la vie ² ». Cette reproduction s'inscrit dans le temps : « Aucun animal, aucune plante, aucun microbe qui ne soit un simple maillon dans une chaîne de formes changeantes, écrivait François Jacob. À tout être vivant aboutit inévitablement une histoire qui ne représente pas seulement la suite des événements auxquels ont été mêlés ses ancêtres, mais aussi la succession des transformations par quoi s'est progressivement élaboré cet organisme. À l'idée de temps sont indissolublement liées celles d'origine, de continuité, d'instabilité et de contingence ³. »

¹ Vincent TARDIEU, « Les végétaux ont mis 3,5 milliards d'années pour coloniser la planète », *Le Monde*, 13 juillet 1995 ; voir aussi les articles publiés dans *Le Monde* du 5 janvier 1996 et du 5 octobre 1996, et dans *Time* du 4 décembre 1995.

² LWOFF 1962, 1969, p. 13.

³ JACOB 1970, p. 146.

L'auto-organisation et l'autoreproduction ont été cruciales pour les évolutions du vivant, des sociétés humaines et de l'Humanité ; la prise en compte de l'auto-organisation et de l'autoreproduction est donc la clé de la connaissance de ces réalités. À la fois, ces affirmations sont centrales *et* elles ont une dimension tautologique ; cela révèle la nature même de la connaissance : l'observation, le calcul, l'analyse nous permettent de saisir ce qui est essentiel (clé) dans un phénomène ; nous le nommons et l'ayant nommé, nous utilisons le terme (concept) pour l'élucidation, l'explication du phénomène ou de la famille de phénomènes auquel il appartient. Nous parlons de ce que nous traitons avec les mots que nous avons choisis ou créés pour le nommer.

Cependant, autoreproduction ne signifie ni reproduction en totale autarcie, ni reproduction à l'identique. Pour Yves Barel, un des rares avec Morin à avoir affronté la « complexité anthropo-sociale », « pour savoir si un assemblage, un ensemble, une entité complexe et différenciée est ou non un système [je préfère : une totalité, MB], il faut se poser la question : cet ensemble est-il capable d'autoreproduction ? Si oui, on a affaire à un système [une totalité, MB]. L'autoreproduction est la propriété d'un système [d'une totalité, MB], non pas d'assurer seul sa reproduction, mais de participer activement à sa propre reproduction ¹ ».

Préférant réserver le mot « système » à des constructions idéelles et conceptuelles, nous appellerons ici « totalité » une réalité, une entité qui a une forte capacité d'autoreproduction, c'est-à-dire une forte capacité à « participer activement » à sa propre reproduction. Pour la connaissance de tout champ ou objet d'étude, cette question dès lors est essentielle : quelle(s) totalité(s) y est (y sont) à l'œuvre ?

Les trois reproductions : la Terre, l'Humanité, le capitalisme

[Retour à la table des matières](#)

Bien des individus, des groupes, des assemblages, des entités ont une capacité d'autoreproduction : il n'est guère concevable d'en établir la liste. S'agissant de l'objet de notre réflexion, le monde, deux totalités sont nécessairement en présence : la Terre et l'Humanité. Toutes deux ont indubitablement la capacité de « participer activement » à leurs propres reproductions.

¹ BAREL 1979, p. 218.

Et puis, alors que de tout temps la production et les échanges sont pour l'essentiel demeurés soumis à la reproduction des sociétés qui les mettaient en œuvre, s'est formée et affirmée depuis quelques siècles une « entité socioéconomique » caractérisée par la rationalité du profit et la triple dynamique d'innovation, d'accumulation et de marchandisation ; cette entité socio-économique, très fréquemment nommée capitalisme (même si certains rejettent cette appellation), a de plus en plus nettement fait preuve de sa capacité de « participer activement » à sa propre reproduction, allant jusqu'à manifester une certaine capacité d'autonomie par rapport aux sociétés dans lesquelles elle s'enracine.

Trois reproductions majeures doivent donc être prises en compte : de la Terre, de l'Humanité, du capitalisme, dont chacune s'opère à travers un ensemble complexe et diversifié de reproductions. On peut sembler bien loin du « basculement du monde » ; on touche pourtant au cœur de la question : la reproduction de l'Humanité n'a-t-elle pas commencé à perturber, peut-être à déstabiliser, la reproduction de la Terre ? Et la capacité d'autonomie, d'autoreproduction du capitalisme n'est-elle pas à la source de nombre de difficultés, de distorsions que subissent les sociétés d'aujourd'hui ?

La Terre

[Retour à la table des matières](#)

Avant que s'y niche le vivant, la reproduction de la Terre était essentiellement physico-chimique. L'apparition du vivant, puis son foisonnement s'inscrivent dans ce milieu physico-chimique : l'eau et le rayonnement solaire, les sols et les airs ; pour une très large gamme de plantes et d'animaux, ont aussi joué un rôle majeur la protection assurée par la couche d'ozone contre les rayons ultraviolets et les climats et températures qu'assure l'effet de serre naturel.

En se développant, le vivant est devenu un acteur de la reproduction de son milieu, comme en témoignent les cycles de l'eau, du carbone et de l'azote. Des biotopes les mieux circonscrits à la globalité planétaire, d'innombrables interdépendances lient les processus physiques, chimiques et biologiques dans des mouvements d'auto-éco-organisation qui produisent de la cohérence et de l'autonomie. Ainsi, désormais, le vivant, issu de la Terre, marque-t-il profondément la reproduction de la planète et en est-il une dimension omniprésente : on peut réellement parler de l'autoreproduction de la planète, et cette autoreproduction est physico-chimico-biologique. Mais si, par malheur ou par mégarde, la vie devait disparaître, la reproduction de la Terre redeviendrait simple processus physico-chimique.

L'Humanité

[Retour à la table des matières](#)

La reproduction de la Terre a toujours été multidimensionnelle : à la fois locale, régionale, mondiale ; qu'elle ait été issue d'une ou de plusieurs sources, l'Humanité s'est pendant un très long temps reproduite dans des sociétés distinctes liées à des aires territorialisées. Beaucoup d'espèces animales vivent et se reproduisent en « sociétés », sociétés dont les tailles, les territoires, les principes de cohérence, les modes de fonctionnement diffèrent profondément : des criquets aux abeilles et aux fourmis, des loups aux bisons, sans parler de la très grande diversité des mondes des poissons et des oiseaux ¹.

En un sens, les reproductions des sociétés ont connu des formes variées à l'extrême, dans l'espace comme dans le temps ; mais on peut remarquer que, des modes de reproduction de toutes ces sociétés, peuvent être dégagées un petit nombre de logiques sociales, c'est-à-dire d'enchaînements cohérents et réguliers de comportements liés à un petit nombre de motivations et de finalités et structurant les processus de la reproduction sociale ².

Jusqu'au capitalisme, les logiques sociales n'eurent pas de capacité forte d'autoreproduction ; elles étaient indissociables des sociétés dont elles portaient la reproduction ; ainsi en a-t-il été pour les logiques domestique, communautaire, tributaire, marchande simple et même étatique. Cela n'implique pas qu'il y aurait toujours eu harmonie ou équilibre : les logiques tributaires et étatiques peuvent susciter de très fortes distorsions entre les exigences et finalités des groupes et castes dominants et les besoins et aspirations du peuple producteur ; mais à la limite, quelque chose craque et un nouvel équilibre (ou une nouvelle logique) doit être trouvé.

Tout au long de l'ère paléolithique, les humanoïdes, puis les premiers hommes se sont reproduits à travers bandes, familles, groupes, troupes, communautés de chasseurs-cueilleurs. La maîtrise du feu, l'invention du langage articulé, le développement de la conscience réfléchie ont marqué

¹ Voir CHAUVIN 1982 et 1984 ; voir aussi MORIN 1980, p. 237-238.

² On s'inspire ici de ce sens du mot « logique » : « enchaînement cohérent d'idées » et, plus largement, « suite cohérente et nécessaire d'événements et de choses » (Dictionnaire *Robert*, t. IV, p. 297). Une « logique sociale » présente un double caractère : de stabilité dans le temps, pour chaque société concernée, et de généralité, puisque sa manifestation peut être observée dans des sociétés différentes, dans le temps comme dans l'espace. Une même « logique sociale » peut se manifester sous des formes diverses et susceptibles d'évoluer. Presque par construction du concept, l'identification d'une « logique sociale » implique qu'il y a reproduction, puisqu'on peut repérer dans le temps un enchaînement cohérent et régulier de comportements liés à un petit nombre de motivations et de finalités et caractérisant la manière dont s'opère la reproduction sociale dans diverses sociétés.

l'évolution de ces premières sociétés. Puis ce sera la révolution néolithique, qui ouvrira la voie aux premières grandes civilisations. Depuis, la puissance technique, la capacité transformatrice des hommes se sont considérablement accentuées : à travers les lentes avancées d'une dizaine de millénaires, puis dans la brusque accélération des derniers siècles.

Aujourd'hui, l'Humanité interfère de plus en plus avec les reproductions du vivant et de la Terre : l'autoreproduction de la Terre est désormais un processus anthropo-bio-physico-chimique. Rien n'est encore inéluctable. Mais si advenait l'irréversible, la reproduction de la Terre pourrait redevenir un simple processus bio-physico-chimique, avec des formes élémentaires ou particulièrement résistantes de vie, ou simplement physico-chimique.

Le capitalisme

[Retour à la table des matières](#)

Avec le capitalisme, l'économie se distingue fortement des autres dimensions des sociétés ; les motivations liées à la recherche du profit et les dynamiques d'accumulation, d'innovation, et d'élargissement de l'aire de la marchandise¹ lui confèrent non seulement une capacité forte d'autoreproduction, mais encore une capacité de reproduction élargie qui l'amène à déborder bien au-delà des sociétés où il avait pris racine.

Certes, l'histoire montre que, lorsque le capitalisme prend racine dans un pays, il est fragile ; il a besoin de l'État et de couches actives et entreprenantes de la société. Chaque capitalisme est donc marqué par la société où il s'est développé. Mais, au fur et à mesure qu'il prend force et ampleur, il fait preuve d'autonomie ; il s'intéresse à d'autres marchés, recherche d'autres alliances, parfois d'autres soutiens ; sa reproduction tend à s'autonomiser par rapport à celle de la société où il s'est formé.

Aujourd'hui, le capitalisme n'est plus enfermé dans les deux dimensions de ses premiers temps : le national et l'international ; il est de plus en plus multinational et mondial². C'est dans ces quatre dimensions qu'il impulse ses puissantes dynamiques : énorme capacité de créer des richesses, des marchandises pour les détenteurs de pouvoir d'achat, et de mobiliser à cette fin de puissants moyens techniques, intellectuels, matériels et financiers ; mais aussi énorme capacité de détruire des ressources et des aménités, d'ignorer la pauvreté et la misère, de bouleverser paysages, sociétés, règles et valeurs.

¹ Pour l'essentiel, renvoyons à Marx, Weber et Schumpeter.

² Voir BEAUD 1987.

Il contribue avec une très grande efficacité à la reproduction des sociétés riches et aux dynamiques de sociétés engagées dans des processus de modernisation et d'industrialisation ; mais il provoque de graves atteintes à l'environnement. Axé sur la seule réponse aux besoins solvables (pour lesquels existe un pouvoir d'achat), non seulement il ignore les besoins non solvables, fussent-ils essentiels, mais encore il contribue au gonflement de nouveaux besoins dans des couches et classes sans pouvoir d'achat, donc dans l'incapacité de les satisfaire.

Cette immense puissance à l'œuvre entraîne l'ensemble du monde dans un flot impétueux mêlant nouvelles richesses et nouvelles pauvretés ; elle bouleverse les conditions de reproduction des sociétés, en produisant de puissants remous de marginalisation et d'exclusion, dans chaque société comme à l'échelle du monde ; elle crée des raretés, provoque des dégâts et trouve dans leur réparation de nouveaux créneaux lucratifs ; elle tend de plus en plus à échapper à la maîtrise des sociétés et des États.

La reproduction du capitalisme interfère donc profondément, de manières multiples et contradictoires, avec les reproductions de l'Humanité et de la Terre. Elle est une composante majeure du basculement : du monde.

Le basculement du monde et les trois reproductions

Hypothèse

[Retour à la table des matières](#)

Pour comprendre le monde, ses dynamiques et ses soubresauts, la grille de lecture proposée est de prendre en compte à titre principal trois totalités, trois entités ayant une capacité forte d'autoreproduction : la Terre, l'Humanité et le capitalisme — avec les interactions, tensions, contradictions entre les reproductions de ces trois totalités.

Cette analyse en terme de « triple reproduction » permet de donner les repères essentiels dans l'inextricable fouillis des faits et des informations. Certes, ce n'est pas la seule et unique grille permettant de comprendre le monde actuel ; mais elle permet de répondre à beaucoup de questions que nous posent les désordres et absurdités du monde.

En outre, cette analyse n'est pas réductrice, elle est ouverte. Elle permet de prendre en compte la diversité, aucune des trois totalités évoquées n'étant uniforme ni homogène : la Terre se reproduit à la fois dans sa globalité et dans la pluralité de ses régions et de ses biotopes ; l'Humanité se reproduit à travers les sociétés humaines, elles-mêmes diversifiées et évolutives ; quant au

capitalisme, s'étant historiquement constitué à travers divers capitalismes nationaux, il revêt de multiples formes.

Enfin, cette analyse permet de poser de manière précise la question du basculement du monde : il y a basculement du monde si le passage rapide du monde d'un état à un autre se traduit par des changements majeurs dans les conditions de reproduction des totalités prises en compte, dans les rapports entre ces totalités et entre leurs reproductions.

Ainsi, cette grille de lecture permet non seulement de dégager un certain nombre d'explications sur les causes et la nature de problèmes humains, sociaux, environnementaux contemporains, mais encore de les situer dans une mutation profonde et rapide : le basculement du monde.

Thèse

[Retour à la table des matières](#)

Avant qu'apparaissent les hommes, la Terre se reproduisait sans eux. Avant que se déploie le capitalisme, les sociétés humaines s'étaient reproduites sans lui.

Aujourd'hui, ces trois processus de reproduction — Terre, Humanité, capitalisme — sont profondément interdépendants, interagissants. Avec leurs effectifs et leurs besoins croissants, les sociétés humaines altèrent de plus en plus gravement, par leurs prélèvements et leurs rejets, la reproduction de notre planète. Y contribue aussi le capitalisme qui, par ses dynamiques transformatrices, participe à la reproduction d'un nombre croissant de sociétés humaines, tout en en déstabilisant un nombre également croissant et en suscitant entre elles de profonds clivages.

Bien plus : de même que l'Humanité tend à s'autonomiser du vivant et de la Terre, tout en leur restant attachée, de même le capitalisme tend à s'autonomiser des sociétés humaines, tout en leur restant attaché. En schématisant, le capitalisme déploie aujourd'hui ses dynamiques en fonction des ressources et des besoins solvables d'un à deux milliards d'humains ; les autres milliards, à faibles ressources monétaires ou sans pouvoir d'achat, n'entrent pas dans son univers — alors que lui est entré dans le leur, en modifiant, parfois en bouleversant, leurs conditions de vie et leurs manières de voir.

Les inégalités se creusent. Les changements s'accélèrent. L'empire des marchandises et de l'argent s'étend. Les liens sociaux se disloquent. Beaucoup s'enrichissent, innombrables sont ceux qui vivent dans la misère, la pauvreté,

l'angoisse. En même temps que les nouvelles opportunités, surgissent nouveaux périls et nouvelles menaces.

Avec, en fin de compte, la reproduction déstabilisée de la Terre ; la reproduction de nombreuses sociétés déséquilibrée et la reproduction du capitalisme — faite d'expansions et de crises — de plus en plus déterminante tant pour notre planète que pour nos sociétés.

Lignes de force

[Retour à la table des matières](#)

Tout s'enracine dans une très longue évolution de plusieurs centaines de millénaires : l'ère des deux reproductions. Il y a environ deux millénaires et demi, avec la « période axiale ¹ » au cours de laquelle des fondateurs de la pensée humaine invitent les hommes à se penser par rapport au divin, à l'univers et à eux-mêmes, commence une évolution progressive, une longue transformation, qui conduit à la modernité des derniers siècles.

Au cours de ces derniers siècles, à partir de la pointe occidentale de l'immense Eurasie, s'opère l'entrée dans l'ère des trois reproductions. Alors commence l'accélération d'une très large gamme de transformations, tant quantitatives que qualitatives. Le développement du capitalisme industriel entraîne une croissance des productions, des besoins, des richesses et des pauvretés, creuse les inégalités entre continents, bouleverse de larges parties du monde.

Les luttes contre le capitalisme entraînent, dans les pays capitalistes, de profondes transformations sociales. Ailleurs, sous le drapeau du socialisme, est expérimenté l'étatisme généralisé. Dans la troisième partie du monde d'autres voies sont prônées et explorées.

Aujourd'hui, le capitalisme, machinerie sociale la plus efficace pour créer des richesses, s'est imposé. L'étatisme, après d'impressionnantes réalisations, a échoué comme forme prédominante de production. Comme l'étatisme, les autres formes productives fonctionnent soit en prise sur le capitalisme, soit en contrepoint, pour assurer la subsistance ou la survie de populations.

Alors que, de tout temps, la production avait été orientée par les besoins, les croyances et les pouvoirs des sociétés, aujourd'hui, les sociétés tendent à être de plus en plus soumises à l'économie.

¹ JASPERS, 1949 ; voir *infra*, chapitre 7.

Prééminent, le capitalisme impulse d'autant mieux ses dynamiques d'accumulation-innovation-marchandisation, qu'il mobilise à son service des pans de plus en plus nombreux de la technoscience. Rapports marchands et rapports d'argent tendent à devenir les rapports prédominants dans nos sociétés, réduisant presque tout à l'unidimensionnel d'un calcul à court terme. Dominée par la rationalité de la rentabilité et par les relations de marché, cette économie ne connaît que les besoins solvables, c'est-à-dire susceptibles de faire l'objet de dépenses monétaires ; elle ignore l'immense masse des besoins non solvables, même ceux reconnus vitaux et essentiels.

Pour combattre le chômage, faire reculer la pauvreté, combler un retard, les sociétés mettent leurs espoirs dans la croissance économique. La machinerie capitaliste en est le principal vecteur ; mais cette croissance, si elle crée emplois et richesses, crée aussi du chômage et de la pauvreté ; en démultipliant les besoins, elle recrée de l'insatisfaction ; la croissance des besoins suscite de nouveaux besoins de croissance. Engrenages sans fin.

Les croissances dont ont bénéficié moins d'un cinquième des humains ont commencé à dégrader profondément l'environnement terrestre et à porter atteinte à quelques équilibres essentiels de la planète ; certes, ces croissances sont de moins en moins portées par des productions matérielles. Mais les productions matérielles demeurent essentielles pour les croissances dont ont commencé à bénéficier un autre milliard d'humains et auxquelles aspirent d'autres milliards. Et dès lors que rien de décisif n'est fait pour rendre ces croissances moins dangereuses pour notre planète, les atteintes vont s'aggraver. Inexorablement.

Les nouvelles dynamiques capitalistes et marchandes creusent les inégalités, celles-ci atteignant un degré proche de l'infini, puisqu'un nombre croissant d'hommes sont privés de toutes ressources — jusqu'au lieu où vivre, l'eau à boire, la terre où trouver subsistance.

Les nouvelles dynamiques mondiales et la globalisation (des marchés, de la finance, de l'information) pèsent de plus en plus sur les économies nationales et les sociétés, y compris sur les plus puissantes.

La mobilisation de la technoscience par les grandes firmes pour inventer ou susciter de nouveaux besoins, en même temps que de nouvelles marchandises et leurs marchés, crée une accélération dans l'accélération.

C'est sur la crête de la lame de fond de cette accélération que nous nous trouvons pour quelques décennies. Tout retour en arrière est exclu, tout arrêt impossible. Le mouvement, les changements, le passage rapide du monde d'un état (celui des années soixante/quatre-vingt) à un autre est inéluctable. Mais faut-il se résigner au basculement qu'entraînent les forces qui prédominent

aujourd'hui ? À la domination des logiques de l'argent et du marché jusqu'à un nouveau totalitarisme ? Au creusement des inégalités jusqu'au point extrême où s'établirait un nouvel apartheid ? À la fuite en avant irresponsable dans des croissances matérielles jusqu'à laisser aux générations futures une planète profondément dégradée ? C'est pourtant un tel basculement que tendent à provoquer les tendances lourdes actuelles. Qui ne souhaiterait que l'on fasse tout pour l'éviter ?

Or, on fait trop peu. Les organisations internationales et mondiales ne réussissent pas à se situer à la hauteur des enjeux, très largement du fait qu'étant principalement pluriétatiques, elles sont prises dans la logique de marchandages à courte vue. Les firmes travaillent pour les seuls détenteurs de pouvoir d'achat. Les gouvernants d'États affaiblis par certaines mutations en cours se réfugient dans l'acceptation de ne rien faire, l'acratie, qui accentue encore leur impuissance.

Et pourtant, même si les tendances lourdes sont inquiétantes, rien n'est inexorable. Marges de manœuvre et alternatives existent. Les valeurs des humanismes des différentes civilisations peuvent encore guider des actions pour endiguer les principaux dangers et ouvrir ou élargir d'autres voies. Mais si l'on veut reprendre le contrôle d'une dynamique et d'une trajectoire dont beaucoup sentent ou pensent qu'elles sont devenues folles, il est nécessaire de s'arracher à l'actuel enlisement dans l'irresponsabilité et l'acratie.

3

LA LONGUE TRANSFORMATION ET L'ACCÉLÉRATION

[Retour à la table des matières](#)

Notre propos n'est pas de faire ici l'histoire du monde. Il est d'inviter à réfléchir sur la condensation de croissances, mutations, inventions, novations des deux derniers siècles, qui conduit au très rapide changement de l'état du monde actuellement en cours.

L'accélération

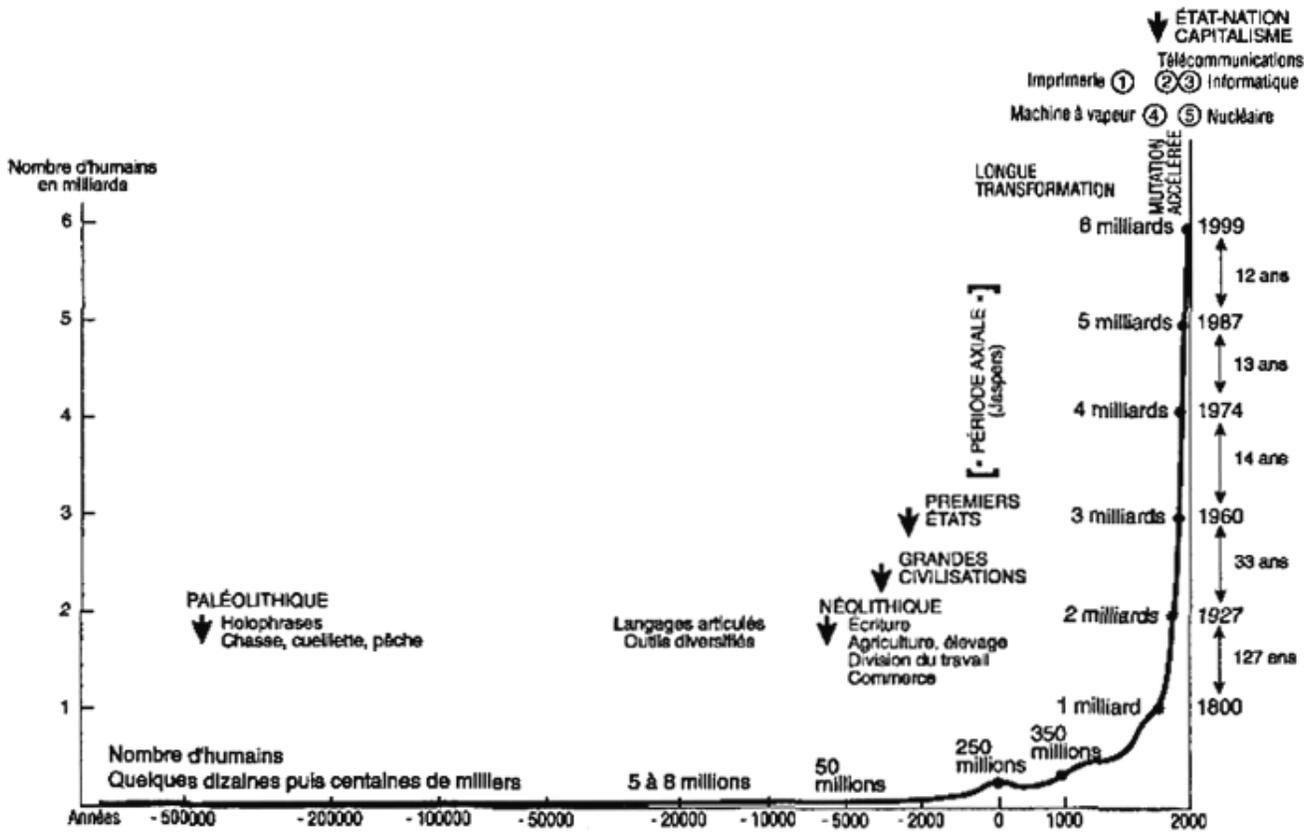
Le pas de temps nécessaire pour que la population humaine soit multipliée par le facteur dix se réduit fortement (voir [schéma 3.1](#))¹ ; il a fallu :

- plusieurs centaines de millénaires pour que le nombre de nos ancêtres passe de quelques dizaines de milliers à quelques centaines de milliers ;
- plusieurs dizaines de millénaires pour qu'il atteigne quelques millions ;
- deux à trois dizaines de millénaires pour qu'il atteigne quelques dizaines de millions ;
- six millénaires pour qu'il atteigne quelques centaines de millions ;
- un seul millénaire pour que l'effectif de l'humanité passe de quelques centaines de millions à quelques milliards.

¹ Sources : Jean-Noël BIRABEN, « Essai sur l'évolution du nombre des hommes », *Population*, n° 1, 1979, p. 22-23 ; Jacques VÉRON, *Arithmétique de l'Homme*, Paris, Seuil, 1993, p. 92 ; J.-P. DUFOUR, « Les démographes ne savent plus à quel credo se vouer », *Le Monde*, 31 octobre 1996, p 20.

**SCHEMA 3.1 — LA MUTATION ACCÉLÉRÉE CONTEMPORAINE
DANS LE TEMPS LONG DE L'HUMANITÉ**

[Retour à la table des cartes, schémas et tableaux](#)



Cette représentation « resserre » d'autant plus les temps passés qu'ils sont anciens, Réalisé à l'échelle du dernier millénaire, ce graphique devrait avoir une douzaine de mètres de large.

Source : Jean-Noël Biraben, « Essai sur l'évolution du nombre des hommes », *Population* n° 1 1979, p 22-23 ; Jacques Véron, *Arithmétique de l'Homme*, Paris, Seuil, 1993, p. 92.

Autre manière d'exprimer l'accélération de la croissance démographique, il a fallu :

— des centaines de millénaires pour que l'humanité atteigne le premier milliard ;

— 127 ans pour qu'elle atteigne le deuxième ; — 33 ans pour qu'elle atteigne le troisième ; — 14 ans pour qu'elle atteigne le quatrième ; — 13 ans pour qu'elle atteigne le cinquième ; — et il aura probablement fallu 12 ans pour qu'elle atteigne, en 1999, le sixième milliard.

Jamais ceci ne s'était produit : pour les octogénaires nés en 1920, la population humaine aura triplé au cours de leur vie. L'ensemble des humains ayant vécu depuis la nuit des temps a été évalué à 100 milliards ; 10 milliards d'humains ont vécu au XX^e siècle. Un dixième des humains a vécu dans ce siècle : une goutte de temps dans le long fleuve des centaines de milliers ou des millions d'années de notre histoire.

Bien d'autres croissances et bien d'autres accélérations ont lieu dans le même temps.

Que l'on observe les productions ou les vitesses de transport des hommes, les capacités de production ou les armes de destruction, la maîtrise des puissances énergétiques ou la capacité de traiter et communiquer l'information (voir *infra* les schémas 3.2 et 3.4), les tracés des courbes sont analogues : pendant des centaines de millénaires, le maintien d'un niveau infime de capacités ou de flux ; puis, il y a quelques millénaires, une première impulsion entraînant, notamment en matière de production, un changement d'ordre de grandeur, significatif par rapport aux longs temps antérieurs, mais encore bien modeste par rapport aux mutations actuelles ; enfin, avec ce que l'on nomme couramment la révolution industrielle (fin du XVIII^e et début du XIX^e siècle), des ruptures et l'amorce de puissantes accélérations.

Et, en arrière-fond, comme une face cachée de nos croissances (des populations, des activités et des productions), il y a un processus au moins aussi important : la croissance et la diversification des besoins humains ¹.

¹ Voir *infra*, chapitre 6.

L'ère des deux reproductions : (1) les longs temps de la pré-Humanité et de la première Humanité

Les deux reproductions : la Terre et les hommes...

Entre nature et surnaturel

[Retour à la table des matières](#)

Si l'on repart de la nuit des temps, il y a deux ou trois millions d'années, on peut imaginer, entre nos lointains ancêtres et la nature, une relation animale : pleine, simple, impensée, vécue au premier degré et dans l'instant (avec, au fond de soi, des mémoires longues), faite de besoins essentiels (manger, boire, s'abriter des intempéries, se protéger des dangers), de moments de bien-être (un repos dans une clairière ensoleillée) et d'autres de peur (dans la tempête ou face à la menace d'un prédateur). Une relation élémentaire entre la nature et la pré-Humanité, avec vie en bandes, en famille et, pour ressort essentiel, vivre.

Quand la conscience de l'extérieur acquiert la forme d'une première ébauche de pensée, la distinction entre l'explicable et l'incompréhensible se fait plus nette ; peuvent être établis des liens entre des phénomènes, des relations de cause à effet ; la mémoire collective enregistre que telle teinte du ciel, tel comportement des animaux peut annoncer un événement attendu ou redouté. Mais en même temps, le domaine de l' inexplicable est immense : du bruissement des feuilles aux violences de l'orage, de la levée du jour à la tombée de la nuit, de la naissance à la maladie ou à la mort. L'invention du surnaturel contribua à borner et border l'angoisse.

À travers générations, siècles, millénaires, les hommes donnent figures aux forces surnaturelles : esprits, djinns, génies, elfes, sylves et sylvains, oréades, gnomes, faunes et furies, divinités et démons : entités antérieures aux dieux des civilisations païennes, qui peuplent encore nos mythologies et les récits pour enfants et dont Bergson nous dit qu'elles « étaient issues presque immédiatement de la faculté fabulatrice, qui nous est naturelle ; et elles étaient adoptées comme elles étaient produites, naturellement. Elles dessinaient le contour exact du besoin dont elles étaient sorties ¹ ».

¹ BERGSON 1932, 1962, p. 210.

Des temps d'abondance ?

Entre les temps de la maîtrise du feu, des holophrases (expression d'un message simple — mise en garde, menace, demande — à travers un mot), des outils de pierre cassée et le temps des langages articulés et des outils diversifiés, on peut — à partir de quelques traces retrouvées et d'analogies supposées avec des populations vivant de chasse et de cueillette — imaginer : des groupes humains de petite taille ont choisi des aires aux climats et végétations favorables ; ici il y avait juste de quoi vivre, là plus qu'abondamment, d'autant plus que les besoins concernaient ce qui est essentiel à la vie ; certaines périodes étaient difficiles, d'autres fastes ; chasseurs et cueilleurs, les hommes savaient trouver leur nécessaire ; mobiles, ils savaient aussi aller plus loin quand il le fallait.

Marshall Sahlins est plus précis. Il rejette les lectures misérabilistes de l'époque paléolithique ; pour lui, les concepts de subsistance, de pauvreté, de dureté et de précarité de la vie sont inadéquats pour en rendre compte, même si nombre d'anthropologues les utilisent, attachés qu'ils sont à valoriser la révolution néolithique des millénaires ultérieurs ¹.

Pour Sahlins, qui illustre ses propos de nombreuses observations des peuples chasseurs cueilleurs de l'époque contemporaine, le fait de vivre dans le dénuement ne signifie pas la pauvreté dès lors que les besoins sont limités ; il soutient même ce paradoxe « qu'en dépit de leur dénuement absolu, les chasseurs connaissent l'abondance » (p. 40).

La quête de l'alimentation ? « Les peuples de chasseurs-collecteurs travaillent moins que nous ; [...] la quête de nourriture est, pour eux, une activité intermittente, [...] ils jouissent de loisirs surabondants et dorment plus dans la journée, par personne et par an, que dans tout autre type de société » (p. 53). D'où ce rythme de vie « paléolithique bien caractéristique : un jour ou deux de travail alternant avec un jour ou deux de repos où l'on traîne, oisif, au camp » (p. 61).

Le caractère minime des biens possédés ? Du chasseur, du non-sédentaire, on peut dire que « sa richesse lui est un fardeau » (p. 50). Car, comme l'avait noté Lloyd Warner, « la valeur suprême est la liberté de mouvement ² ». La faiblesse des réserves alimentaires ? M. Sahlins l'explique par trois facteurs : d'abord la confiance en soi et en l'avenir (on saura bien trouver demain de quoi se nourrir) ; ensuite le souci de ne pas amoindrir les ressources du lieu ; enfin, là encore, le choix de ne pas handicaper la mobilité.

¹ SAHLINS 1972, 1976, p. 37 *sq.*

² Cité par SAHLINS, *ibid.*, p. 51

Cette abondance dans le dénuement obéit à des règles rigoureuses : « Les besoins matériels de l'homme sont finis et peu nombreux, et les moyens techniques invariables, bien que, pour l'essentiel, appropriés à ces besoins » (p. 38) ; quant au groupe lui-même, pour ses membres aussi, « il convient de se débarrasser de ce qui n'est pas indispensable, [...] d'où la suppression des vieillards, la pratique de l'infanticide, l'abstinence sexuelle pendant l'allaitement » (p. 75). Au total, l'abondance paléolithique repose, pour un analyste moderne, sur deux piliers : « une politique démographique draconienne et une économie ascétique » (p. 75).

Vivre avec la nature

[Retour à la table des matières](#)

Peut-être certains de ces groupes de l'ère paléolithique, particulièrement gâtés par la nature, ont-ils laissé le souvenir d'un paradis terrestre, paradis perdu. Sans doute est-ce en ces temps que s'enracinent les sagesses du « vivre avec la nature » : vivre en respectant la nature, non en la combattant.

Cette sagesse, Xun Quang l'exprima en ces termes, au III^e siècle avant notre ère : « Le Ciel a ses raisons, la Terre a ses ressources, l'homme a son ordre politique, formant ainsi avec les deux premiers une triade. Mais il fait erreur s'il ne respecte pas les fondements de cette triade en empiétant sur les deux autres ¹. »

Cette même sagesse, le chef indien Seattle l'exprimera d'une autre manière dans sa lettre de 1854 au président des États-Unis, en réponse à la proposition qui lui avait été faite d'acheter les terres où vivait son peuple : « Nous savons que l'homme blanc ne comprend pas nos mœurs. Une parcelle de terre ressemble pour lui à la suivante, car c'est un étranger qui arrive dans la nuit et prend à la terre ce dont il a besoin. La terre n'est pas son frère mais son ennemi, et lorsqu'il l'a conquise, il va plus loin. [...] Son appétit dévorera la terre et ne laissera derrière lui qu'un désert. [...]

« Nous savons au moins ceci : la terre n'appartient pas à l'homme ; l'homme appartient à la terre. Cela, nous le savons. Toutes choses se tiennent comme le sang qui unit une même famille. Toutes choses se tiennent.

« Tout ce qui arrive à la terre arrive aux fils de la terre. Ce n'est pas l'homme qui a tissé la trame de la vie. Il en est seulement un fil. Tout ce qu'il fait à la trame, il le fait à lui-même ². »

¹ XUN QUANG, *Xunzi*, cité par DEBEIR *et al.* 1986, p. 7.

² Lettre de 1854 du chef indien Seattle (ou Sealth) au Grand Chef blanc de Washington (Franklin Pierce, président des États-Unis), in PERRIN, 1988, p. 118 et 119-120.

Mais les sociétés humaines n'ont pas respecté cette sagesse.

Langage et culture

[Retour à la table des matières](#)

Après la maîtrise du feu, il y a quelques centaines de milliers d'années, la grande différenciation entre sociétés animales et humaines a résidé dans l'invention du langage articulé. Avec lui s'ouvrent de nouveaux horizons, en matière de représentation (des choses, des faits, des autres, de soi-même), de transmission et de stockage des informations, de mémorisation ; comme le note André Bourguignon, « le langage a été sûrement la cause du développement de la conscience réfléchie et de la naissance de la conscience de soi, dernière étape de l'homínisation psychique ¹ ». Edgar Morin insiste sur ce fait : avec le langage articulé devient possible la constitution de la culture, « patrimoine informationnel constitué des savoirs, savoir-faire, règles, normes propres à une société [...] capital informationnel proprement social, *source génératrice/régénératrice de la complexité organisationnelle et de l'individualité propre aux sociétés humaines archaïques* ² ».

Langage et culture permettent de nouvelles avancées et suscitent une nouvelle complexité de la capacité d'autoreproduction. Mais n'oublions pas la très longue durée dans laquelle s'opèrent ces transformations : le passage du babil aux formes élémentaires de communication et d'expression, l'holophrase, a eu lieu il y a environ 400 000 ou 300 000 ans. Le recours à des langages articulés, diversifiés, adaptables à une grande diversité de situations ³ se situe il y a environ 40 000 ou 30 000 ans : plus de 20 000 ans avant la « révolution néolithique » et plus de 25 000 ans avant les premières grandes civilisations.

L'ère des deux reproductions : (2) premières sociétés et premières civilisations

[Retour à la table des matières](#)

Après qu'Ève et Adam eurent mangé le fruit de l'arbre défendu, Yahvé dit à l'homme :

« Puisque tu as écouté la voix de ta femme et que tu as mangé de l'arbre dont je t'avais interdit de manger,

¹ BOURGUIGNON 1989, p. 256.

² MORIN 1980, p. 245 [c'est E. M. qui souligne].

³ CHOMSKY 1968, 1970, p. 27.

Maudit soit le sol à cause de toi !
À force de peines tu en tireras subsistance
tous les jours de ta vie.
Il produira pour toi épines et chardons
et tu mangeras l'herbe des champs.
À la sueur de ton visage,
tu mangeras ton pain,
jusqu'à ce que tu retournes au sol,
puisque tu en fus tiré ¹. »

Sans entrer dans le débat sur la nature du fruit défendu, nous pensons que c'est l'importance prise par les logiques du pouvoir et de l'avoir, donc l'alourdissement du prélèvement du tribut, qui a condamné de larges segments des sociétés à voir leur « vivre » se réduire à la simple subsistance.

L'avènement du pouvoir

[Retour à la table des matières](#)

Les bouleversements engendrés par la « révolution néolithique » s'accomplissent à travers plusieurs millénaires. Avec la sédentarisation dans de premiers villages, l'agriculture, l'élevage, le travail des métaux, la première division du travail et l'essor des échanges qui lui est lié, la construction de maisons, puis d'agglomérations, puis de villes, l'écriture, le pouvoir, la reproduction des sociétés se complexifie.

Hommes d'armes, rois d'essence divine, castes dominant la plupart des sociétés. Les premières grandes civilisations s'épanouissent. Avec le Dieu unique s'imposent les grandes religions. Le pouvoir politique, défini par le « monopole de la force légitime sur un territoire déterminé ² », va s'exercer à travers une pluralité de formes étatiques qui vont participer activement à la reproduction des sociétés ³.

Cette mutation, engagée il y a quelque huit mille ans au point d'ancrage de trois continents, a transformé en profondeur l'homme, les sociétés humaines et l'Humanité. Évidemment, dans la pluralité des premières sociétés connaissant et la division du travail et les rapports de pouvoir, comme dans les grandes civilisations qui se sont épanouies en Chine, Mésopotamie, Inde, Égypte, Grèce ou à Babylone, sont très diverses les relations du prince au dieu, comme

¹ *La Sainte Bible* 1956, p. 11-12.

² DUMONT 1966, 1979, p. 195.

³ MORIN 1980, p. 246 *sq.*

les rapports du pouvoir au peuple producteur. Partout, à l'entour du pouvoir, se constituent des fortunes, fondées sur les faveurs ou les dépenses du prince.

C'est donc une nouvelle configuration sociale qui émerge. À un pôle le pouvoir, le souverain et les acteurs des premières formes étatiques. À un autre pôle, le peuple producteur, paysans, artisans, manouvriers, dont le travail doit permettre et de satisfaire les demandes de ceux qui dominent — représentants du souverain et, parfois, propriétaires et négociants — et d'assurer leur propre subsistance. Au troisième pôle, les propriétaires et négociants, motivés par l'avoir et la richesse.

Relations d'autorité, division du travail et spécialisation, échange caractérisent donc déjà ces sociétés. Mais la relation structurante majeure nous paraît résider dans le prélèvement du tribut¹ : en travail, en nature ou en espèces, de formes variées, prélevé par de multiples canaux, c'est lui qui permet une première accumulation de richesses, l'édification de temples et de palais, la réalisation de systèmes d'irrigation ou de drainage, la construction de routes, de canaux, de moyens de défense, l'entretien de gens d'armes et de domesticités.

En Inde, au IV^e siècle avant notre ère, Kautilya, auteur d'un des premiers traités de politique, le souligne : pour le prince, l'essentiel est d'assurer à son trésor les ressources nécessaires. Et ce qu'il ne peut acquérir par la conquête, il ne peut le tenir que du travail productif ou des richesses privées. « Si l'armée est le moyen d'acquérir et de garder l'argent, écrit-il, l'argent est le moyen d'avoir et de l'argent et une armée. Comme moyen de tout obtenir, l'argent est ce dont le manque est le plus grave². » Il insiste : « Tout ce qu'on peut entreprendre dépend d'abord des finances. C'est pourquoi le roi veillera avant tout aux finances » (p. 123).

Kautilya indique aussi très précisément ce que doivent être les traitements des fonctionnaires ainsi que les divers prélèvements à réaliser : sur les récoltes, les éleveurs, les différentes catégories de négociants et d'artisans, sur les gens riches, le peuple, les communautés hérétiques et les personnes séditieuses. En permanence, son souci est double : abonder suffisamment le trésor et ne pas tarir la source. Là réside l'essentiel du rapport social tributaire.

¹ Sur ce point, on peut signaler les analyses de Samir AMIN (1979) en termes de mode de production tributaire.

² KAUTILYA 1971, p. 82.

Tribut et subsistance

[Retour à la table des matières](#)

Des deux principales sources de richesses, la conquête et le prélèvement, la première est plus incertaine et plus risquée, la seconde plus assurée et plus régulière.

Le prélèvement sera d'autant plus aisé que la production croît ; et beaucoup de souverains ont le souci de favoriser la production : par une bonne organisation des cultures, une bonne administration des semences, le drainage ou l'irrigation, la construction et l'entretien des digues et des routes, le soin des forêts. Certains cherchent à tout régler ; d'autres acceptent que des intendants, des féaux veillent, organisent et collectent en leur nom, et qu'à l'occasion ils s'enrichissent aussi. À l'entour des aires de pouvoir se développent de nouvelles activités : des négociants, des orfèvres et autres artisans s'enrichissent aussi, recevant ainsi une part du tribut, auquel il leur faut parfois contribuer.

De ce rapport tributaire surgissent deux enjeux majeurs : pour le prince, recevoir le tribut, base de son pouvoir, de sa force et de son opulence ; pour le peuple producteur, assurer sa subsistance.

Lao-Tseu, en Chine, au VI^e siècle avant notre ère, souligne la responsabilité du prince :

« Plus il y a d'interdits et de prohibitions,
plus le peuple s'appauvrit. [...]
Le peuple est affamé
parce que ses dirigeants l'accablent d'impôts.
Voilà ce qui l'affame ¹. »

Au tournant du IV^e et du III^e siècle, les prescriptions de Meng-Tseu, disciple de Confucius, vont dans le même sens : « Si vous n'intervenez point dans les affaires des laboureurs en les enlevant par des corvées forcées aux travaux de chaque saison, les récoltes dépasseront les consommations. Si l'on gouverne les populations de manière que leurs champs soient bien cultivés, si on allège les impôts en n'exigeant que le dixième du produit, le peuple pourra acquérir de l'aisance et du bien-être ². »

¹ LAO-TSEU 1995, LVII, p. 95 et LXXV, p. 113.

² MENG-TSEU, cité in WOLFF 1988, p. 15.

De son côté, Kautilya, en Inde au IV^e siècle avant notre ère, formulait ce conseil : « De même qu'on cueille les fruits d'un jardin à mesure seulement de leur maturité, de même le revenu sera collecté chaque fois qu'il aura mûri. Il faut toujours éviter de cueillir des fruits ou du revenu avant maturité : ce serait tarir leur source et causer de grandes difficultés ¹. »

Le peuple producteur est pris entre une nature plus ou moins ingrate et un pouvoir étatique plus ou moins exigeant : de la très grande dureté des conditions de vie à une certaine aisance, la gamme des situations est très diversifiée, selon les types de société, les conditions naturelles, les périodes ou les années. Au total, on peut cependant estimer que, dans la plupart des situations, les conditions de vie sont dures : avec la généralisation des sociétés inégalitaires, une large partie de l'Humanité est entrée dans l'ère de la nécessité, désormais soumise à la préoccupation constante de la subsistance.

Max Weber a utilisé le terme de « subsistance » pour parler d'une « économie orientée vers la couverture des besoins propres ² », ce qui correspond à ce que nous nommons économie domestique ou communautaire. Nous emploierons ce même terme un peu différemment, pour désigner la logique des catégories de producteurs qui, dans des sociétés qui les privent d'une part de leur production (sociétés tributaires, capitalistes, étatistes), sont contraintes à consacrer l'essentiel de leur travail et de leurs activités à l'obtention du « nécessaire pour vivre », c'est-à-dire pour assurer la reproduction simple de la famille, sans enrichissement ni obtention d'aménités permettant le « bien vivre » ; subsister, dès lors, n'est plus vivre au sens plein, c'est vivre sous contrainte, avec la crainte parfois quotidienne de ne pas avoir de quoi.

Division du travail et échange

[Retour à la table des matières](#)

Avec l'instauration du pouvoir et l'émergence des richesses, la première division du travail a accompagné la constitution des cités et des royaumes. Platon l'explique parfaitement pour la Grèce du IV^e siècle avant notre ère ³ : « Ce qui donne naissance à une cité, [... c'est] l'impuissance où se trouve chaque individu de se suffire à lui-même et le besoin qu'il éprouve d'une foule de choses. » De cette thèse initiale, et à travers les méandres d'un patient dialogue, Platon fait successivement émerger l'agriculteur, le maçon, le tisserand, « le cordonnier ou quelque autre artisan » ; il fait ressortir qu'on « travaille mieux » quand on n'exerce qu'un seul métier, ce qui permet de

¹ KAUTILYA, *op. cit.*, p. 96.

² WEBER 1923, 1991, p. 14.

³ PLATON 1988, p. 117-123.

comprendre la nécessaire présence « des charpentiers, des forgerons et beaucoup d'ouvriers semblables », ainsi que « des bouviers, bergers et autres sortes de pasteurs ». Mais la cité a aussi besoin d'importer des biens, donc d'exporter : « Nous aurons donc besoin de commerçants [...] et d'une multitude de gens versés dans la navigation » ; et comme tout ce monde devra bien échanger, il y aura « nécessité d'avoir une agora et de la monnaie », d'où des marchands « établis à demeure sur l'agora » et des négociants « qui voyagent de ville en ville », et des salariés qui « vendent l'emploi de leur force » pour les gros travaux.

« Notre cité n'a-t-elle pas reçu assez d'accroissement pour être parfaite ?

— Peut-être.

— Alors, où y trouverons-nous la justice et l'injustice ? »

Pour les trouver, il va falloir introduire les banquets, les richesses, le luxe, et les poètes, musiciens, acteurs, danseurs, entrepreneurs de théâtre, fabricants de parures féminines, serviteurs, pédagogues, nourrices, gouvernantes, femmes de chambre, coiffeurs, cuisiniers, maîtres queux, porchers, médecins. « Et le pays, qui jusqu'alors suffisait à nourrir ses habitants, deviendra trop petit et insuffisant » ; il y aura des richesses et c'est « d'une armée entière » que la cité aura besoin.

On a pu le noter, la division du travail repose sur les avantages de la spécialisation et implique l'échange ; mais aussi elle contribue à l'accumulation de richesses, ce qui rend nécessaire qu'on puisse les défendre par les armes.

Besoins essentiels et inessentiels

[Retour à la table des matières](#)

La description que fait ici Platon correspond à bien des sociétés qui se sont développées sous de multiples systèmes de pouvoir au cours des six ou sept derniers millénaires : à un pôle, le travail, aux deux autres, le pouvoir étatique et la richesse.

Soumise, la masse du travail permet de dégager un tribut, tandis qu'une certaine spécialisation permet de mieux satisfaire une plus large gamme de souhaits ou de désirs. Réduite à la subsistance, une large part du peuple producteur a pour souci de satisfaire ses besoins vitaux. Mais aux pôles du pouvoir et de la richesse, c'est une diversification inouïe de nouveaux besoins que l'on peut observer.

C'est donc très logiquement que Platon en arrive à la question des désirs ¹, lesquels, sans s'y réduire, englobent ce que les économistes ont coutume, le plus souvent sans s'y attarder, de nommer besoins. Ainsi distingue-t-il clairement les désirs nécessaires (par exemple, de « manger autant que l'exigent la santé et l'entretien des forces ») et les désirs superflus (« qui [vont] au-delà et se porte[nt] sur des mets plus recherchés ») ; puis, parmi les désirs superflus, il tentera de séparer ceux qui sont légitimes de ceux qui sont déréglés et illégitimes.

Deux siècles plus tôt, en Chine, Lao-Tseu avait rencontré le même problème. Au peuple d'une petite nation, il souhaitait d'être en mesure de satisfaire ses besoins essentiels — ou, sinon, de se satisfaire de ce qu'il avait :

« Qu'il trouve savoureuse sa propre nourriture,
qu'il trouve beaux ses vêtements,
qu'il se contente de son habitation,
qu'il se réjouisse de ses coutumes ². »

Et il dénonçait l'empire des désirs, la convoitise, l'insatiabilité :

« Pas de plus grande erreur que d'approuver ses désirs. Pas de plus grand malheur que d'être insatiable.

Pas de pire fléau que l'esprit de convoitise.

Qui sait se borner
aura toujours assez ³. »

Dans la seconde moitié du IV^e siècle, Sui Hing plaide lui aussi pour la modération des besoins : « Si le peuple ne voit pas de choses extravagantes, il se contentera de ce qu'il a. S'il n'y a pas de désir, le peuple sera satisfait. Celui qui sait se contenter est toujours riche ⁴. »

Très tôt, ces penseurs de l'homme et de la société ont perçu combien est extensible la capacité humaine de ressentir besoins et désirs. Et là, le partage majeur se fait entre les pôles du pouvoir et de la richesse, où les besoins sont potentiellement immenses voire illimités, et le pôle du travail où les besoins sont strictement limités. Ici l'aisance, le raffinement, le luxe ; là, la subsistance ou le manque.

¹ *Ibid.*, p. 318 sq. et 333 sq.

² LAO-TSEU 1995, LXXX, p. 118.

³ *Ibid.*, XLVI, p. 84.

⁴ SUI HING, Cité in WOLFF 1988, p. 15.

Sur de telles bases, les sociétés se sont reproduites d'une manière apparemment cyclique, pendant plusieurs millénaires. En fait, à travers changements, progrès et déclin, s'est opérée ce que l'on peut nommer une longue transformation : de laquelle résultera l'entrée dans une ère de changements multiples et accélérés.

L'ère des trois reproductions : une nouvelle dynamique structurante

Capitalisme, capitalismes

[Retour à la table des matières](#)

Nul n'a pu noter qu'il y avait rupture. Entre le riche négociant qui engage une opération marchande pour accroître sa fortune ou celle de sa famille et le riche négociant qui engage une opération marchande pour accroître sa capacité à développer ses affaires, en accumulant les bénéfices réalisés, il n'y a pas de coupure nette : il y eut certainement une longue transition faite de tentatives, de tâtonnements, d'avancées et de replis. Et pourtant ce changement accompli se révélera crucial.

Car, il y a eu, en Inde, en Chine, en Méditerranée, dans le monde arabomusulman, d'immenses richesses privées, de fructueux négoce, d'audacieuses opérations marchandes sources d'énormes bénéfices ; il y avait aussi des savoirs et des savants, des artisans, des techniques et des inventions ; il y avait des pouvoirs et des armées. Bref, il y avait — d'après ce que nous indique l'observation de l'histoire — tous les ingrédients qui allaient permettre l'essor, à partir de quelques pôles de la petite péninsule occidentale de l'immense Eurasie, l'enclenchement de la puissante spirale transformatrice des temps modernes. Max Weber et Fernand Braudel ont d'ailleurs tous deux identifié des formes capitalistes archaïques.

Pour Weber, « entreprise capitaliste et entrepreneur capitaliste sont répandus à travers le monde depuis des temps très anciens, non seulement en vue d'affaires isolées, mais encore pour une activité permanente¹ ». Cependant, cette affirmation tient pour une large part à la définition très large, et donc très englobante, que donne Weber du capitalisme : celui-ci recouvrirait l'ensemble des activités économiques lucratives, c'est-à-dire orientées par le gain².

¹ WEBER 1905, p. 14.

² Ainsi, selon Weber, « l'activité économique lucrative va de pair avec une forme particulière de calcul monétaire : le compte capital » (1921, t. 1, p. 137) ; les économies capitalistes sont caractérisées par le fait qu'elles sont « orientées en fonction du compte de capital » (*ibid.*, p. 165), définition très large — que nous ne retenons pas — qui l'amène à affirmer

Braudel est plus prudent : « Un capitalisme *en puissance* s'esquisse dès l'aube de la grande histoire, se développe des siècles durant. [...] Longtemps à l'avance, des signes annoncent le capitalisme : l'essor des villes et des échanges, l'apparition d'un marché du travail, la densité de la société, la diffusion de la monnaie, la montée de la production, le commerce au loin ou, si l'on veut, le marché international ¹... »

Ce qu'on identifiera, nommera, étudiera sous le nom de capitalisme se forme autour de l'an 1500, dans une région du monde de culture judéo-chrétienne, culture qui a institué l'homme maître et propriétaire de la Terre et du vivant. Il s'affirme d'abord dans des États-cités, villes portuaires en relation avec des terres de négoce, de richesse et de savoir.

Pouvoir temporel et pouvoir spirituel étaient en rivalité ; le capitalisme prit force dans des interstices échappant et à l'un et à l'autre — ce qui n'empêcha pas les négociants de chaque cité portuaire de bénéficier du soutien de leurs institutions étatiques, comme le feront plus tard de leur État les manufacturiers et industriels de chaque pays.

C'est en effet principalement à Venise, Anvers, Gênes, Amsterdam que le capitalisme marchand prend son premier essor aux XIV^e, XV^e, et XVI^e siècles : le point crucial, où se joue le profit, n'est pas alors dans la production, mais dans l'entreprise commerciale. Braudel a décrit comment il se développe avec les foires et surtout avec le commerce lointain : l'esprit d'entreprise joue à plein ; les risques sont élevés mais, en cas de réussite, les perspectives de profit immenses ².

Le capitalisme manufacturier se met en place aux XVII^e et XVIII^e siècles, tout particulièrement aux Pays-Bas et en Angleterre, États de taille moyenne et ouverts sur le monde : le capitalisme s'inscrit alors dans l'espace de la production, mais il le fait avec les formes productives et les techniques antérieures ; disséminée (avec le travail hivernal des familles paysannes et les petits ateliers) ou concentrée (dans une grande bâtisse), la manufacture permet d'obtenir un abaissement du coût du travail, par la pression sur les tarifs, l'allongement des journées ouvrées ou l'intensification de l'effort ³.

que, dans l'artisanat, l'ensemble de l'exploitation productive « doit être considéré comme une "entreprise capitaliste à petite échelle" : l'industrie domestique est une entreprise capitaliste décentralisée » (*ibid.*, p. 221).

¹ BRAUDEL 1979, vol. 3, p. 538.

² BRAUDEL 1979, vol. 3 ; BRAUDEL 1985, p. 58 *sq.*

³ MARX en a fait l'analyse en terme de soumission formelle du travail au capital (1863-1866, 1971, p. 202) ; à ses yeux, il ne s'agit pas encore du « mode de production capitaliste proprement dit » (p. 205).

Le capitalisme industriel se met en place en Angleterre au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles et se développera dans le Royaume-Uni et dans quelques pays d'Europe occidentale, puis en Allemagne, aux États-Unis et dans d'autres pays : avec le salariat et « la soumission réelle du travail au capital », il se concrétise dans une nouvelle manière de concevoir et de mettre en œuvre l'ensemble du processus productif. En rendent compte les analyses de Marx du « mode de production capitaliste ¹ », de la marchandise, de la plus-value relative, de l'accumulation, du crédit, de la reproduction élargie et des crises ² ; en rendent compte d'une manière en partie complémentaire celles de Schumpeter de l'entrepreneur, de l'innovation et du crédit, dans leurs relations avec le profit et les crises ³.

Marx voyait « la richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste [...] comme une "immense accumulation de marchandises" ⁴ » ; et effectivement, les marchandises capitalistes ont, jusqu'aux années soixante-dix, principalement été des biens matériels ; mais, là encore, une mutation profonde s'est récemment engagée, avec la nouvelle impulsion qu'ont donnée la maîtrise et la mobilisation par les entreprises des nouvelles avancées scientifiques et techniques.

Ainsi, comme la Terre, le vivant, l'Humanité, le capitalisme est à la fois un et multiple. Unité du capitalisme : le mobile de réaliser un profit qui permettra d'élargir le champ d'activité ; multiplicité du capitalisme, avec la pluralité de ses strates (marchande, manufacturière, industrielle, technologique) et la diversité de ses enracinements nationaux et culturels.

Le capitalisme ne participe, comme logique sociale, à la reproduction des sociétés humaines que depuis environ cinq siècles ⁵. D'une extension encore restreinte jusqu'à la « révolution industrielle », son emprise s'est élargie du fait qu'il a été le principal support socio-économique de l'industrialisation d'un petit nombre de pays d'Europe occidentale au cours du XIX^e siècle, puis de plusieurs générations de nouveaux pays au XX^e siècle. En cette fin de XX^e siècle, il a remporté une victoire décisive sur son principal rival des temps modernes, l'étatisme généralisé ⁶.

¹ *Ibid.*, p. 205.

² MARX 1867 et 1869-1879, 1963 et 1968.

³ SCHUMPETER 1912, 1935, p. 319 *sq.*

⁴ MARX 1867, 1963, p. 561.

⁵ Voir BEAUD 1981, 1990.

⁶ Voir BEAUD 1982, 1985.

Une capacité forte d'autoreproduction

[Retour à la table des matières](#)

Le capitalisme s'inscrit dans le large ensemble de l'économie marchande, dont il constitue, comme l'a souligné Fernand Braudel, le troisième niveau.

Le premier niveau, c'est celui des échanges simples, non monétaires ou monétaires : échanges qui portent sur un petit nombre de biens, peuvent concerner des biens d'usage ou des surplus disponibles et, le plus souvent, se situent aux marges de formes productives ayant leurs propres cohérences : autoproduction domestique ou communautaire, relations tributaires ou étatiques, petite production marchande naissante.

Le deuxième niveau est celui de l'économie de marché des activités productives sont organisées en vue de ventes sur le marché, à travers lequel des demandes, des besoins sont satisfaits d'une manière régulière. Le marché, les relations entre acheteurs et vendeurs, les prix, jouent un rôle déterminant dans l'équilibrage de l'ensemble. Pour certains, la motivation de la subsistance prédomine, pour d'autres celle du bien-vivre, et pour d'autres encore celle de l'avoir et de la quête des richesses.

Le capitalisme constitue le troisième niveau : voué à la production et au commerce de marchandises, ce qui, fondamentalement, le caractérise, c'est la recherche du profit en vue d'élargir le champ d'activité.

Marx, le premier, a fait ressortir comment cette logique du profit fonde les processus d'accumulation qui sont au cœur de la reproduction élargie des processus productifs et des rapports sociaux capitalistes. Il a aussi mis en lumière l'élargissement des marchés, quête ou création de nouveaux marchés, que cette dynamique de production et de reproduction élargies implique.

Schumpeter, après lui, a montré que l'innovation est à la source d'une rupture historique majeure : le passage des reproductions statiques, qui avaient caractérisé les sociétés antérieures, aux reproductions dynamiques qui caractérisent les sociétés capitalistes. Pour lui, les cohérences productives qui ont précédé le capitalisme étaient principalement cycliques : cycles des saisons, cycles des bonnes années (vaches grasses) et des mauvaises (vaches maigres) ; le capitalisme, lui, est dynamique, innovation, croissance, bouleversement des modes de production et de vie, prospérité et crises ¹.

¹ Voir SCHUMPETER 1912, 1935.

Dans le capitalisme, les marchandises produites sont porteuses de plus-values potentielles ; réalisées lors des ventes, celles-ci constituent les profits qui, réinjectés dans l'appareil productif, commercial et bancaire, entraînent l'élargissement de cet appareil, comme des aires et des flux de marchandises ; l'innovation, en sa diversité, suscitant périodes après périodes de nouvelles impulsions. Ainsi, indissociable de la recherche d'un profit destiné à être réinjecté dans le processus économique, c'est une triple dynamique — d'accumulation, d'innovation et d'élargissement de l'aire des marchandises — qui caractérise le capitalisme.

Cette triple dynamique est structurante, du fait qu'elle suscite en permanence des processus de « destruction créatrice ¹ » : destruction d'autres formes productives, d'anciennes activités, d'anciennes formes sociales, de ressources, mais création de nouvelles activités, de nouveaux marchés, de nouveaux besoins. Elle est englobante, puisqu'elle tend à intégrer les individus, les acteurs, les institutions qui participent au monde marchand : s'alimentant des nécessités de travailler des uns, des désirs de créer des autres, des besoins de vivre, d'avoir, de faire, de dépenser et de consommer de tous les détenteurs de pouvoir d'achat.

De cette triple dynamique naît la radicale spécificité du capitalisme par rapport à toutes les autres logiques socio-économiques historiquement connues : lui seul en effet dispose d'une capacité d'autoreproduction que l'on peut qualifier de forte, capacité qui permet de comprendre les disjonctions de plus en plus profondes que l'on observe entre économie et société. De même que la capacité d'autoreproduction des sociétés humaines ne signifie pas qu'elles peuvent se passer de la Terre, de même, la capacité d'autoreproduction du capitalisme ne signifie pas qu'il n'a plus rien à voir avec ces sociétés : il a toujours besoin de pouvoirs d'achat, de demandes solvables, présentes ou anticipées ; mais peu importe où se trouvent, par qui sont exprimées et vers quoi sont orientées ces demandes. En outre, si les entreprises ont longtemps eu des liens forts avec les consommateurs (publics et privés) de leur pays, du fait de la mondialisation, ces liens tendent de plus en plus à se distendre.

En fin de compte, le fait de concevoir les gains, les bénéfiques non plus principalement comme les vecteurs d'un enrichissement, personnel ou familial, mais comme un simple moyen de renforcer ou d'élargir le processus permettant de faire des gains n'est probablement pas apparu comme profondément novateur ou révolutionnaire. Ce fut pourtant le catalyseur, dans le domaine économique, des mutations et des accélérations des temps modernes, dont résulta une nouvelle configuration des sociétés humaines.

¹ Voir SCHUMPETER 1942, 1984, p. 113 *sq.*

Les trois ressorts fondamentaux des sociétés humaines, pouvoir, avoir, subsistance, demeurent. Mais s'y est ajouté un quatrième : la recherche du profit pour l'accumulation. Pas une accumulation mécanique, arithmétique, mais une stratégie d'accumulation, aussi profondément ancrée dans l'entreprise que la pulsion de vie dans un organisme vivant. Une stratégie que porte une équipe dirigeante, elle-même animée par la quête de l'avoir et du pouvoir. Une stratégie qui se fonde sur les rapports de force constitués, les capacités et savoir-faire maîtrisés, les profits réalisés, et qui est en recherche de nouveaux débouchés, nouveaux créneaux, nouveaux marchés — y compris de marchés susceptibles d'être élargis, transformés ou créés (marchandisation) —, et finalement en recherche de nouveaux profits à réaliser. Une stratégie, enfin, qui vise à éviter les marécages de la concurrence, par la recherche de situations monopolistes, notamment grâce à l'innovation.

Ainsi, le capitalisme ne peut être lu ni comme un « mode de production » s'inscrivant dans l'infrastructure productive, ni comme un simple « système économique »¹ ; car il s'inscrit d'emblée dans les dimensions du social, du politique et de l'idéologique. Ce n'est pas non plus un acteur capable de vouloir, de planifier, de choisir. C'est une logique sociale complexe² qui, portée par une multitude d'acteurs, se traduit par des dynamiques, des engrenages, des spirales, des blocages et des crises — crises que nul n'a voulues, même si ceux qui ont contribué à leur survenue sont innombrables. Une logique sociale qui engendre une totalité, totalité sociale à la fois territorialisée et mondiale.

L'engrenage des accélérations

Comme un typhon³ planétaire

[Retour à la table des matières](#)

Les premières brises ont été à peine perceptibles.

Cela a commencé à bas bruit, il y a cinq ou six siècles, dans le bruissement des activités marchandes : des négociants achètent à petit prix la récolte à venir

¹ Nous rejoignons largement Braudel, pour qui le capitalisme n'est ni un « système » ni un « système économique » ; en effet, explique-t-il, « il vit de l'ordre social ; [...] il est, adversaire ou complice, à égalité (ou presque) avec l'État, personnage encombrant s'il en est — et cela depuis toujours ; [...] il profite aussi de tout l'appui que la culture apporte à la solidité de l'édifice social ; [...] il tient les classes dominantes qui, en le défendant, se défendent elles-mêmes » (BRAUDEL 1979, vol. 3, p. 540).

² Sur la notion de « logique sociale », voir *supra*, chapitre 2, paragraphe consacré à l'Humanité.

³ D'après le *Dictionnaire Robert*, 1964, le mot typhon peut avoir deux origines, l'une chinoise : *t'aifung*, « grand vent », l'autre grecque : *tuphon*, « tourbillon » (vol. VI, p. 892).

de paysans en difficulté ; de riches marchands montent une opération commerciale lointaine sur des produits de haute valeur ; les uns et les autres avec, en tête, la perspective d'engager, dès la réalisation des bénéfices attendus et grâce à eux, de nouvelles opérations lucratives.

Puis ce sont des négociants qui approvisionnent les artisans et leur passent commande, les mettent en concurrence, se montrent exigeants sur la qualité et durs sur les tarifs, obtiennent du Prince protections et privilèges ; et des compagnies qui obtiennent des monopoles de commerce pour des territoires lointains.

En un sens, rien de nouveau : de semblables comportements ont pu être observés dans bien des civilisations et en des temps lointains. Mais en un autre sens, tout change : cette motivation de l'échange et de la production, non plus pour la grandeur du Prince et l'enrichissement personnel et familial, mais pour des gains qui permettront de plus échanger et de plus produire, va devenir la motivation déterminante des temps modernes — avec une figure majeure, l'entrepreneur, et une forme organisationnelle indissociable du marché et plus ou moins directement liée à l'État, l'entreprise.

Car la formation et l'affirmation de l'État ont également joué leur rôle : certes, bien des empires et bien des royaumes avaient, auparavant, organisé le drainage et l'irrigation, équipé les villes, construit routes et canaux. Mais des États d'Europe occidentale, aux XVII^e et XVIII^e siècles, sont allés au-delà : suppression des taxes, douanes intérieures et octrois ; construction de ports et de fortifications, entretien de flottes et d'armées, face aux étrangers, ennemis et concurrents ; lois sur les vagabonds, travail forcé pour les enfants abandonnés et les mendiants, démantèlement du système corporatif, lois sur les pauvres ; création d'une banque ayant privilège de frapper la monnaie nationale. Le domaine de l'échange marchand s'élargit. Les relations salariales s'étendent au détriment des relations liées à un pouvoir ou à un métier. Par touches successives se créent les conditions d'un marché national, au sein duquel peuvent se développer des productions nationales, encore principalement agricoles et manufacturières, mais, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, déjà largement capitalistes.

Écoutons Turgot évoquant les « entrepreneurs de culture » qui, « possesseurs de gros capitaux », veulent les « faire valoir dans des entreprises d'agriculture ». Il compare leur sort à celui des « entrepreneurs de fabrique » : « Comme eux, ils doivent faire les premières avances de l'entreprise [...] ; comme eux, ils doivent entretenir et nourrir les [...] ouvriers de toute espèce qui n'ont que leurs bras, n'avancent que leur travail et ne gagnent que leurs salaires ; comme eux, ils doivent recueillir, outre la rentrée de leur capital, c'est-à-dire de toutes les avances primitives et annuelles : 1) un profit égal au revenu qu'ils pourraient acquérir avec leur capital sans aucun travail ; 2) le

salaire et le prix de leur travail, de leurs risques, de leur industrie ; 3) de quoi remplacer annuellement le dépérissement des effets employés dans leur entreprise, les bestiaux qui meurent, les outils qui s'usent, etc.¹ » La logique de l'entreprise est déjà bien décrite.

Avec la mécanisation, avec l'utilisation des énergies de l'eau puis du charbon de terre, avec le moteur à vapeur, la dynamique de l'accumulation va impulser le développement de nouvelles activités : textiles, métallurgiques, mécaniques. Les marchés nationaux s'élargissent ; à l'étranger, d'autres s'ouvrent ou sont ouverts ; l'échange international s'accroît. La construction des chemins de fer, des locomotives et des wagons donne un nouveau souffle aux premiers capitalismes et permet à d'autres d'émerger et de se fortifier ; et il y aura aussi la construction des navires à vapeur, le creusement de grands canaux, le renouveau de l'armement avec la standardisation des pièces, les télécommunications, la chimie...

Puis c'est le pétrole, le moteur à essence, la guerre de 1914-1918 qui donnent une impulsion décisive aux industries automobile et aéronautique. Avec l'automobile, nouvelle dynamisation des capitalismes : d'un côté, un bien de consommation auquel un nombre sans cesse croissant de familles vont pouvoir accéder, et, de l'autre, un mode de transport qui conduit à remodeler les paysages et les villes et à renouveler le commerce, les loisirs, la manière de vivre — ce qui rend sans cesse plus nécessaire... l'usage de l'automobile.

La guerre de 1939-1945 permet aux économies qui avaient souffert du marasme des années trente d'en sortir « grâce » aux chantiers colossaux de l'armement, de la destruction, puis de la reconstruction et de la modernisation ; avec aussi d'immenses avancées dans le traitement électronique du calcul et de l'information, la médecine chimique, la mise en œuvre de l'énergie atomique. Dans l'après-guerre, c'est, dans les pays du Nord, la généralisation de la société de consommation — certains parlent d'abondance, d'autres des « trente glorieuses ». Au Sud, le tableau est contrasté : des guerres, l'aspiration à l'indépendance et au développement, des efforts d'équipement, l'accès d'une partie de la population à la consommation moderne, la disponibilité d'une autre partie de la population pour travailler aux tarifs les plus bas : à domicile, dans des centres urbains régionaux ou nationaux, ou dans les pays riches. Les régimes étatistes obtiennent de beaux résultats dans la course à la croissance ; mais, incapables de suivre la course jusqu'au bout, ils finiront par s'effondrer ou s'amender. Des pays de plus en plus nombreux adoptent la voie capitaliste pour se moderniser et s'industrialiser. Le capitalisme triomphe.

Mais déjà, avec les nouvelles techniques de stockage et de transmission de l'information, les biotechnologies et le génie génétique, les nouveaux besoins

¹ TURGOT 1766, 1970, p. 158.

d'eau, d'énergie, de maîtrise des pollutions et des déséquilibres environnementaux, de nouvelles spirales se forment qui redynamisent l'accumulation par-delà les espaces déjà explorés de la production industrielle.

Ainsi va notre monde : aspiration de certains — qui ont beaucoup et consomment sans compter biens et énergie — à avoir et à consommer plus ; désir de beaucoup d'autres d'accéder à ce qui leur paraît être, pour certains des seuils désirables, pour d'autres un strict minimum ; pulsion irrésistible des États, des firmes géantes, des corps d'ingénieurs et de scientifiques à faire plus, plus grand, plus performant, plus destructeur, plus inconcevable ; élargissement sans fin des savoirs, des avoirs, des moyens financiers, des capacités technoscientifiques ¹. Sans fin dans les deux sens : sans limites aussi bien que sans réflexion sur les buts et les priorités, sans finalité évaluée à la jauge d'un projet humain.

Ainsi nos sociétés sont-elles projetées vers l'à-venir, dans une puissante accélération, avec des problèmes majeurs laissés sans solution, d'innombrables existences sacrifiées — sans qu'aucun dieu, aucun idéal donne sens à ces sacrifices — et avec aussi, pour le futur, l'accumulation des menaces et des risques.

Capitalisme et accélération

[Retour à la table des matières](#)

Aux sociétés traditionnelles, tournées vers le passé, l'économiste François Rachline oppose les sociétés modernes, tournées vers l'à-venir. Dans la logique capitaliste, écrit-il, « il n'est de richesse qu'à venir » et les sociétés « doivent sans arrêt se projeter dans l'avenir afin que naisse leur présent ² ». En effet, on l'a vu, avec le capitalisme, la recherche du profit débouche sur l'accumulation qui n'a de sens que par rapport à des ventes futures, que ce futur se compte en semaines, en mois ou en années.

Bien sûr, les sociétés anciennes se souciaient aussi du futur et savaient être prévoyantes. Mais elles le faisaient surtout à la lumière des expériences passées. Dans la logique capitaliste, il faut sans cesse se projeter dans le futur, prévoir, anticiper.

L'investissement ? Matériel ou immatériel, il est le support de l'accumulation et permet d'agrandir ou de rendre plus efficaces des capacités de

¹ Technoscientifique : qui se rapporte à la « technoscience », c'est-à-dire à la science dont la finalité se situe dans l'aire de la production ; la formule est peu élégante, mais technoscientifique, comme technoscientologique auraient l'un et l'autre introduit un biais, source d'ambiguïté.

² RACHLINE 1993, p. 21.

recherche, de production ou de vente ; il est donc entièrement tourné vers l'avenir. J. M. Keynes a placé au cœur de sa *Théorie générale* les anticipations et les décisions d'investir (pour un futur plus ou moins lointain, mais toujours incertain) des entrepreneurs : car c'est de ces décisions que dépend le niveau de l'activité et de l'emploi.

L'innovation ? Tout autant que l'investissement elle est orientée vers l'avenir ; elle ne peut guère être éclairée par le passé et va donc principalement constituer un pari sur le futur.

De même la marchandisation : concevoir de nouveaux modèles, rénover des gammes de produits, détecter ou susciter des gisements de besoins solvables potentiels et se préparer à offrir des biens ou des services impliquent également de se projeter dans le futur.

Marchandisation, innovation, investissement sont évidemment très liés. Ils ont en commun d'être tous trois tournés vers l'à-venir ; tous trois ne donnent sens aux recherches, au travail, aux efforts d'aujourd'hui que par rapport à des projets, des paris, des spéculations qui se dénoueront dans des mois, des années ou des lustres. Ce sont en quelque sorte des moteurs qui entraînent vers le futur, contribuant largement aux accélérations que l'on peut observer.

Trois « carburants » alimentent ces moteurs : le crédit, la création des besoins et la dynamique de l'inégalité.

Le crédit est le plus visible : crédit à la production, à l'investissement et à la recherche, mais aussi crédit à la consommation.

La création — invention, révélation, activation, excitation — des besoins est le plus fondamental : l'idée a longtemps été ancrée, et l'est encore, que les besoins humains seraient peu extensibles ; or, tout au contraire, ils sont non seulement extensibles, mais quasi illimités.

Enfin, l'efficacité du capitalisme tient en partie au couple monopole-compétition, lequel se fonde dans l'inégalité et reproduit de l'inégalité ; de même la destruction créatrice produit des distorsions ; de même la recherche des plus efficaces parmi les entreprises comme pour les sous-traitants. Tout cela contribuant à ce que nous nommons dynamique de l'inégalité.

Le crédit, source de la création monétaire, est inégalitaire par essence : si l'on ne prête pas qu'aux riches, c'est à eux qu'on accorde les conditions les plus favorables. La création de besoins, concrétisation de désirs dans l'aspiration à disposer de biens et de services, renvoie à l'inégalité radicale entre ceux qui disposent d'un pouvoir d'achat suffisant et ceux qui n'en disposent pas. Notons que l'un et l'autre aussi sont fortement axés sur le futur.

Quant à la dynamique de l'inégalité, elle est utilisée par les firmes pour rendre incessante et sans fin la course à de nouveaux niveaux de consommation, de nouveaux rêves, de nouveaux désirs — au prix de profondes frustrations.

Cet ensemble de facteurs impulse des dynamiques orientées vers l'à-venir et contribue à l'accélération. Y contribue aussi le couple concurrence-monopole ¹ qui est, si l'on peut dire, constitutif du capitalisme et aiguisé sans cesse son dynamisme. Norbert Elias observe que c'est sous le signe du monopole que se forme le capitalisme et que se met en place le pouvoir royal ², et il souligne que « les monopoles, organisés ou non, de la contrainte physique et des moyens de production et de consommation économiques sont indissolublement liés » (p. 302).

Dans le même sens, Braudel a fortement souligné ce trait du capitalisme des XV-XVIII^e siècles ³, en remarquant qu'on le retrouve tout autant aux XIX^e et XX^e siècles : le capitalisme est oligopolistique ; il est incessante recherche de situations mono- ou oligopolistiques. C'est même sur ce caractère que Braudel établit la distinction « entre le capitalisme sous ses diverses formes et l'"économie de marché" ⁴ » celle-ci, *l'économie de marché*, correspondant à « ce que certains dénomment aujourd'hui *secteur concurrentiel* ⁵ ».

« Au sommet sont les monopoles, au-dessous la concurrence réservée aux petites et médiocres entreprises », avec, entre les deux, « une dialectique vivante du capitalisme en contradiction avec ce qui, au dessous de lui, n'est pas le vrai capitalisme » — traits qui se retrouvent parfaitement en cette fin de XX^e siècle. Braudel précise en outre que les grandes firmes, les firmes colossales « ont besoin de plus petites unités qu'elles-mêmes [...] pour se décharger de mille besognes plus ou moins médiocres, indispensables à la vie de toute société et dont le capitalisme n'a cure » ; elles en ont aussi besoin pour leur confier des productions et des tâches particulières : « Ces chaînes de sous-traitants sont évidemment dépendantes du capitalisme, mais elles ne constituent qu'un secteur particulier de la petite entreprise », ce que l'on retrouve accentué et démultiplié dans les années quatre-vingt-dix.

Norbert Elias estimait que « la libre concurrence économique ne se contente pas d'être le contraire d'un ordre monopoliste. Elle porte également en

¹ Précisons que la concurrence a souvent des dimensions monopolistes et que les monopoles sont presque toujours, d'une manière ou d'une autre, en compétition. Ce qui complique un peu, mais n'ôte rien à la pertinence du couple concurrence-monopole.

² ELIAS 1939, 1996, p. 83 *sq.*

³ BRAUDEL 1979, vol. 3, p. 545 *sq.* ; BRAUDEL 1985, p. 115-116.

⁴ BRAUDEL 1979, vol. 3, p. 545.

⁵ *Ibid.*, p. 545 ; pour les citations qui suivent, p. 545 à 547.

elle le besoin de se dépasser et d'aller rejoindre ce contraire ¹ ». L'inverse nous paraît vrai aussi : le capitalisme entreprenant, créateur, innovateur est monopoliste, donc hautement profitable ; ce qui l'expose à deux dangers : l'un, externe, de susciter des imitateurs et des concurrents ; l'autre, interne, de s'endormir sur les positions acquises. Ainsi, le capitalisme s'inscrit dans deux sphères, une sphère concurrentielle et une sphère monopoliste ; le noyau dur du capitalisme est monopoliste, mais des flux sans cesse renouvelés alimentent chacune de ces sphères à partir de l'autre : l'innovation met à l'abri de la concurrence, mais seulement pour un temps.

Ainsi, avec les dynamiques d'accumulation, d'innovation et de marchandisation, avec le crédit, la création de besoins et les jeux multiples de l'inégalité, le couple concurrence-monopole contribue-t-il à relancer sans cesse, à accentuer la course en avant du capitalisme.

Par là s'explique une large part des mutations des temps modernes.

Le capitalisme et la science

[Retour à la table des matières](#)

Mais il serait simpliste de tout réduire au capitalisme. Ont certainement joué aussi les attitudes idéologiques et éthiques de l'Europe judéo-chrétienne. Max Weber a fait ressortir l'enracinement dans le protestantisme d'attitudes qui ont contribué à l'avènement du capitalisme ². Dans un tout autre domaine, l'usage de l'énergie, Alain Gras a mis en lumière, tout en soulignant le caractère périlleux de l'exercice, l'antinomie entre l'Orient et l'Occident quant aux croyances « de ce qui est bien ou mal dans la circulation de l'énergie. L'Orient a pour maxime « l'énergie doit être libre et circuler » [...] L'Occident moderne cherche au contraire des matériaux dans lesquels l'énergie est emprisonnée. Après avoir utilisé cette énergie, il la perd aussitôt, néglige son devenir et ne conçoit pas qu'elle puisse continuer à agir ³ ». Cette conception centralisée et concentrée de l'énergie, Alain Gras la met en relation avec la création des centres industriels et la propension au gigantisme du XIX^e siècle : on pourrait ajouter la concentration des grandes industries, la priorité accordée dans certains pays, notamment la France, à la production concentrée d'énergie par rapport à l'utilisation des énergies décentralisées, avec le point d'orgue du « tout nucléaire ». Mais la frontière, en ce domaine, est-elle entre Orient et Occident ? N'est-elle pas plutôt entre pays à tradition unitaire et terres de pluralisme ? Et n'est-elle pas profondément liée à la conception du pouvoir, centralisant ou décentralisé ⁴ ?

¹ ELIAS 1939, 1996, p. 317.

² WEBER 1905.

³ GRAS 1993, p. 19-20.

⁴ Voir TOCQUEVILLE 1835, 1981, vol. 1, p. 150 *sq.*

Dans ce cadre, ont certainement contribué à la puissante accélération des derniers siècles la science et la technique. Évoquant les « quelques connaissances générales » qu'il avait acquises en physique, Descartes expliquait en 1637 : « Je ne pouvais les tenir cachées sans pécher grandement contre la loi qui nous oblige à procurer autant qu'il est en nous le bien général de tous les hommes. Car elles m'ont fait voir qu'il est possible de parvenir à des connaissances qui soient fort utiles à la vie, et qu'au lieu de cette philosophie spéculative qu'on enseigne dans les écoles, on en peut trouver une pratique, par laquelle, connaissant la force et les actions du feu, de l'eau, de l'air, des astres, des cieux et de tous les autres corps qui nous environnent, aussi distinctement que nous connaissons les divers métiers de nos artisans, nous les pourrions employer en même façon à tous les usages auxquels ils sont propres, et ainsi nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature. Ce qui n'est pas seulement à désirer pour l'invention d'une infinité d'artifices qui feraient qu'on jouirait sans aucune peine des fruits de la terre et de toutes les commodités qui s'y trouvent, mais principalement aussi pour la conservation de la santé, laquelle est sans doute le premier bien et le fondement de tous les autres biens de cette vie ¹. »

« Maîtres et possesseurs de la nature. » Cet idéal n'a-t-il pas été au cœur de toute la dynamique de l'Occident dans les derniers siècles ? On le retrouve encore au cœur de l'appel, dit de Heidelberg, lancé par des scientifiques en 1992, à la clôture de la conférence de Rio ². Inquiets « d'assister, à l'aube du XXI^e siècle, à l'émergence d'une idéologie irrationnelle qui s'oppose au progrès scientifique et industriel », ces scientifiques affirment que « l'Humanité a toujours progressé en mettant la nature à son service, et non l'inverse. [...] Les plus grands maux qui menacent notre planète sont l'ignorance et l'oppression et non pas la Science, la Technologie et l'Industrie ³ ».

N'y aurait-il donc rien entre l'ignorance et la science ? N'y aurait-il aucune place pour des savoirs n'ayant pas le label de la science ? N'y aurait-il aucune place pour la réflexion, le jugement éthique, la pensée, voire le bon sens et, pourquoi pas, les convictions et les croyances ? Et puis — quiconque pourra le noter — il y a, deux fois dans un texte de moins d'un feuillet, ce rapprochement : le « progrès scientifique *et* industriel » ; « la Science, la Technologie *et* l'Industrie ».

La science *et* l'industrie garantissant aux hommes « le développement économique et social » et « la préservation de notre héritage commun, la

¹ DESCARTES 1637, 1952, p. 168.

² De nombreux articles de presse ont souligné le soutien que cet appel avait reçu de groupes industriels, des biotechnologies notamment.

³ Les capitales sont dans le texte de l'Appel.

Terre ». Cela a la grandeur un peu pompeuse d'une allégorie de la seconde moitié du XIX^e siècle. Mais là n'est pas l'essentiel : ce rapprochement signe, d'une certaine manière, la « nouvelle alliance » entre la science et la production — science et production qui ont l'une et l'autre profondément changé de nature et de contenu dans les derniers siècles.

La science des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles pouvait s'intéresser à la production ; elle ne lui était pas inféodée. Mais en notre fin de XX^e siècle, des segments de plus en plus importants de la science dépendent des commandes, des financements, des stratégies des grands groupes du nouvel âge du capitalisme. Entre les deux une transition qui s'étend du deuxième tiers du XIX^e au deuxième tiers du XX^e siècle.

Un article publié en 1972 par le sociologue Lucien Karpik est à ce sujet très éclairant : selon lui, a longtemps dominé « la science de la découverte » : « Absent de la nature, le savant s'assigne d'en dévoiler les lois. [...] C'est ce rapport singulier d'un *être indépendant et libre devant un monde énigmatique, mais ordonné* qui définit la "science de la découverte" ¹. » Les apports de la science peuvent bien contribuer à la production. Mais, d'une part le travail du savant n'est ni subordonné à la production ni finalisé par elle ; et, d'autre part, en matière de production, c'est le savoir technique de l'ingénieur qui prime. Il y a donc, avec cette coexistence de la science et du savoir technique, dualisme du « savoir de la production ».

Mais à partir du milieu du XIX^e siècle s'engage une évolution qui tend à placer la science « au fondement même de l'industrie » (p. 11) et qui tend à faire passer de « la science orientée vers la connaissance » à « la science orientée vers le marché » (p. 14), c'est-à-dire à une « science de la transformation organisée » (p. 16).

Au début des années soixante-dix, estime L. Karpik, « la part la plus importante de l'industrie reste encore dominée par le savoir de la production dualiste (science de la découverte + technique), qu'il s'agisse de l'énergie classique, de la métallurgie ou de l'automobile ; la science de la transformation se retrouve principalement dans les industries chimique, pharmaceutique, électronique ; elle vaut aussi pour l'industrie qui utilise par exemple la physique de l'état solide ; elle s'exerce enfin dans des domaines nouveaux comme la médecine ou la biologie » (p. 12). Dans les années quatre-vingt-dix, la « science de la transformation organisée » est partout mobilisée pour la production : dans les secteurs de hautes technologies (spatial, biotechnologie, électrotechnique, informatique), mais de plus en plus dans tous les secteurs d'activité, de l'agriculture aux services d'aide à la décision et du textile à la santé.

¹ KARPIK 1972, p. 9.

« Le savoir de la production devient unitaire » (p. 11), ou, tout au moins, tend à le devenir. Cette nouvelle combinaison de la science et de l'industrie fonde, pour L. Karpik, le passage du capitalisme industriel au « capitalisme technologique ». Nous y reviendrons.

Pour notre propos, cela signifie que la capacité accélératrice du capitalisme a été accentuée, aux XVIII^e et XIX^e siècles, par les aspects utilisables d'avancées que la science réalisait de son côté et à son rythme. Mais peu à peu depuis un siècle, et puissamment depuis quelques décennies, les groupes industriels et technologiques se sont, de diverses manières, associés des équipes scientifiques : de plus en plus, les recherches sont orientées par des stratégies d'entreprise. Le capitalisme — dont les dynamiques sont sous-tendues par des mobilisations croissantes de moyens pour les marchés à venir, les demandes solvables à venir, les profits à venir — s'est associé, et dans beaucoup de cas soumis, cette immense force créatrice d'à-venir : la recherche scientifique, deuxième source majeure des mutations des temps modernes.

Le capitalisme et l'État

[Retour à la table des matières](#)

L'État aussi a joué un rôle. Son importance lors de la constitution de capitalismes nationaux a déjà été évoquée. Au-delà, son appui à certaines activités (industrielles, commerciales, bancaires et financières) a, dans tous les pays, été à un moment ou un autre décisif. Au cours des deux dernières guerres mondiales son poids et son action se sont accrus. Et dans la période actuelle, des États-Unis à la Corée, du Japon à l'Allemagne et de la France au Brésil, le rôle de l'État demeure majeur, même si les modalités et les discours diffèrent.

C'est tout simplement que, concrètement, historiquement, cet ensemble complexe de motivations, relations et dynamiques que désigne le mot « capitalisme » s'est développé dans le cadre d'États-nations, dont les frontières se sont précisées en même temps que s'y constituait l'État moderne¹ : dans ce cadre se sont tissés de multiples liens entre les entreprises d'un pays et « leur » État, entre les capitalismes nationaux (britannique, américain, japonais, etc.) et leurs États. Ces relations sont à la fois fortes et complexes ; qu'il s'agisse du protectionnisme et du libre échange, des liens avec les très grandes firmes et du jeu de la concurrence, de l'impulsion donnée à certains secteurs de base ou de pointe, de l'appui apporté à certaines activités dans leur commerce ou leur expansion dans le monde, c'est par pays et par période qu'à convient de mener

¹ Sur l'État rationnel, moderne, voir WEBER 1923, 1991, p. 333 *sq.* et 356 *sq.* ; sur la caractérisation de l'État par son rapport à la « violence légitime » et au « monopole de la violence », voir WEBER 1911-1913, 1995, t. 1, p. 99.

l'analyse. La règle générale que l'on peut énoncer est celle-ci : chaque fois que se renforce et s'affirme, dans le monde ou une partie du monde, un capitalisme national, on peut être sûr que, dans le pays concerné, les relations entre l'État et les grands acteurs capitalistes (entreprises ou groupes, banques, organismes financiers) sont fortes et efficaces.

Mais l'État a aussi opéré comme « substitut » à des capitalismes chétifs ou défaillants ; la France, là, est exemplaire : la continuité est forte du colbertisme, qui dynamise les nouvelles activités par les travaux publics, les manufactures royales, les monopoles et les privilèges, au puissant effort de modernisation du dernier après-guerre, principalement porté par de grands programmes publics et par les grandes entreprises nationales. Ce qui n'empêche pas l'État de retrouver un rôle plus modeste d'accompagnateur et de soutien, dans les périodes où le secteur privé fait montre de vigueur.

L'État a même tenté de se substituer entièrement au capitalisme dans des pays où divers blocages, idéologiques, politiques, sociaux, économiques, avaient suscité une situation explosive : la Russie de 1917 ouvrit une première voie ; la Chine de 1949 une seconde. Dans les deux cas, la référence au socialisme fut un puissant moyen de mobilisation, puis de verrouillage, idéologique et politique. Dans les deux cas, ce fut l'État qui fut amené à contrôler, organiser et diriger l'économie et la société¹ ; d'impressionnants résultats ont été atteints dans les premières décennies, au prix d'une écrasante oppression. Certains, partisans comme adversaires, ont même pu croire que cet étatisme généralisé allait pouvoir supplanter le capitalisme. Mais la direction étatique d'immenses ensembles sociaux plurinationaux était déjà d'une extrême difficulté et vouloir y impulser croissance et modernisation pour battre les pays capitalistes sur leur terrain de prédilection se révéla mission impossible. L'URSS renonça et se défit. De son côté, la Chine met de plus en plus de marché, d'entreprise autonome et de coopération avec des firmes étrangères dans son économie.

Pour revenir aux pays capitalistes, l'État a presque toujours été le soutien, grand frère compréhensif ou tuteur exigeant, de son capitalisme national. L'État pouvait avoir sa vision du futur : conquête, colonisation ou préparation à la guerre ; effort d'équipement, modernisation, soutien à la recherche scientifique, généralisation de l'enseignement, grandeur nationale ou pacifisme ; le patronat a rarement été absent du projet, de sa conception à sa mise en œuvre. L'État a accompagné le développement du capitalisme industriel, passant presque toujours d'une position brutalement répressive à l'égard de la classe ouvrière au soutien de positions plus réformatrices et sociales, pour finalement devenir dans plusieurs pays le maître d'œuvre ou le

¹ Voir BEAUD 1982, 1985.

coordinateur d'une protection sociale qui devait assurer une équitable répartition du bien-être.

C'est que l'État avait été l'enjeu d'une autre transformation, presque aussi importante que la formation du capitalisme, l'avènement de la démocratie. Que les deux transformations aient été simultanées est certain. Qu'il y ait eu des liens entre elles est clair, liens d'ailleurs complexes et contradictoires. Mais qu'on en conclue que capitalisme et démocratie sont deux faces — l'une économique, l'autre politique — d'une seule et même évolution est tout à fait discutable. Certes, la démocratie des possédants et des notables a souvent accompagné la formation des premiers capitalismes. Et, dans les stades de maturation et de maturité des capitalismes industriels, une démocratie élargie a contribué à l'intégration dans la communauté nationale d'une classe ouvrière qui avait eu bien du mal à y trouver sa place ; dans ce cadre, les partis ouvriers obtiendront des législations sociales importantes et pourront même contribuer à la négociation d'un compromis social qui pendant de brèves périodes permit de mettre le capitalisme national au service du bien-être d'une large partie de la population : le compromis social-démocrate en a été la forme la plus achevée.

Mais, dans l'histoire comme dans la période actuelle, que de situations où le capitalisme se développe avec le soutien d'un régime politique, autoritaire ou dictatorial, oppresseur et répressif. En outre, là où le capitalisme s'est engagé dans une voie postindustrielle, on voit bien progresser et l'individualisme et de nouvelles recompositions sociales ; mais la démocratie paraît partout affaiblie. Y contribuent évidemment l'emprise croissante de l'argent, certainement la déstructuration du monde du travail, probablement la perte de cohérence de l'État-nation dans le grand mouvement de la mondialisation.

Au total, dans l'accélération des derniers siècles, ce sont certainement les dynamiques capitalistes qui ont joué le rôle décisif, avec le soutien multiforme que les capitalismes nationaux ont reçu de leurs États, mais aussi avec une mobilisation de plus en plus systématique des apports des sciences, lesquelles sont de plus en plus guidées par les stratégies des très grandes firmes.

L'accélération des temps modernes

[Retour à la table des matières](#)

Une inflexion s'amorce vers le milieu du deuxième millénaire de notre ère, dans l'extrême occident de l'immense Eurasie. Elle se révélera avoir été le début d'une mutation majeure dans l'histoire de la Terre et de l'Humanité, et d'un faisceau lié de puissantes accélérations.

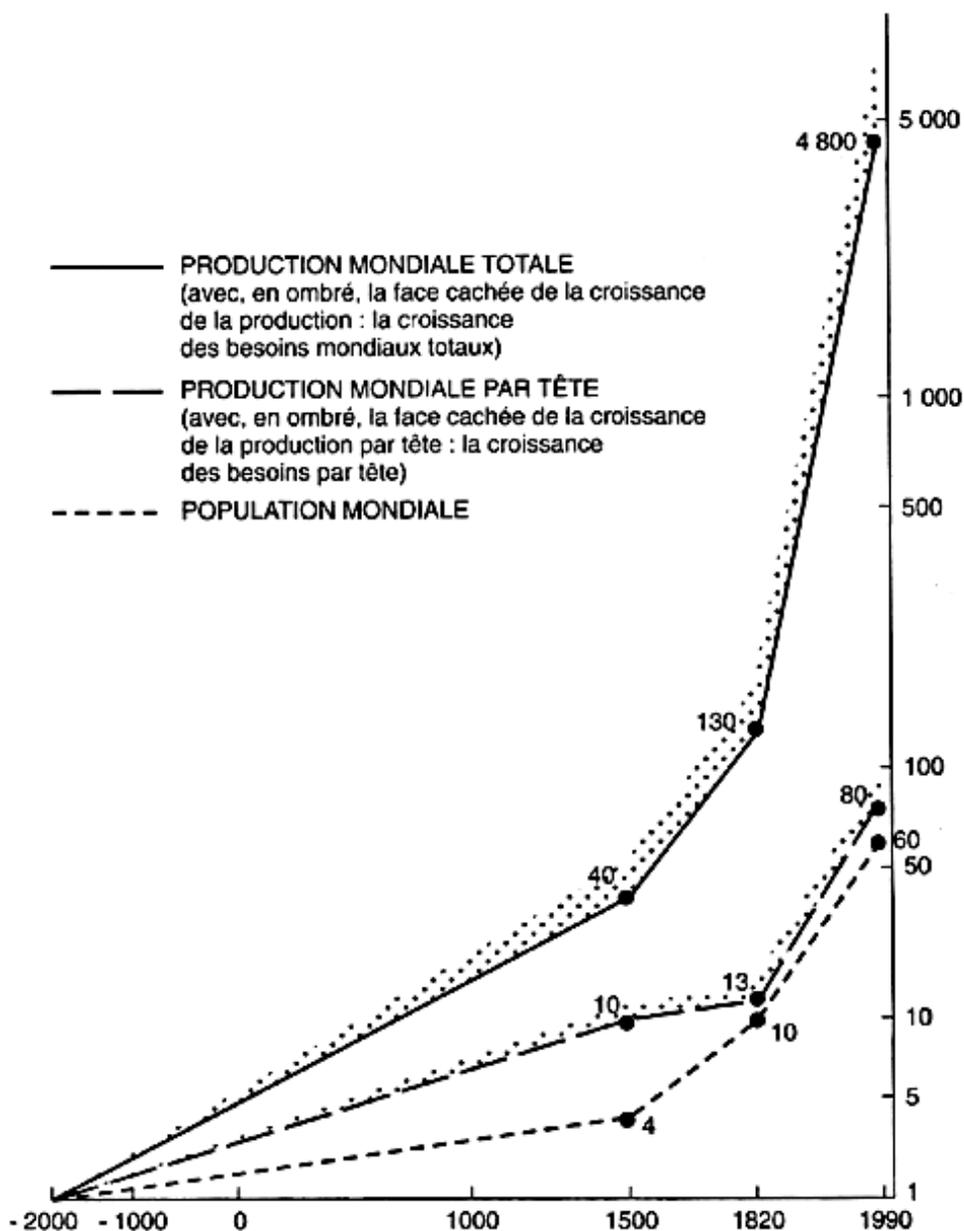
Pour la production, un premier essor avait eu lieu avec l'agriculture, l'élevage, les cités, l'artisanat, l'échange et les premières formes étatiques. Une

rupture de rythme s'amorce, à l'ouest de l'Europe, à partir du XV^e siècle avec l'instauration des capitalismes marchand et manufacturier. Elle s'affirme au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles avec l'émergence du capitalisme industriel, la maîtrise de l'énergie fossile (et d'abord celle du charbon), la mécanisation, la motorisation, la formation et l'affirmation des États modernes : de 1820 à 1990, en moins de deux siècles, la production par humain a été multipliée par six (voir [schéma 3.2](#))¹. Mais cette croissance moyenne recouvre de profondes disparités : c'est pour l'essentiel dans ces deux siècles que se forment les inégalités actuelles entre pays riches et pays pauvres (voir [schéma 3.3](#)).

¹ Sources : KRELLE (dir.) 1989 fournit une évaluation 1775-1975 en dollars 1980 du produit mondial par tête ; MADDISON (1995, p. 17) propose des évaluations du produit mondial par tête et du produit mondial, pour 1500 et 1820, en dollars 1990 ; les chiffres pour 1990 sont ceux de la Banque mondiale (1992, p. 213) en dollars 1990, avec une population de 5,3 milliards. Les chiffres antérieurs à 1500 sont des évaluations de l'auteur.

SCHÉMA 3.2 — FACTEUR DE MULTIPLICATION DE QUELQUES GRANDEURS DÉMO-ÉCONOMIQUE — EN 1500, 1820, 1990 — par rapport à l'ère des grandes civilisations (base 1)

[Retour à la table des cartes, schémas et tableaux](#)

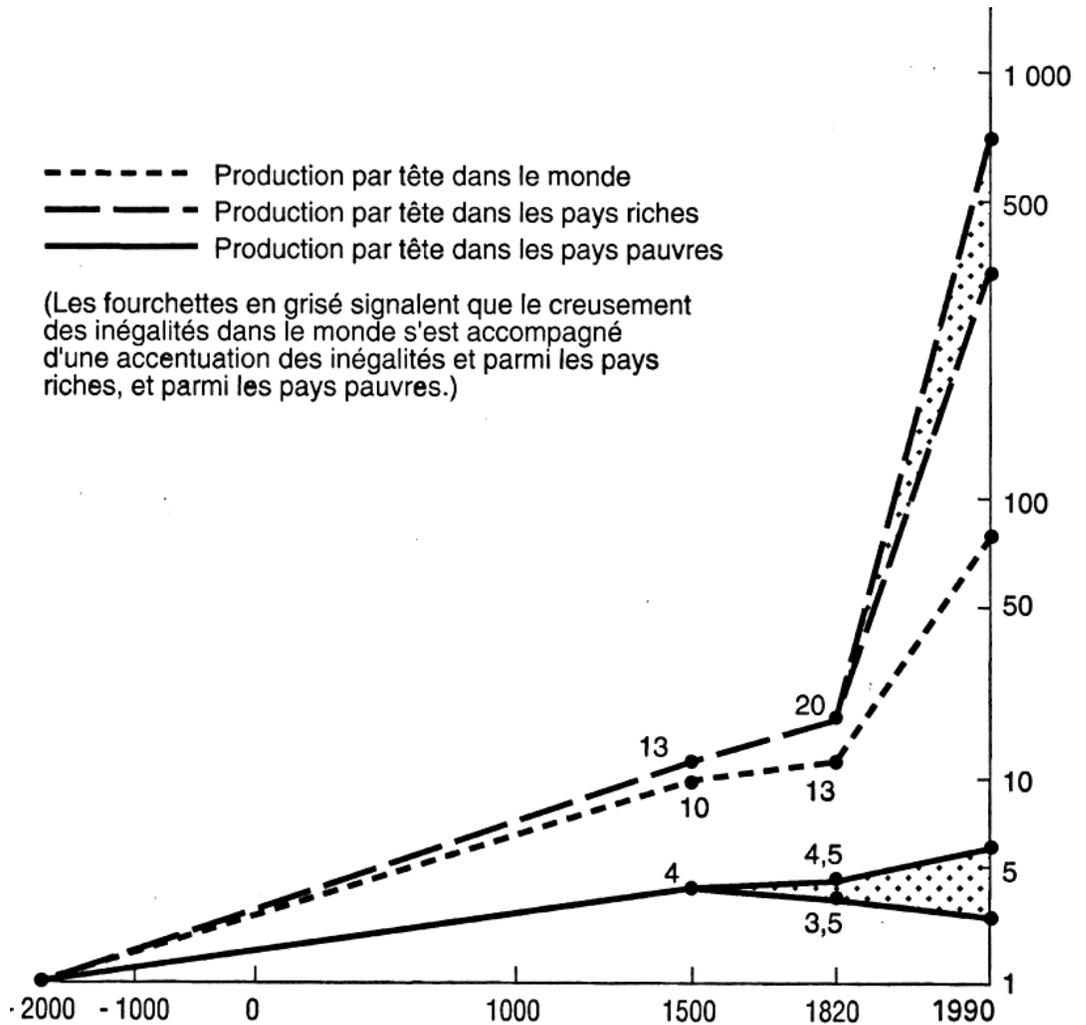


Lecture du tableau : par rapport à 2000 avant notre ère, on peut estimer que la production mondiale par tête avait été multipliée par 13 en 1820 et par 80 en 1990.

Sources : voir notes chapitre 3 ainsi que note précédente.

SCHÉMA 3.3 — FACTEUR DE MULTIPLICATION DE LA PRODUCTION PAR TÊTE,
 dans le monde, dans les pays riches du Nord et dans le pays pauvres du Sud —
 en 1500, 1820, 1990 — par rapport à l'ère des grandes civilisations (base 1)

[Retour à la table des cartes, schémas et tableaux](#)

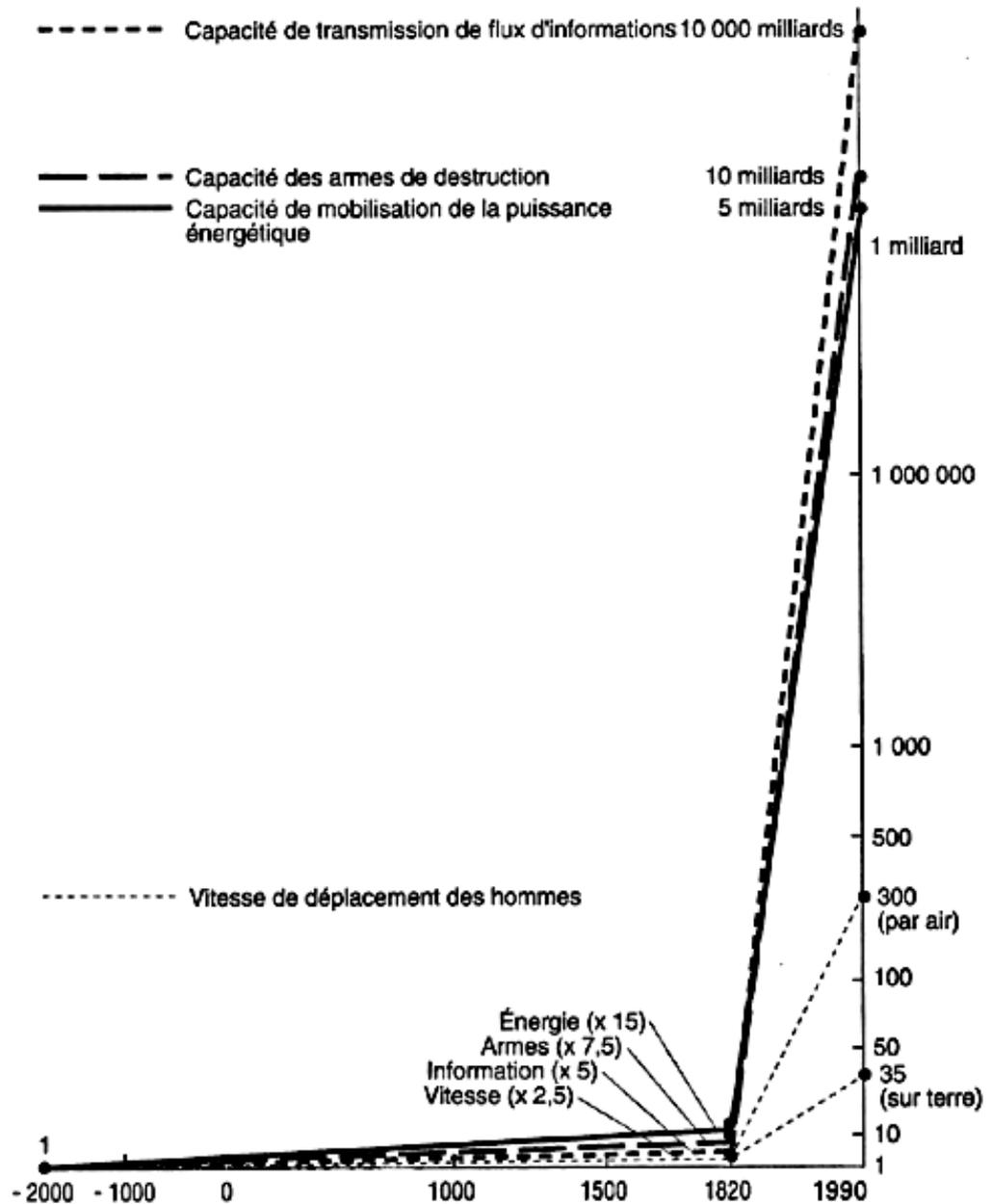


Lecture du tableau : voir tableau précédent.

Sources : d'après Bairoch 1994, p. 143 *sq.* Krelle (dir.) 1989 ; Maddison 1995, p. 20-21 et annexes ; BANQUE MONDIALE 1992, p. 212-213.

SCHEMA 3.4 — FACTEUR DE MULTIPLICATION DE QUELQUES CAPACITÉS HUMAINES — à l'époque de la révolution industrielle et aujourd'hui — par rapport à l'ère des grandes civilisations de l'antiquité (base 1)

[Retour à la table des cartes, schémas et tableaux](#)



Lecture du tableau : par rapport à 2000 avant notre ère, on peut estimer que la vitesse de déplacement des hommes avait été multipliée par 2,5 en 1820 et par 35 (sur terre) en 1990.

Sources : voir reste du chapitre.

La prise en compte de la croissance de la population démultiplie ces croissances. La production mondiale totale a été multipliée par trois de 1500 à 1820 ; elle est multipliée par trente-six de 1820 à 1990. Cette croissance a été aussi, pour l'essentiel, celle de besoins solvables ; et il paraît fortement probable que la croissance de besoins totaux (incluant les besoins non solvables) ait été plus forte encore.

Accompagnant ces croissances, de multiples autres accroissements : des prélèvements (énergies et matières, renouvelables et non renouvelables), des consommations, des rejets et des pollutions, de la vitesse de déplacement des hommes, de la maîtrise de la puissance énergétique, de la capacité meurtrière des armes et du stockage et de la transmission de flux d'informations (schéma 3.4).

Pendant la très longue durée des premiers temps humains, la marche a été l'unique mode de déplacement sur terre : la vitesse de déplacement s'est donc située autour de 5 km/h. L'élevage a progressivement conduit à monter des animaux (ânes, chevaux, chameaux), puis, grâce à la fabrication des roues, à les atteler ; en fonction de la qualité des terrains, des chemins et des routes, cavaliers et attelages légers ont pu atteindre 8 à 12 km/h. Mais, là encore, la rupture majeure a lieu à partir du XIX^e siècle, avec l'utilisation des énergies fossiles (charbon, pétrole) et la construction mécanique. Sans même parler des records atteints, les vitesses de déplacement des hommes sont multipliées par 10 à 25 avec les chemins de fer, puis l'automobile, et par 50 à 100 avec l'avion.

La lenteur des déplacements n'avait empêché ni la formation des empires ni celle d'économies-mondes. La généralisation des moyens de déplacement et de transport rapides et puissants a constitué une des bases de la mondialisation contemporaine.

Au-delà des nouveaux problèmes qui surgissent (encombrements, accès à la gare ou à l'aéroport), le fait majeur est que le rapport espace-temps, jusque-là relativement homogène, devient profondément hétérogène. Il faut désormais recourir à deux représentations du monde : l'une en distances à parcourir et l'autre en temps nécessaire pour les parcourir. Les notions de « proche » et de « lointain » dépendent très largement des moyens de transport existants et des ressources du voyageur. Notre espace terrestre, dont on avait réussi à établir, dans les derniers siècles, des représentations claires, est condamné à de nouvelles difformités.

L'accélération concerne aussi la maîtrise par les hommes de la puissance énergétique ¹. Après le très long temps où la principale puissance énergétique

¹ D'après MEYER 1974, p. 35 ; DEBEIR, DELÉAGE et HÉMERY 1986 ; GRAS 1993.

de l'homme a été sa propre force musculaire, puis celle des animaux, il a appris à utiliser la force de l'eau et du vent : la puissance dont il a disposé a ainsi été décuplée. Les détenteurs du pouvoir de sociétés fortement hiérarchisées — rois, pharaons, empereurs— ont pu, en certaines périodes, pour réaliser de grands travaux (pyramides, temples, palais), mobiliser de grandes masses humaines ou animales. Mais la rupture décisive n'aura lieu, là aussi, qu'avec la maîtrise des énergies fossiles : pétrole, charbon, lignite.

La mise en œuvre des énergies fossiles a été rendue possible par la conjonction des actions des savants, des entrepreneurs et des États. Elle a permis de mobiliser d'une manière localisée et centralisée des puissances croissantes et rendu possibles l'industrie, la locomotive, la navigation à moteur, l'automobile, l'avion, la croissance des villes, les premiers grands systèmes techniques (chemins de fer, production et distribution d'électricité). La maîtrise de l'énergie nucléaire a encore démultiplié les puissances énergétiques dont disposent les sociétés humaines, le facteur de multiplication de la capacité énergétique atteignant désormais plusieurs milliards.

Dans cette période de basculement du monde, l'énergie est un enjeu majeur. L'utilisation de l'énergie est à la base du mode de vie moderne, auquel a accédé un cinquième de l'humanité, tandis que les quatre autres cinquièmes y aspirent. Le nucléaire est potentiellement porteur d'extrêmes dangers et entraîne l'émission d'effluents radioactifs et la production de déchets dont la nocivité et la durée de vie sont très élevées ; et l'utilisation des énergies fossiles entraîne une large gamme de pollutions (air, eaux, océans) et contribue à l'effet de serre additionnel qui peut être à l'origine de changements d'ordre climatique.

La consommation mondiale d'énergies fossiles a été multipliée par plus de dix de 1800 à 1860, encore par plus de dix de 1860 à 1913 et par un peu moins de dix de 1913 à 1990 ; bref, elle a été multipliée par mille de 1800 à 1990 ¹. Les pays industrialisés, qui en consomment la majeure part, peuvent s'ils le décident et s'ils s'en donnent les moyens, réduire leurs utilisations ; mais la croissance potentielle de la consommation d'énergie est immense, tant dans la génération actuelle de pays en cours de modernisation que dans les suivantes. Problème majeur pour les équilibres de la Terre.

Quant à la capacité meurtrière des armes, elle a été multipliée par mille du temps des flèches et de l'épée au canon de 70 de la guerre de 1914-1918. Avec l'arme nucléaire, c'est par millions qu'a été multipliée cette capacité par rapport à ce qu'elle était pendant la Grande Guerre ².

¹ En millions de tonnes d'équivalent charbon, la production mondiale d'énergies fossiles est passée de 10,6 en 1800 à 126 en 1860, 1 335 en 1913 et 10 875 en 1990 (Bouda ETEMAD, « Structure géographique et par produits de la production mondiale d'énergie aux XIX^e et XX^e siècles. Un survol statistique », *Revue de l'énergie*, octobre 1992, p. 695).

² D'après J. P. Perry Robinson, cité in GRAS 1993, p. 39.

Mais c'est pour la transmission de flux d'informations que l'accélération est la plus fulgurante. Les signaux à distance (gestes, fumée, sons) étaient porteurs d'informations limitées et dans des aires restreintes. L'envoi d'un messager (à pied, puis à cheval), porteur d'un message (oral puis écrit), a permis d'améliorer la communication à distance. Là encore, la rupture a lieu à partir du XIX^e siècle, avec le télégraphe, le téléphone, la radio puis la télévision. Et une nouvelle et puissante impulsion naît avec les mutations en cours dans le traitement et la diffusion de l'information, et notamment la numérisation des données.

La capacité de transmission d'informations a été multipliée par dix mille une première fois de 1850 (télégraphe Morse permettant la transmission de signaux entre deux correspondants) à 1930-1980 (transmission de documents entiers par télécopie) ; elle a été multipliée par dix mille une deuxième fois entre 1980 et 1990 (transferts numériques sur réseaux informatiques) et une nouvelle fois par dix mille entre 1990 et 1995-1997 (transferts numériques entre n'importe quelles entités par les « autoroutes de l'information »)¹.

Donc, dans tous ces domaines — et l'on pourrait étendre cette observation à de multiples autres —, une mutation majeure se produit à partir du XIX^e siècle, qui le plus souvent conduit à un engrenage de mutations accélérées ; ces accélérations illustrant la radicale spécificité de l'ère des trois reproductions.

Le savoir, la technique, le souci de mieux vivre comme le goût de relever des défis ont joué un rôle dans ces mutations. Mais une nouvelle logique sociale, de nouvelles formes de production, d'organisation et de pouvoir, de nouvelles motivations ont constitué le facteur décisif : utilisant les avancées scientifiques et techniques et s'appuyant sur l'État, l'expansion du capitalisme a été le principal agent de ces bouleversements. Désormais, la prise en compte de la capacité d'autoreproduction du capitalisme est indispensable pour comprendre évolutions, problèmes et enjeux de notre monde.

¹ Je remercie M. HOBINAVALONA qui m'a aidé à réunir ces informations.

4

L'EMPIRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'ARGENT

[Retour à la table des matières](#)

Élargissement incessant de l'aire de la marchandise. Intensification des rapports d'argent. Ampleur des problèmes de pauvreté, de dénuement, de chômage, d'exclusion, de dégradation des ressources et de l'environnement. Désarmante impuissance que confessent tant d'hommes d'État ou de gouvernement face aux maux de leurs pays. Anxiété du taux de croissance. Crainte des « jugements » (*sic*) des marchés financiers, plus redoutables aujourd'hui que les colères de Yahvé ou les foudres de Zeus. Presque tout, dans notre monde, tend à s'inscrire dans l'ordre de l'argent, de la rentabilité, du marché, de la dépense. De plus en plus, nos sociétés sont soumises à l'économie.

La soumission croissante des sociétés à l'économie

Trois fatalités

Depuis la nuit des temps, les communautés humaines ont été à la merci de fatalités premières : suites de mauvaises années, aléas climatiques, catastrophes naturelles. Avec, pour seuls recours, les esprits et les dieux, dont les fâcheries, les caprices ou les colères paraissaient les sources des calamités subies.

L'agriculture et l'élevage, la sédentarisation et la vie en agglomération, l'artisanat et l'échange, la constitution de réserves ont rendu moins pesante cette fatalité première, sans la faire disparaître. Si les moyens techniques demeuraient modestes, la productivité du travail limitée, la nature plus ou moins généreuse, les besoins des paysans et artisans étaient eux-mêmes limités. Mais l'importance des prélèvements opérés par les clergés et les détenteurs et agents du pouvoir ont réduit les ressources des producteurs, condamnant au manque, à l'insécurité, au travail forcé des fractions très larges des populations. D'autant plus qu'avec la diversification sociale les captations de richesses par les riches s'ajoutaient à ces prélèvements.

Ainsi peut se comprendre la deuxième fatalité : « Tu vivras à la sueur de ton front », qu'ont subie les peuples producteurs pendant des millénaires. « Loi d'airain » ou « fatalité productive », loi d'autant plus dure que les besoins des puissants et des riches étaient étendus.

Dans les derniers siècles, l'aire des marchés s'est élargie, généralisée. Les capacités techniques se sont puissamment renforcées. Avec le fulgurant essor du capitalisme, les sociétés ont été profondément transformées, tandis que l'économie tendait à s'autonomiser de ses souches sociales.

Une puissante machinerie socio-économique s'est mise en place, diversifiée, polarisée (mais dont le centre n'est nulle part), hiérarchisée (mais aux formes et géométries variables), dominée par une mince couche dirigeante (responsable essentiellement de la rentabilité des firmes) ; une machinerie vivifiée par le pouvoir d'achat, le désir d'avoir, la course à la nouveauté et la volonté de puissance. Une machinerie qui fait lever les richesses sur le terreau toujours renouvelé de la pauvreté, crée et détruit des activités, disloque les anciens systèmes de production, de solidarité et de redistribution et laisse à l'abandon des lambeaux entiers des sociétés, parfois des sociétés entières.

Dans la mesure où les systèmes de subsistance du passé ont été détruits, les sociétés dépendent, pour leur reproduction, de l'économie moderne. Mais celle-ci, pour sa reproduction, ne prend en compte que les sociétés ou les fractions de sociétés détentrices de ressources monétaires. De plus en plus autonomisée, elle n'assure donc pas la pleine reproduction de toutes les sociétés, alors qu'elle tend à leur imposer à toutes ses pulsions, ses rythmes, ses aléas et ses lois.

Nous voici donc confrontés à ce phénomène majeur : les sociétés ayant manqué l'entrée dans l'ère de la liberté et de la responsabilité se trouvent soumises — après les fatalités premières et la fatalité productive — à une fatalité d'un troisième type : la « fatalité économique ».

Contrairement à la « fatalité productive », cette « fatalité économique » se manifeste dans des sociétés disposant de très puissants savoirs et moyens techniques. Elle résulte :

— beaucoup moins de la croissance des populations que de l'incessante croissance des besoins d'une partie de ces populations ;

— de la domination d'une économie dont la puissance créatrice est aveuglément destructrice et dont les logiques suscitent toujours plus de richesses (besoins solvables satisfaits) et toujours plus de pauvretés (besoins non solvables non satisfaits) ;

— de l'accaparement d'une part croissante du produit, réalisé à partir de sociétés territorialisées, par des firmes, des castes ou des classes, distinctes de ces sociétés et n'en assumant pas les responsabilités.

La nouvelle « fatalité économique »

[Retour à la table des matières](#)

Alors que ce que l'on nomme aujourd'hui « économie » a été pendant des millénaires la servante des sociétés, les sociétés sont, depuis quelques décennies, de plus en plus soumises à l'économie. Cette nouvelle situation s'enracine dans trois processus : l'extension du champ des activités marchandes, l'emprise croissante du capitalisme et la mondialisation de l'économie. Ces trois processus sont à la fois distincts et difficilement dissociables.

Les activités marchandes sont présentes dans nos sociétés depuis des millénaires. Elles ont atteint une forte intensité dans plusieurs grandes civilisations précapitalistes (Chine, Inde, monde arabo-musulman...). Terreau de la naissance du capitalisme en Europe occidentale, elles ont, avec son développement, connu un puissant et vigoureux essor qu'a accompagné la monétarisation de plus en plus marquée des sociétés.

Dans son analyse de la « grande transformation » des sociétés occidentales, Karl Polanyi dégage avec clairvoyance le changement de rapport entre économie et société qui accompagne l'entrée dans l'ère de ce qu'il nomme l'« économie de marché ». Selon lui, une fois les sociétés traditionnelles disloquées par la généralisation du « marché autorégulateur » et son extension, au-delà des marchandises produites, à la terre, au travail et à l'argent, « la société est gérée en tant qu'auxiliaire du marché. Au lieu que l'économie soit encadrée dans les relations sociales, ce sont les relations sociales qui sont encadrées dans le système économique ¹ ». Devenu « la source et la matrice du système » (p. 21), le marché autorégulateur réduit les relations humaines et sociales à des relations d'argent.

L'intuition fondamentale demeure essentielle pour la compréhension des réalités contemporaines. Mais, malgré l'importance du rôle qu'y joue le marché, ce serait ouvrir la porte à de sérieux malentendus ou à des erreurs graves que de qualifier cette économie principalement comme étant « de marché ». On l'a dit : il peut y avoir une économie de marché hors capitalisme : avant le capitalisme, avec les artisans, artistes et commerçants des villes prospères, et, pendant, dans des aires (géographiques ou sociales) non dominées par l'emprise des logiques capitalistes. Et probablement aussi après.

¹ POLANYI 1944, 1983, p. 88.

Par ailleurs, la machinerie socio-économique capitaliste doit être saisie dans ses deux sphères : celle du capitalisme de marché, où joue la concurrence ; celle du capitalisme monopoliste, où prédominent jeux et stratégies oligopolistiques. Entre les deux, il n'y a pas de cloison étanche, mais au contraire un perpétuel mouvement : d'entrepreneurs et de groupes « schumpétériens » qui innovent pour demeurer dans l'espace monopoliste ou s'arracher à celui de la concurrence ; et, inversement, d'entrepreneurs et de groupes qui, n'ayant pas réussi à conserver l'avance dont ils bénéficiaient, retombent en concurrence, dans la sphère du marché.

Le marché est loin d'être homogène : il prend des formes disparates (concurrentielles, oligopolistiques ou monopolistiques) et s'articule dans des espaces hétérogènes (du local au mondial). Et les rapports de force qui s'y manifestent sont variés : vendeurs multiples face à un (ou quelques) acheteur(s) puissant(s) ; multiples acheteurs et multiples vendeurs ; ou acheteurs multiples, consommateurs innombrables, face — avec ou sans intermédiaires — à un (ou quelques) vendeur(s) puissant(s).

Ce qui caractérise le capitalisme, c'est qu'en toute période il a été dominé par de très puissants acteurs. Aujourd'hui, les très grandes firmes sont plus puissantes que jamais. Elles traitent directement avec « leur » État et avec les quelques très grands États du monde et n'ont guère d'égards pour les États petits et moyens. Elles travaillent sans cesse à entretenir les avances monopolistes qu'elles ont pu constituer et à s'en créer de nouvelles. Entre elles, elles ne mènent pas des combats à mort, comme le font certaines brutes monstrueuses et bornées de science-fiction. Elles combinent une pluralité de relations : se partager des marchés et s'en disputer d'autres, coopérer (en recherche— développement ou sur des projets très coûteux ou très risqués) et s'espionner, coexister pacifiquement dans certains domaines et se combattre durement dans d'autres.

Ces très grandes firmes sont toutes multinationales. Elles dominent tous les secteurs essentiels : l'agroalimentaire, la santé, l'information, l'informatique et les télécommunications, l'aéronautique et le spatial, les transports, les loisirs, la culture...

Boeing et Airbus compères et rivaux pour la production des long courriers gros porteurs. Coca en lutte contre Pepsi et quelques autres pour les *soft drinks*. Firmes de l'agrobiochimie qui, après avoir contribué à susciter les produits à prions de l'élevage industriel, font tout pour imposer demain animaux et végétaux génétiquement et chimiquement contrôlés. C'est entre grandes firmes que se négocient les normes mondiales pour le lancement des nouveaux multimédias, ordinateurs, émetteurs et récepteurs numérisés. C'est entre Microsoft et quelques très grandes firmes des télécommunications et de

l'informatique regroupées dans Unix que se joue la définition des normes des systèmes informatiques des années 2000.

Derrière toute marchandise mondiale et derrière tout processus mondial de constitution d'un nouvel ensemble besoin-marché-marchandise se mènent des luttes de titans, mais de titans qui savent aussi négocier et s'associer. Contrairement aux grandes firmes du capitalisme industriel, leur ambition n'est plus essentiellement de concentrer dans de très grandes usines de grands segments productifs. Les très grandes firmes d'aujourd'hui tendent à constituer, autour de « cœurs stratégiques », des galaxies complexes, où l'on trouve des filiales (de diverses dimensions), mais aussi des firmes juridiquement indépendantes (avec lesquelles peuvent être établies des relations variées), des équipes de recherche (privées, universitaires ou publiques), des cliniques ou des établissements hospitaliers, des agences publiques ou des segments d'appareils d'État.

C'est donc à cette énorme machinerie multinationale/mondiale, disparate, faite d'innombrables rapports de force, de coopération et d'échange, dominée par quelques centaines de très grandes firmes en relation avec les grands États et quelques puissantes organisations internationales, que sont aujourd'hui de plus en plus soumises les sociétés. Et d'elle que nous et nos pays sommes de plus en plus dépendants.

C'est désormais du fonctionnement comme des dysfonctionnements de cette machinerie que proviennent bien des maux dont souffrent nos sociétés : déclin ou disparition d'activités, formation de poches de pauvreté, fermetures d'entreprises, pertes de débouchés, surgissement de nouveaux produits et de nouveaux procédés. C'est dans cette machinerie que se préparent les calamités de demain : nouvelles maladies à prions dues à des farines anonymes, désastre imprévu dû à des manipulations génétiques, faillites de fonds de retraite résultant d'« accidents » boursiers... En l'absence de responsables ou d'enchaînements clairement identifiables, il ne restera qu'à s'en prendre à la fatalité : à la nouvelle fatalité de l'économie.

La fallacieuse idéologie du marché

[Retour à la table des matières](#)

Dépeindre l'univers économique contemporain en termes d'économie de marché donne, on vient de le voir, une image inappropriée de la réalité. De plus, par divers glissements, cela peut porter à penser qu'il s'agit du meilleur, ou du moins mauvais, des univers économiques possibles.

Y contribue le fait qu'il y a plus d'un siècle des économistes nous ont offert un joli conte de fées théorique : supposant un univers d'« êtres maximisateurs »

parfaitement informés, ils ont établi que leurs innombrables relations sur un système de marchés purs et parfaits assureraient ce qui aux yeux de certains constitue une manière de béatitude suprême : l'équilibre général. Dans des versions améliorées, c'est l'équilibre et l'optimum qui sont assurés.

Depuis lors, des cohortes d'économistes, universitaires notamment, glosent, débattent, élaborent, brodent autour de ce thème : quelques-uns dans le cadre de l'austère et rigoureux appareil formalisé de la théorie de l'équilibre général ¹, d'autres dans diverses approches aux contours pas toujours clairement identifiés. Ce qui, pour aller à l'essentiel, permet à des bataillons d'idéologues libéraux d'affirmer que l'économie occidentale actuelle assure *grosso modo* l'optimum.

L'utilité du marché n'est pas en cause : le grand économiste libéral du XX^e siècle, Friedrich Hayek, n'a pas tort quand il affirme que l'« ordre de marché » permet d'augmenter « les occasions ou les chances de tout un chacun, d'avoir à sa disposition une gamme de biens divers (objets ou services) plus étendue que nous ne pourrions en avoir d'aucune autre manière ² ». Le marché est certainement aussi utile aux hommes que le langage et le calcul et il doit avoir toute sa place dans cet « ordre spontané d'ensemble » que constitue la société ³. On demeure là dans le domaine de la raison et de l'argumentable.

Mais, d'abord, comme le langage ou le calcul, le marché n'est qu'un instrument sociétal : il participe au fonctionnement d'une société. Et dans une société inégale, c'est d'une manière inégale qu'il permet à chacun « d'avoir à sa disposition une gamme de biens divers ». Par lui-même, le marché n'assure ni l'équité ni la solidarité : et dès lors qu'on considère qu'il n'y a pas d'optimum sans prise en compte de ces dimensions, le marché ne peut être présenté comme assurant de lui-même l'optimum.

Ensuite, quelles que soient les qualités du marché, on ne peut ignorer ses limites ni ses défauts. Max Weber, sur la base d'une étude systématique des sociétés avait très tôt dégagé ce trait : « La sociation par l'échange sur le marché, en tant qu'archétype de toute activité sociale rationnelle, s'oppose maintenant à toutes les formes de communauté dont nous avons parlé jusqu'à présent ⁴. » Celles-ci, en effet, « présupposent toujours une fraternisation personnelle » (p. 412). Mais, « lorsque le marché est laissé à sa propre légalité, il n'a de considération que pour les choses, aucune pour les personnes ni pour les devoirs de fraternité ou de piété, aucune non plus pour les rapports humains originels, propres aux communautés personnelles » (p. 411). Or un fort courant tend à poser comme une vérité d'évidence que ce serait un mieux pour

¹ Voir BEAUD et DOSTALER, 1993 ou 1996, chap. 4.

² HAYEK 1976, 1995, vol. 2, p. 129.

³ HAYEK 1973, 1995, vol. 1, p. 54.

⁴ WEBER 1911-1913, 1995, t. 2, p. 410.

l'Humanité si se généralisait ce mode de coordination qui « n'a de considération que pour les choses, aucune pour les personnes ». Le XX^e siècle a déjà fait l'expérience de sociétés privilégiant l'organisation hiérarchique, principalement étatique : on peut mesurer les désastres qui en ont résulté. Laisser se développer l'expérience contraire — des sociétés régies par les seuls marchés — ne conduirait-il pas à des désastres comparables ?

En effet, c'est un abus de langage que de qualifier nos économies modernes de simples « économies de marché » : elles sont en fait multiformes et complexes ; les très grandes firmes, les institutions, l'État y jouent des rôles majeurs et, à côté des rapports d'échange, les rapports de conflit, de coopération, de solidarité et de domination occupent des places importantes. Si elles ont à la fois cohérence et plasticité, si, dans leur extrême complexité, elles sont capables d'adaptation, c'est qu'elles reposent sur la combinaison de quatre types de coordinations : hiérarchiques, contractuelles, de solidarité et de marché. Quel esprit sensé pourrait concevoir qu'on tendra vers une société idéale en la rabattant sur une seule dimension ?

Sur la base d'une distribution correcte des ressources, le marché est un outil irremplaçable pour assurer les ajustements des choix entre un grand nombre d'agents. Mais c'est une imposture que de laisser penser que l'on peut s'en remettre aux mécanismes du marché pour résoudre au mieux les problèmes du chômage, de la corruption, de la dégradation de l'environnement, de la drogue ou de la violence. Finalement, c'est une dangereuse affabulation que de prétendre qu'en se remettant au marché on verra peu à peu guérir les principaux maux de notre temps.

Un mot interdit ?

[Retour à la table des matières](#)

Rendant compte du huitième forum *Le Monde* — Le Mans consacré à la question « De quoi sommes-nous responsables ? », le journaliste Dominique Dhombres raconte : « Un membre de l'assistance s'est insurgé contre la teneur générale des interventions, estimant qu'on oubliait l'essentiel : l'existence du système capitaliste qui met le profit avant la responsabilité. Alain-Gérard Slama lui a rétorqué que le capitalisme, dans sa recherche du profit, n'était pas nécessairement criminel. Un chef d'entreprise honnête, désireux de faire des bénéfices ne sera pas pour autant automatiquement prêt à mettre en danger ses employés ou ses clients ¹... »

Le propos du membre de l'assistance était pourtant juste : le capitalisme est structuré par une logique d'innovation, de production et de vente orientée vers

¹ *Le Monde*, 27-28 octobre 1996, p. 12.

le profit. Livré à lui-même il peut provoquer, avec les croissances et les productions nouvelles, des dégradations assez désastreuses, pour les ouvriers, les consommateurs et l'environnement : d'où l'appellation de « capitalisme sauvage ». Et seuls l'action collective (salariés, consommateurs, écologistes), l'encadrement législatif et réglementaire et, marginalement (du fait des contraintes qu'impose à chaque entreprise l'ensemble dans lequel elle est insérée), les efforts de certains entrepreneurs ont permis d'en limiter ou d'en modérer les effets négatifs.

Inversement, la réponse qui fut faite, telle que rapportée, apparaît biaisée et superficielle ; et pourtant, « les applaudissements de la salle ont été nourris », rapporte Dominique Dhombres, qui commente : « Un échange de ce genre mesure l'évolution des esprits. Il y a vingt ans, le dénonciateur de l'"irresponsabilité" capitaliste n'aurait sûrement pas été aussi isolé. »

Faut-il s'en réjouir ? Le capitalisme a certainement été la cible première de toute une partie du mouvement ouvrier depuis un siècle et demi ; il a aussi été l'objet de dénonciations, pour certaines démesurées, dans les années soixante-dix. Mais, depuis deux siècles, il a aussi été l'objet d'une protection idéologique multiforme allant de l'apologie à... la chape de silence, la réalité du capitalisme étant recouverte d'appellations visant à en occulter l'existence même : « économie » (sans plus), « économie de marché », « économie libérale » ou de « libre concurrence » ou de « libre entreprise »... Aujourd'hui encore, on assiste à la conjonction de discours très différents contribuant à la négation du capitalisme comme réalité ; et, n'osant plus nommer le capitalisme, nombre d'auteurs critiques s'en prennent à la mondialisation, au libéralisme, voire au néolibéralisme...

Je me rappelle : en 1965, jeune rapporteur de la sous-commission de l'emploi régional pour la préparation du V^e plan, j'ai été rudement rabroué par le représentant du CNPF (Conseil national du patronat français) pour avoir évoqué la logique capitaliste au cours d'une discussion : « C'est intolérable ; c'est introduire l'idéologique, le politique dans les travaux du Plan, lesquels doivent demeurer purement techniques... »

Je me rappelle aussi : en 1982 ou 1983, peu après l'élection du candidat de l'Union de la gauche à la présidence de la République — et à la suite de la publication de mon *Histoire du capitalisme* — j'ai été contacté par un spécialiste de l'économie à la télévision, qui n'était pas particulièrement de gauche, pour que nous préparions une saga du capitalisme. Le projet m'intéressa et nous avons travaillé à l'ébauche d'un premier synopsis. Peu après, je fus invité par le responsable de ces programmes, qui, lui, était alors plutôt à gauche. Nous nous connaissions vaguement, étant originaires de deux villes voisines. Il m'accueillit amicalement, me dit combien il se réjouissait de mon début de collaboration à sa chaîne, puis en vint au fait : « Évidemment, il

faudrait trouver un autre nom ; capitalisme, ça fait polémique ; à la télé, ça ne passe pas ; il faudrait dire, je ne sais pas, économique, industriel... » Ça n'a pas passé et le projet, pour moi, n'a pas eu de suite.

Autre tout petit fait, mais significatif : a récemment été traduit en français un ouvrage d'Oliver Williamson, économiste américain qui n'a rien de marxiste ; formé aux sources de l'école comportementale, il a apporté des contributions marquantes au développement de la nouvelle économie institutionnelle. Le titre de l'ouvrage est en anglais : *The Economic Institutions of Capitalism* et celui de la traduction française : *Les Institutions de l'économie...*

Il y a une censure multiforme sur le mot « capitalisme ». Cette censure a une dimension claire et aisément identifiable : le refus d'une large part du patronat, du monde des entreprises et de la classe politique d'utiliser un terme qui identifie clairement une réalité majeure de notre temps. De même, de larges mouvances, parmi les économistes, n'emploient jamais ce mot.

Cette censure a aussi des aspects ambigus : ainsi, le mot capitalisme est parfaitement admis dans des ouvrages polémiques du genre « Mort au capitalisme ! » ou « Vive le capitalisme ! ». Mais il suscite un malaise, une suspicion quand il est utilisé comme outil d'analyse, comme concept. C'est d'autant plus curieux que, compte tenu de la place croissante qu'occupent les réalités capitalistes dans notre monde, la presse en parle abondamment et quotidiennement : cours de Bourse, résultats (trimestriels, semestriels, annuels) des entreprises, annonces des fusions, rachats, offres publiques d'achat, privatisations, compétitivité, cours des monnaies, prix, production, emploi, chômage, vie des entreprises et des groupes, restructurations...

Enfin, cette censure a probablement une dimension cachée. Comme du sexe et de la mort, il y a un tabou du capitalisme : honte secrète d'avoir remplacé Dieu par l'Argent ? Refus de nommer une réalité qui porte en elle richesse et pauvreté, satisfaction et frustration, efficacité et irresponsabilité ? Je ne sais exactement.

Ce que je sais, c'est que le mot continue de gêner. Cependant, entre dénonciation, apologie, occultation et multiplication d'informations fragmentées, il est indispensable de l'utiliser pour l'analyse et la réflexion. Car avec l'arme nucléaire et les nouvelles avancées de la science, le capitalisme constitue la réalité qui pèse le plus fortement sur les évolutions et le devenir de notre monde.

États, firmes et sociétés dans le maelström de la mondialisation

[Retour à la table des matières](#)

La soumission des sociétés à l'économie est accentuée par une autre évolution qui contribue à la verrouiller : pour la première fois, États, firmes et sociétés sont pris, emportés, englués dans le maelström d'une mondialisation économique et financière.

Capitalismes nationaux

[Retour à la table des matières](#)

Il n'existe pas un magasin des concepts économiques et sociaux, dans les rayons duquel serait disponible une panoplie des systèmes, incluant le « système capitaliste ». Il n'existe pas non plus une entité « capitalisme » qui, après avoir attendu des dizaines de millénaires dans quelque entre-monde, serait venue s'incarner dans l'extrême occident de l'Eurasie, pour progressivement investir le monde. Les choses sont à la fois plus simples et plus compliquées.

Il n'y a de réalité sociale qu'historique. Dans la diversité des réalités sociales, l'observateur peut trouver des enchaînements cohérents et réguliers de comportements liés à un petit nombre de motivations et de finalités et caractérisant la manière dont s'opère la reproduction de diverses sociétés, bref des logiques sociales. Comme le langage, le calcul ou le marché, les logiques sociales ont été longuement mûries dans le temps historique, à travers l'incessant commerce des hommes, des groupes et des institutions.

Cela vaut pour les logiques capitalistes, pour le capitalisme dont nous parlons ici : il s'agit de manières de nommer des réalités historiques, des réalités sociales observables dans l'histoire. Un théoricien peut très bien en systématiser la cohérence dans un modèle plus ou moins formalisé ; cela peut aider à la compréhension du phénomène, mais n'ajoutera rien à son existence.

Pour l'économie, comme pour le social et le politique, l'observation historique est première. Or, elle fait clairement ressortir ceci : la maturation et l'affirmation des logiques capitalistes s'est opérée en étroite relation avec la constitution des États-nations modernes. Du XVI^e au XX^e siècle, c'est sous la forme de capitalismes nationaux que s'est constitué, renforcé, imposé ce que l'on nomme aujourd'hui capitalisme.

C'est dans le cadre de quelques États-nations sur la base de marchés nationaux, avec le soutien d'États nationaux, que la logique capitaliste a trouvé des espaces favorables d'implantation et d'expansion ; elle est devenue prédominante dans un petit nombre d'« économies nationales », que l'on peut qualifier d'« économies nationales capitalistes » ou de « capitalismes nationaux ». Et l'histoire du capitalisme, depuis sa formation jusqu'à nos jours, doit nécessairement prendre en compte les générations successives de capitalismes nationaux, leurs concurrences et leurs alliances, leurs affrontements et leurs entrelacements ¹.

En chaque période, le cadre national a constitué un espace privilégié pour se protéger contre les pressions et agressions de capitalismes étrangers et faciliter la construction d'un capitalisme, d'un mixte de capitalisme et d'étatisme ou des économies collectivistes.

Concrètement, un « capitalisme national », lorsqu'il se constitue, dans le cadre de « son » État-nation, tend à utiliser les ressources et la main-d'œuvre de « son » pays et à répondre aux besoins solvables de la société de ce pays. Mais, alors que la société reste principalement enracinée sur son territoire, ce « capitalisme national » va être amené, plus ou moins selon les cas et les périodes, en recherchant des approvisionnements et des débouchés élargis, à se développer en se déployant hors du cadre national où il s'est formé, en utilisant d'autres ressources et en s'adressant à d'autres besoins solvables : le commerce extérieur, l'échange international est longtemps demeuré la principale forme de déploiement hors de son territoire d'un capitalisme national.

Ainsi : 1) le capitalisme s'est historiquement constitué et développé sous la forme de capitalismes nationaux ; 2) la capacité de reproduction élargie propre au capitalisme conduit ces capitalismes nationaux à s'autonomiser par rapport aux sociétés où ils ont pris naissance.

Seule l'analyse historique permet de comprendre, au cas par cas, pourquoi à une période, dans tel ou tel pays, le capitalisme national est difficilement dissociable de l'État-nation au sein duquel il s'est formé (de son État, de ses marchés nationaux et plus largement de la société de ce pays) ² ; et pourquoi à une autre période, dans tel ou tel (autre) pays, la capacité d'autoreproduction du

¹ Voir BEAUD 1981, 1990. Si je rappelle ce fait, c'est en opposition avec la thèse soutenue par I. WALLERSTEIN (notamment 1980), selon laquelle le capitalisme serait d'emblée mondial. Soulignons aussi que des XV^e-XVIII^e siècles au XIX^e et du XIX^e au XX^e siècle les techniques de transport et de communication ont connu de tels bouleversements que la mondialisation a un contenu et une nature profondément différents, disons à la fin du XV^e, à la fin du XIX^e et à la fin du XX^e siècle.

² On pense par exemple au capitalisme des États-Unis à la fin du XIX^e siècle et pendant les deux premiers tiers du XX^e et aux capitalismes d'Asie aujourd'hui.

capitalisme national le conduit à se dissocier, plus ou moins profondément, de « ses » marchés, de « son » État, de « sa » société, de « son » État-nation ¹.

Ce mouvement qui accentue l'autonomisation de l'économie et la dépendance des sociétés à son égard se renforce encore avec les processus en cours de mondialisation.

Mondialisations

[Retour à la table des matières](#)

Beaucoup d'auteurs ont trouvé tout naturel, pendant deux ou trois siècles, que l'on focalise la réflexion sur l'économie nationale, avec son complément : l'économie internationale. Beaucoup, aujourd'hui, trouvent tout aussi normal de privilégier la « mondialisation », jusqu'à, pour certains, oublier ce qu'ils avaient écrit ou enseigné pendant des décennies sur le national et l'international. Ainsi virevoltent les idées quand varie l'air du temps. Si l'on regarde les girouettes, les choses sont simples : dans les années quatre-vingt-dix, la mondialisation s'abatit sur le vaste monde. Mais quelle mondialisation ? Car images et symboles se bousculent.

Il y a, d'abord, indiscutables, les nouvelles mutations technologiques dans les transports, les télécommunications — la numérisation des données entraînant un bond en avant dans la diffusion des bits, supports potentiels de tous signes, caractères, images et sons. En témoignent déjà le foisonnement des communications, informations et événements culturels, et le début des grandes manœuvres de la télédiffusion et du multimédia. En témoignent aussi les dizaines de milliers d'opérateurs de la finance et du négoce travaillant en temps réel sur leurs marchés.

D'immenses possibilités ont été ouvertes ; scientifiques ultraspécialisés, collectionneurs monomaniaques et amateurs de tout genre peuvent désormais entrer en contact sans se rencontrer. Rien cependant qui donne corps à l'image d'un « village planétaire », où chacun pourrait parler à chacun et communiquer avec tous. Trompeuse faribole, qui a pu nourrir les rêves d'esprits crédules et pousser des solitaires malheureux à la recherche d'une « relation vraie » par écrans interposés.

Dans un tout autre ordre, il y a aussi mondialisation dès lors que des activités humaines « dures », énergétiques et chimiques aujourd'hui, demain biologiques, portent gravement atteinte à la reproduction de la planète. Et il y a encore le fait que, leurs implications technologiques et leurs coûts s'élevant, un nombre croissant de stratégies productives et commerciales sont d'emblée

¹ C'est à travers cette grille qu'il convient de lire le livre de REICH 1991, 1993.

conçues et mises en œuvre à une échelle pluricontinentale. Au-delà, le mot mondialisation a une charge idéologique profondément contradictoire : source de quelques espérances, d'innombrables illusions et de beaucoup d'angoisse, rassurant et inquiétant, bénéfique et maléfique, porteur de potentialités, de bienfaits, de maux et de menaces.

En fait, derrière les mutations technologiques, comme derrière les promesses et les mirages, il y a des motivations et des logiques sociales. Derrière les satellites, les nouveaux câblages planétaires (autoroutes de l'information), l'explosion du culturel, les gentils organisateurs d'Internet, il y a d'énormes enjeux. Là encore, l'analyse des dynamiques capitalistes permet de saisir les ressorts profonds de la mondialisation en cours.

Le rôle historique des capitalismes nationaux

[Retour à la table des matières](#)

Reprenons l'enchaînement esquissé plus haut : la logique capitaliste a pris force et vigueur au sein de capitalismes nationaux ; porteuse d'une nécessité de reproduction élargie, elle ne peut rester enfermée dans les limites d'un ensemble social, ni dans les frontières d'un État-nation. L'histoire l'atteste : les capitalismes nationaux ont très vite débordé le cadre de leurs États-nations, à travers les échanges économiques et financiers internationaux, puis avec le développement des firmes multinationales et aujourd'hui avec l'émergence de processus « globaux » (monétaires et financiers notamment).

En effet, si on laisse de côté la continentalisation (à travers laquelle se constituent de nouveaux « espaces étatiques » à la dimension des capitalismes du prochain demi-siècle), l'essentiel de ce que l'on nomme mondialisation recouvre de multiples manifestations de l'expansion à l'échelle du monde des capitalismes nationaux les plus puissants — expansion qui s'opère à travers trois grands types de processus qui ont fait l'objet de nombreuses analyses : l'internationalisation (des échanges, du crédit, des paiements), la multinationalisation (d'entreprises, de banques, d'organismes financiers) et la globalisation (monétaire, financière, culturelle).

L'internationalisation a constitué la forme majeure de l'expansion des capitalismes nationaux du XVI^e siècle à la Seconde Guerre mondiale. Que Sismondi ait évoqué en 1819 le « marché de tout l'univers » et Marx, une vingtaine d'années plus tard, le « marché mondial » ne doit pas faire illusion : ce qui prédomine alors, c'est le développement des activités internationales (commerce, crédit et investissements internationaux) d'un petit nombre d'économies européennes.

La « grande dépression » de la fin du XIX^e suscite recherche de nouveaux marchés, protectionnisme, concentration industrielle et bancaire, investissements à l'étranger et crédit international, avec finalement le partage du monde et l'entrée dans une nouvelle ère technologique. Reprenant le terme qui servait de drapeau aux colonialistes britanniques et américains, Hobson et Hilferding nomment alors cette nouvelle réalité « impérialisme ».

Après la Seconde Guerre mondiale, dans une période marquée par la prééminence américaine, la montée en puissance de l'URSS et la décolonisation, se développe, sur fond de concentration accrue, la multinationalisation des productions et des banques : portée elle aussi par les capitalismes nationaux, la multinationalisation devient la deuxième dimension de la mondialisation.

Les firmes multinationales apparaissent, dans les années soixante-dix, comme le principal vecteur de la mondialisation du capitalisme ¹. On pouvait alors encore clairement distinguer ce qui relevait proprement de l'international (relations entre deux agents autonomes situés sur deux territoires étatiques différents) et ce qui relevait du multinational (échanges et coordinations s'inscrivant dans l'aire d'une grande firme constituée par les filiales et sous-filiales implantées sur plusieurs territoires étatiques différents).

Aujourd'hui une zone mixte s'est constituée. Dans la recherche de toujours plus de souplesse, les entreprises ont multiplié les formes souples de commerce et de coopération avec toute une gamme de partenaires : sous-traitance, accords de coproduction et de partenariat, *joint-ventures*, concessions de licences techniques, etc. Plus que des firmes multinationales, ce qui importe, ce sont donc des réseaux multinationaux, voire des constellations multinationales à géométrie variable, avec un centre stratégique, quelques pôles structurants et d'autres éléments plus ou moins durablement associés.

L'ensemble des processus d'internationalisation et de multinationalisation a contribué à l'accentuation des interdépendances, première manifestation de la mondialisation. Par la concurrence ou par les relations d'échange, par la soumission directe à une firme étrangère ou par les effets d'une association informelle, par la chaîne diverse et sans cesse renouvelée de ces différents types de relations, une proportion croissante d'activités, sur un nombre toujours plus élevé de territoires, est soumise aux effets tantôt d'entraînement, tantôt de remous ² de décisions prises ailleurs dans le monde.

La troisième dimension de la mondialisation, la globalisation, s'est particulièrement concrétisée dans l'ordre monétaire et financier.

¹ Voir MICHALET 1976.

² Nous empruntons ces notions à Gunnar Myrdal.

L'autonomie de la sphère financière

[Retour à la table des matières](#)

Ce que l'on nomme la sphère monétaire et financière s'est développée avec l'abandon du système monétaire international fondé sur des changes fixes, avec les déréglementations nationales, avec la multiplication des opérations de change et des activités financières et boursières, mais aussi avec les nouvelles technologies de télécommunication et de traitement des données : celles-ci permettent non seulement de travailler en temps réel sur toutes les places du monde et d'utiliser des programmes informatiques de suivi de ces marchés et d'aide à la décision, mais encore de concevoir et mettre en circulation de nouveaux « produits financiers », de plus en plus abstraits et sophistiqués, donc de créer de nouveaux marchés permettant de diversifier à l'extrême la gamme des produits offerts à la gestion et à la spéculation financières.

Arbitrages de plus en plus fins et incessantes spéculations sur les taux d'intérêt et les taux de change ; jeux de plus en plus abstraits sur les *futures*, les différentiels, les options... : la sphère monétaire et financière est en train d'enfler puissamment. Les échanges sur les marchés monétaires, financiers et boursiers, qui représentaient deux fois les échanges de marchandises au temps de Keynes, représentent aujourd'hui plusieurs dizaines de fois leur valeur ¹. Les transactions quotidiennes atteignent des chiffres qui donnent le vertige ². Et surtout, les masses financières susceptibles de se déplacer dans un éventuel mouvement de panique sont énormes au regard des réserves des plus grandes banques centrales.

En un sens, cette sphère monétaire et financière concrétise d'une manière presque idéale la tendance contemporaine à la « globalisation ». Un peu comme l'éther pour les quatre éléments, elle est par rapport à l'épaisseur des marchés commerciaux, monétaires, financiers et spéculatifs une manière de quintessence sophistiquée et volatile, où tout finit par s'ajuster, sauf si... Le fait que les crises qui l'ont secouée dans les derniers lustres aient été contenues ou digérées peut être présenté comme rassurant, sans apporter aucune garantie pour l'avenir : l'engrenage d'une grande panique mondiale où d'innombrables acteurs, en cherchant à sauver ce qu'ils peuvent, nourriront le désastre

¹ Le rapport entre les seules opérations d'achats/ventes de monnaies sur les marchés des changes et l'ensemble des opérations liées au commerce mondial de marchandises était de 6 en 1979, de 20 en 1986 et de 57 en 1995 (BEAUD 1989, p. 128-129, et d'après CHESNAIS 1996 et BANQUE MONDIALE 1996).

² Pour le montant brut des opérations de change, 1 300 milliards de dollars par jour en 1995 (CHESNAIS 1996, p. 35) ; à rapprocher du commerce mondial de biens et services, 6 300 milliards de dollars pour l'année 1994 (BANQUE MONDIALE 1996).

commun demeure de l'ordre du possible, avec d'importantes conséquences sur les échanges, les productions, les économies et les sociétés.

Si elle apparaît largement autonome par rapport au fonctionnement des économies productives et marchandes, il faut bien voir que cette sphère monétaire et financière est aussi la résultante de la multiplication des paiements internationaux qu'implique la mondialisation ainsi que des offres et des demandes émanant tant des grands pays capitalistes que des nouveaux pays émergents. Elle s'enracine d'un côté dans leurs besoins de financement, grands déficits et programmes d'investissement, et de l'autre dans les besoins symétriques de placement de leurs épargnants individuels et collectifs, comme des oligarchies et dictateurs enrichis au détriment de leurs pays¹ et des financiers de toutes les mafias et de tous les trafics ; avec le constant souci d'innombrables gestionnaires de chercher les meilleures rentabilités en limitant au mieux les risques, tandis que d'inévitables spéculateurs demeurent en permanence à l'affût.

Travaillée par les relations complexes entre monnaies nationales et comptes extérieurs des nations, finances publiques et politiques économiques et sociales des États, stratégies financières des multinationales, des gestionnaires et des spéculateurs, cette sphère monétaire et financière peut, plusieurs décennies d'histoire l'attestent, être prise dans une tourmente², susceptible d'entraîner monnaies et économies nationales, gains potentiels et placements vitaux, avec d'immenses répercussions économiques et sociales.

Au total, les processus de mondialisation, en accentuant les interdépendances, renforcent encore les menaces de la nouvelle fatalité économique. Car s'est mise en place une situation tout à fait nouvelle dans l'histoire : des sociétés de plus en plus dépendantes de l'économie ; les États, les entreprises, les activités territorialisées de plus en plus tributaires des tensions et des soubresauts d'une pluralité de réseaux multinationaux et mondiaux, productifs, commerciaux, monétaires, financiers, dont nul n'est en mesure de maîtriser les dynamiques. Avec, en schématisant à l'extrême :

— d'un côté, le délitement d'un « ancien régime économique et social » caractérisé par un système (productif, bancaire, monétaire, financier) national

¹ Dans les années quatre-vingt, pour treize pays fortement endettés du tiers monde, les avoirs à l'étranger estimés comme correspondant aux fuites de capitaux représentaient 40 % à 50 % du stock de la dette extérieure de ces pays (UNCTAD 1993, p. 66).

² Trois alertes sérieuses en témoignent, la crise boursière américaine de l'automne 1987, les attaques spéculatives contre des monnaies du système monétaire européen de 1993 et la crise monétaire et boursière mexicaine de 1994 : les optimistes peuvent ainsi penser que l'on saura toujours éviter le pire ; les pessimistes peuvent craindre qu'une autre fois les digues seront emportées.

territorialisé, lieu d'interdépendance entre des couches ou castes dirigeantes, un État et le peuple producteur ;

— et, de l'autre, l'émergence d'un « nouveau régime économique et social » caractérisé par une intrication d'interdépendances (productives, commerciales, monétaires, financières), sans aucune structure en charge de la responsabilité de l'ensemble.

Le poids des très grandes firmes

[Retour à la table des matières](#)

Dans les économies qu'à observait, Fernand Braudel distinguait la sphère du marché et celle du capitalisme, où règnent les grandes entreprises. De même, pour la mondialisation, il convient de distinguer le tout-venant de l'internationalisation et de la multinationalisation, où l'on trouve d'innombrables acteurs même petits ou moyens, et la sphère du capitalisme des oligopoles, avec les très grandes firmes, leurs réseaux et leurs galaxies.

Les dynamiques majeures de la mondialisation sont en effet l'affaire des grands. Le poids du chiffre d'affaires des deux cents premières firmes mondiales dans le produit mondial était de 17 % en 1960, 24 % en 1984, 31 % en 1995 ¹. Avec les ensembles multinationaux qu'elles ont constitués, ces très grandes firmes réalisent ou dominent une part majoritaire (entre la moitié et les deux tiers) de la production et du commerce du monde.

En 1995, les « 500 » ² — 500 plus grandes entreprises (industrie et services) du monde — employaient plus de 35 millions de salariés ³ : représentant plus de 32 000 milliards de dollars d'actifs, elles ont fait près de 11 400 milliards de dollars de chiffre d'affaires et réalisé plus de 320 milliards de dollars de profits ⁴. Les seuls profits des « 500 » sont supérieurs à la somme des produits bruts de quarante-trois pays à faibles revenus (Chine et Inde non comprises) : 304 milliards de dollars, pour un peu plus d'un milliard d'habitants ⁵. Et leurs chiffres d'affaires représentent près de la moitié (47 %) du produit mondial ⁶ ; ils sont plus de deux fois supérieurs aux produits bruts des cent sept pays à revenus faibles (Chine et Inde comprises) et

¹ Voir BEAUD 1989, p. 59, « (The) Fortune Global 500 » 1996, et BANQUE MONDIALE 1995.

² « (The) Fortune Global 500 » 1996.

³ Ce chiffre se situe entre celui de la population active de la France (26 millions) et celui de l'Allemagne (42 millions) (BANQUE MONDIALE 1995, p. 231).

⁴ « (The) Fortune Global 500 » 1996, p. 72.

⁵ BANQUE MONDIALE 1995, p. 182.

⁶ Voir « (The) Fortune Global 500 » 1996 et BANQUE MONDIALE 1995.

intermédiaires ¹ : 5 133 milliards de dollars pour plus de quatre milliards et demi d'habitants ².

Pour chaque produit « mondial », pour chaque marché « mondial », les grands choix stratégiques sont l'affaire de trois à douze firmes. Au total, quelques centaines de firmes. C'est un petit nombre d'oligopoles capitalistes qui portent la « mondialisation » des marchandises phares.

Cette mondialisation, ignorant elle aussi les besoins non solvables, recouvre essentiellement la carte des populations à revenus et pouvoir d'achat. Mais ses effets de remous, susceptibles de détruire des systèmes productifs et marchands locaux, débordent cette carte. La mondialisation concerne donc au premier chef quelques— centaines de millions de consommateurs, mais elle préstructure beaucoup plus largement les modes de consommation, de vie, de production des prochaines décennies. Certes, il restera des « niches », des créneaux, de l'imprévu, de l'urgence où l'esprit d'entreprise national et local pourra intervenir. Mais, dès aujourd'hui, dans dix à quinze secteurs cruciaux, le cadre se met en place sous l'action de très grandes firmes qui presque toutes ont leurs racines dans les grands capitalismes nationaux.

La quasi-totalité (94 %) des cinq cents firmes évoquées plus haut appartient aux pays de la Triade ³. Indéniablement, les très grandes firmes de la Triade sont les principaux acteurs stratégiques de notre temps. Leurs nouvelles formes organisationnelles multinationales (firmes, réseaux, galaxies) leur permettent de jouer au mieux de la disparité du monde : obtenir commandes et soutiens de « leur » État, tout en échappant aux charges et réglementations les plus contraignantes ; bénéficier des nouveaux marchés d'investissements et de consommation des pays émergents et de leurs commandes d'État ; et pour les productions polluantes ou réalisées avec des conditions de travail très dures et de très bas salaires, laisser à des partenaires le soin de trouver les fournisseurs idoines.

Enfin, dans chaque secteur, ces firmes sont en petit nombre. Leur espace de visibilité et d'action est strictement cadré (produits, marchés, concurrents, profits) et ne laisse guère de place aux états d'âme éthiques ou humanistes — sauf, éventuellement, pour la « communication ». Presque toutes ont intégré dans leurs stratégies la maîtrise des nouvelles technologies pour concevoir des marchandises susceptibles de renouveler, pour mieux les maîtriser, les marchés de demain.

¹ Quarante-cinq pays à faible revenu (Chine et Inde comprises) et soixante-deux pays à revenu intermédiaire.

² BANQUE MONDIALE 1995, p. 182-183.

³ 170 sont d'Europe occidentale, 159 d'Amérique du Nord et 141 du Japon (voir « [The] Fortune Global 500 » 1996).

Les grands capitalismes nationaux ont marqué le XIX^e siècle et les deux premiers tiers du XX^e. L'emprise multiforme d'un capitalisme pluricontinental et mondial dominé par un petit nombre de très grandes firmes marquera-t-elle le XXI^e siècle ? Autre dimension du basculement du monde.

Le libéralisme des puissants

[Retour à la table des matières](#)

La mondialisation en cours est placée sous le signe du libéralisme. Certains, des grands organismes financiers mondiaux aux fractions de combat des patronats, en font un drapeau. D'autres, après avoir combattu l'impérialisme et le néocolonialisme, en font le nouveau Grand Satan.

Dans le monde anglo-saxon, deux grandes positions libérales s'opposent. La première est le « libéralisme classique » qui, de Ricardo à Friedrich von Hayek, fait confiance au marché dès lors qu'y règne une suffisante concurrence, l'État n'ayant à assumer qu'un petit nombre de missions bien délimitées. Ce libéralisme a une forme dégénérée, le « libéralisme doctrinaire », qui se reconnaît dans des slogans simples : « État minimum », « laisser faire, laisser passer », « enrichissez-vous »... La seconde — plutôt réformiste et démocrate, fondamentalement opposée aux conservatismes — est le « libéralisme éclairé et responsable », assez bien personnifié par le Keynes de la *Théorie générale*, qui proposait des mesures étatiques assez radicales pour sauver l'économie de marché et la démocratie, face à la double menace du bolchevisme et du nazisme.

De toutes les politiques libérales menées récemment en Occident, celle de Mme Thatcher a certainement été la plus proche de la forme « doctrinaire » : réduction du champ d'intervention de l'État et du secteur public, privatisation, dérégulation, amoindrissement de la protection sociale, attaques contre les syndicats... La politique de Reagan, elle, a été beaucoup plus hétéroclite : avec des coupes importantes dans les dépenses sociales, des réductions d'impôts et un creusement important des déficits publics. Depuis Reagan, les dépenses fédérales sont restées élevées ; la défense des intérêts américains est demeurée l'axe fort de toute la négociation sur le commerce mondial. Et peu à peu s'est affirmé, sur fond de discours libéral, un néomercantilisme, nouveau nationalisme économique, qui met en avant la défense de l'intérêt national, l'impératif de compétitivité et la mise en œuvre de « politiques commerciales stratégiques » : une sorte de libéralisme du plus fort.

En Europe, le point de vue libéral s'est largement imposé dans le débat idéologique, a pénétré la haute administration et même imprégné les discours de gauche. Mais l'intervention de l'État est demeurée multiforme. Les corporatismes solidement établis n'ont pas été mis en cause, et nombre d'acquis

sociaux, dès lors qu'ils étaient défendus, ont été respectés. C'est donc par « retouches et entailles » successives que l'inflexion libérale s'est, le plus souvent, concrétisée. Elle a été, dans l'ensemble, limitée, à la fois à cause de la pression des organisations syndicales et des réactions du monde du travail et du fait qu'aucun gouvernement, mis à part celui de Mme Thatcher, ne s'est engagé dans une politique de remise en cause radicale et systématique des principes et des institutions régissant les relations de travail et la protection sociale.

En Asie, le credo libéral s'est intégré au discours international obligé. La concurrence peut, en certains domaines, être sans merci ; mais dans tous les pays qui bénéficient de fortes croissances, c'est l'action combinée de l'État, de quelques familles et de quelques groupes qui est déterminante — avec, en Chine, le rôle d'éléments de l'appareil d'État (en particulier de l'armée), de familles et de réseaux mafieux.

Dans ce contexte général, deux « non-actions » paraissent devoir être relevées. En premier lieu, nulle part, contrairement aux préceptes du libéralisme « classique », la nouvelle vogue libérale ne s'est accompagnée d'une redéfinition claire du rôle et des responsabilités de l'État — ou des nouvelles formes étatiques pluri- ou internationales.

En second lieu, nulle part, sauf peut-être d'une certaine manière dans le cadre de la Communauté (puis l'Union) européenne, n'a été menée une véritable politique antitrust, laquelle avait constitué un élément majeur des grandes « politiques libérales » antérieures. Ce qui est paradoxal quand on voit l'énorme poids des très grandes firmes aujourd'hui.

Ainsi se dégagent quelques traits des libéralismes des années quatre-vingt/quatre-vingt-dix : à la revendication « doctrinaire », parfois dogmatique, de « moins d'État » correspond un très grand pragmatisme, tant dans le désengagement de l'État que dans les mesures de déréglementation. L'allègement des prélèvements bénéficie principalement aux revenus du capital et aux hauts revenus. La concentration et le pouvoir des très grands groupes ne sont pas mis en cause. Au contraire, dans le contexte de la compétition mondiale, chaque État a tendance à soutenir « ses » grandes entreprises. À l'échelle mondiale, avec la compétitivité à tout prix ¹ et l'« attractivité » comparée des nations ² sont désormais mis en compétition non seulement les firmes, mais aussi les États, les territoires, les sociétés ³.

¹ GROUP OF LISBON 1993.

² MICHALET 1994.

³ Thème d'un séminaire du GEMDEV (Groupement d'intérêt scientifique Économie mondiale, tiers monde, développement) du 30 janvier 1995.

C'est finalement la mondialisation qui pèse le plus : en entraînant la diversification des concurrences et l'accentuation des contraintes extérieures, elle renforce, dans chaque pays, la revendication de moins de réglementation. Elle sert à justifier de nouvelles mesures nationales de déréglementation et facilite aussi la mise en cause, par les fractions les plus dures du patronat, de divers pans du compromis social de l'après-guerre. Elle permet enfin de donner un caractère apparemment inéluctable à l'alternative offerte à de larges fractions du monde du travail : chômage massif ou flexibilité des salaires, notamment des bas salaires.

Pressions sur les salaires et l'emploi — et aussi sur les sans-emploi et les sans-salaire — dans les principaux pays capitalistes ; réductions brutales de pouvoir d'achat imposées, à travers des programmes d'ajustement structurel, aux populations de pays du tiers monde déséquilibrés par des politiques inefficaces ou de mauvaises gestions — alors que les oligarchies ou les dictateurs qui avaient pillé les richesses de ces pays ou détourné l'aide internationale n'étaient pas mis en cause ; baisse du niveau de vie pour les secteurs les plus vulnérables des populations des pays de l'Est, à la suite de réformes engagées sans véritable prise en compte de la dimension sociale : le couple libéralisme-mondialisation a été utilisé dans le monde entier pour faire supporter des sacrifices accrus aux composantes les plus désarmées des sociétés et pour obtenir la réduction des contraintes pesant sur les entreprises, leurs dirigeants et les détenteurs de capital.

L'affirmation dogmatique des thèmes libéraux avait permis de déblayer le terrain. Le pragmatisme a permis de contourner les obstacles les plus importants, d'éviter les affrontements incertains, mais aussi de ne mettre en cause ni la concentration ni la domination des grands groupes. En définitive, le libéralisme des années quatre-vingt/quatre-vingt-dix a une dimension bien réelle, l'élargissement des champs d'action et de la liberté de jeu des acteurs les plus puissants : États dominants du monde et États forts des moyennes puissances, très grandes firmes avec leurs dirigeants et actionnaires principaux, grands opérateurs financiers internationaux, mais aussi, en contrepoint, mafias et grandes organisations criminelles qui foisonnent partout où l'affaiblissement ou la crise de l'État laisse le champ libre.

Doctrinaire en paroles, pragmatique dans l'action, le libéralisme actuel a un net penchant à délaissier les défavorisés et à soutenir les forts ; il peut être caractérisé par cette formule : « Plus de liberté pour les puissants. » Or, on l'a vu, jamais dans le monde les puissants n'ont été aussi puissants. Jamais la concentration des moyens et des pouvoirs n'a été aussi grande.

Au total, l'offensive libérale des années quatre-vingt/quatre-vingt-dix a certainement contribué à accentuer tant la soumission des sociétés à l'économie que la dépendance des économies nationales au capitalisme

multinational/mondial. Mais loin d'entamer la puissance des centaines de firmes actuellement prédominantes, elle a plutôt contribué à la consolider.

L'accentuation des disparités

[Retour à la table des matières](#)

Le terme mondialisation peut être trompeur. Car c'est principalement la tendance à l'unification, voire à l'uniformisation, à l'échelle du monde, qu'il évoque. Cette tendance existe certes : en témoignent Coca-Cola, McDonald's ou CNN (trois « produits » américains), quelques chaînes de grands hôtels internationaux et la vogue actuelle du téléphone portable. Plus fondamentalement, elle résulte des systèmes de normes mondiales, négociées entre les grandes firmes pour des gammes de produits à venir.

Mais la mondialisation se traduit aussi par la multiplication des interdépendances et elle entraîne une accentuation des différences et des disparités. Chaque producteur individuel est pris dans un réseau de fournisseurs et de clients ; réseau qui se densifie pour une entreprise moyenne et se démultiplie pour un district productif ou un pays. En témoigne la multiplication des difficultés qu'ont entraînées dans différents pays d'Europe la paralysie du réseau ferroviaire en France à la fin de 1995 et la grève des routiers à la fin de 1996.

Mais surtout, du fait de ces interdépendances, chaque processus va entraîner plusieurs chaînes d'effets, directs et indirects, positifs pour certains, négatifs pour d'autres destruction d'activités de subsistance traditionnelles ici effets d'entraînement sur la production et l'emploi ailleurs. Des consommateurs de nombreux pays peuvent trouver des produits de haute technologie à des prix bas et en baisse, « grâce » à l'emploi intensif d'une main-d'œuvre sous-payée dans des pays où sont interdits grèves et syndicats. De nouvelles activités surgissent, suscitant investissement et création d'emploi. Mais des activités concurrentes sont créées ailleurs qui les mettent en difficulté : d'où la fermeture d'entreprises et plus de chômage. Appauvrissement et enrichissement s'entrelacent et le destin d'un monde disparate se tisse dans l'entremêlement sans cesse renouvelé d'attentes d'un avenir meilleur et de désespérances.

Si la mondialisation peut toucher, directement ou indirectement, presque tous les humains, seuls un milliard et demi d'entre eux y participent comme producteurs, épargnants ou consommateurs. Elle paraît bénéfique pour quelques centaines de millions de titulaires de revenus, qui peuvent accéder à des produits des cinq continents aux prix les plus serrés possible (à condition de ne pas être un de ces cadres de multinationales qui apprend un lundi matin que son emploi a été supprimé). Elle peut apparaître comme positive pour des

jeunes d'une région rurale d'un pays pauvre à qui un employeur local va proposer des emplois ; mais pour combien de temps ?

Dans un monde inégal et disparate, le jeu des interdépendances se traduit par une multitude d'évolutions contrastées, hétérogènes, discordantes et finalement par une accentuation du caractère inégal et disparate du monde.

À première vue, les puissants acteurs de la Triade (ensemble des trois grands pôles capitalistes : Amérique du Nord, Japon, Europe occidentale) — grands États, très grandes firmes, grands opérateurs des marchés monétaires et financiers — sont les mieux placés pour tirer parti de la mondialisation. Mais les premiers, les grands États, n'ont pas encore pris la mesure des difficultés qui sont devant eux, du fait des distorsions croissantes entre les réalités territoriales qu'ils ont en charge (économie territoriale, monnaie, société, environnement) et les dynamiques multinationales et mondiales de firmes et de groupes qu'ils se doivent de soutenir dans les affrontements mondiaux. De leur côté, les grands opérateurs financiers sont en permanence soumis au dilemme de savoir jusqu'où il est permis d'aller trop loin ou d'être trop prudent.

Il y a aussi la grande diversité des autres États-nations capitalistes et des États des autres grands pays du monde ou des pays particulièrement dynamiques — ainsi que les grandes entreprises nationales et les principaux secteurs économiques de ces pays. S'agissant des effets de la mondialisation sur eux, beaucoup dépend de quelques points cruciaux :

- le degré de cohérence entre l'État et la société ;
- la capacité de l'oligarchie à s'investir dans l'avenir du pays qu'elle dirige ;
- la capacité de l'État, des grandes familles dirigeantes et des grandes firmes à définir et à mettre en œuvre une stratégie pour le pays dans les remous de la mondialisation.

Enfin, on trouve une large variété de pays faibles ou affaiblis, pauvres ou appauvris, plus ou moins reliés aux marchés mondiaux, avec des sociétés plus ou moins cohérentes et des États plus ou moins efficaces : la richesse ostentatoire des dirigeants coexiste avec la *lumpen*-modernité d'étendues urbaines déshéritées ; une noire misère peut jouxter d'artificiels complexes touristiques ; on peut y trouver les plaies ou les cicatrices de brutales exploitations, forestières, minières, énergétiques ou agricoles. Mais sans doute y a-t-il aussi des pays, des quartiers et des régions où tout ne va pas mal.

Pour l'ensemble, finalement, une ligne de démarcation décisive passe entre ceux qui ont une stratégie dans la mondialisation et ceux qui n'en ont pas. La houle et les remous peuvent être les mêmes, les premiers (ceux qui ont une

stratégie) réussissent à trouver courants et opportunités favorables, tandis que les seconds sont ballottés, entraînés, chahutés, tournés et retournés. Et la mondialisation contribue à accentuer disparités et inégalités.

Le règne de l'argent et de la marchandise

L'argent roi

[Retour à la table des matières](#)

C'était dans les années quatre-vingt, en Chine. Le gouvernement commençait à admettre certaines tolérances pour l'enrichissement individuel. Près d'un petit lac, des collégiennes appelaient à l'aide : une de leur camarade était en train de se noyer. Pressé d'intervenir, un homme tergitverse : « Combien me paierez-vous ? »

À la même époque en Afrique noire, des jeunes gagnent considérablement plus, en deux ou trois trafics transfrontaliers, que leur père en une année de labeur.

Au tournant des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, dans un Moscou où coexistaient nouveaux riches et files d'attente aux magasins, des enfants gagnent, en quelques relais dans une file d'attente, plus que leurs parents (ou leurs enseignants) en un mois de travail.

Japon : les télévisions ne savent plus qu'inventer pour « accrocher » leurs clients ; un million de dollars a été dépensé pour organiser un concert de piano de quatre minutes dans un désert australien.

Italie : des pédophiles, auteurs de viols et criminels sadiques reçoivent de substantiels cachets de Canale 5 pour venir raconter leurs crimes devant les caméras.

États-Unis : pour leur financement, les politiques font feu de tout bois ; sous les Clinton, un don de 750 000 dollars au parti démocrate peut valoir une invitation pour une nuit à la Maison-Blanche.

Russie : « Une grande règle est désormais ancrée celle qui veut que tout s'achète, des bulletins de vote à la justice et à la probité des médias, en passant par les fonctionnaires et les tueurs professionnels ¹. »

¹ *Le Monde*, 24-25 novembre 1996.

France : dans les dernières décennies, ont été déclarées constructibles (et des immeubles y ont été construits) des zones connues comme dangereuses du fait des risques d'avalanches ou de crues violentes.

Formule 1 : le champion automobile Jacques Villeneuve déclare : « C'est un cercle vicieux, puisqu'il faut tellement d'argent pour être compétitif que la recherche de budgets, puis ensuite les obligations à rendre aux sponsors prennent souvent le pas sur le reste ¹. »

Journalisme : selon le sujet, le degré de scabreux ou de scandaleux, des clichés se négocient de quelques dizaines de milliers à quelques millions de francs.

Dessous-de-table perçus par des chirurgiens, résistance des laboratoires français à la diffusion des médicaments génériques, produits maintenus en vente pour des motifs économiques, alors qu'était mise en cause leur innocuité : le milieu médical est tellement soumis aux contraintes de la rentabilité que la relation médecin-patient n'a plus grand-chose à voir avec l'idéal d'Hippocrate. Une femme médecin québécoise oppose médecine de santé et médecine de maladie : selon elle, cette dernière est au cœur des systèmes de soins qui, des laboratoires aux praticiens, sont dominés par l'argent ².

500 milliards de dollars, soit 2 % du produit mondial : telle est l'évaluation du montant annuel du blanchiment financier de l'argent acquis illégalement (trafics de drogue et d'armes, prostitution, corruption) que propose une étude du FMI de juin 1996 ³. 500 milliards de dollars, c'est, selon Hervé de Carmoy, le montant des revenus de la drogue qui entreraient chaque année dans les circuits mondiaux de l'argent : « Ces estimations, bien que considérables, sont pourtant probablement en dessous de la réalité. [...] Face à ces sommes colossales, le secteur bancaire est dans de nombreux cas poreux ⁴. » Litote de banquier ?

Avant de raconter à son petit-fils l'histoire de K. — une histoire « dont le héros est l'argent » —, le grand-père le prévient : « Aujourd'hui l'argent est nu. Nulle idéologie, nulle croisade ne l'habille. C'est l'argent pour l'argent ⁵. » Réfléchissant sur le devenir des sociétés, le psychanalyste Eugène Enriquez en dit un peu plus : « Le meurtre de Dieu et du Roi a sonné le glas du sacré transcendant et permis l'émergence d'un sacré laïcisé : l'argent. Le signe monétaire a pour caractéristique d'être à la fois immanent à la vie des hommes

¹ *Le Monde*, 15-16 septembre 1996.

² Guylaine LANCTÔT, *La Mafia médicale*, Coaticook, Voici la Clef, 1994.

³ *Le Monde*, 31 juillet 1996.

⁴ CARMOY 1995, p. 221.

⁵ VASSILIKOS 1994, p. 16.

— il est près d'eux, il circule entre eux et, pouvons-nous dire, en eux — et *transcendant* dans la mesure où il devient le principe ordonnateur de toutes choses ¹. »

L'argent, « sacré laïcisé » : on consacre à sa célébration, à son service, à sa circulation, à sa mise en valeur et à son culte plus d'intelligence, de moyens techniques et de ressources qu'à secourir la misère, le dénuement et la détresse des hommes en difficulté dans le monde.

L'argent, critère : logiques implacables, lois du marché, compétition entre individus, concurrence internationale, les vaincus n'ont à s'en prendre qu'à eux-mêmes. Ne se sont-ils pas révélés trop vieux, trop faibles, incapables, inaptes ? Car nul ne peut être accusé d'avoir porté le fer contre eux. Nul n'est responsable, nul n'est coupable.

L'argent, principe ordonnateur de toutes choses : une famille aisée va pouvoir, pour le sauver, payer la greffe d'un rein à l'un des siens. Elle ignorera sans doute qu'un paysan pauvre d'un pays pauvre a vendu ce rein pour nourrir sa famille quelques mois ; dans la plupart des cas, cette famille n'aurait certainement pas, si elle l'avait rencontré, pris ce rein à ce paysan.

Financement des campagnes politiques et des partis, circulation des hiérarques entre les sphères politique, publique et privée, dérivation (parfois détournements) des fonds publics et des subventions, sociétés d'économie mixte, partenariat, sponsoring, fondations, associations : l'argent sacralisé permet toutes les imbrications, le mélange des mobiles et des genres, le foisonnement des situations floues et, avec elles, des tentations, dérapages, offenses à la morale et atteintes aux règles et au droit.

Secteur public et intérêts privés, milieux politiques, mafieux et criminels, mondes des affaires, des sports, des spectacles, des médias, des trafics et du crime interfèrent et s'interpénètrent sous la houlette de l'argent roi — comme le révèle, par bribes, le feuilleton des scandales, des mises en examen et de certaines sagas criminelles. Presque partout, les démocraties ont besoin que soient restaurés les principes et les règles de la démocratie, et que les institutions qui en ont la charge, comme les citoyens électeurs, retrouvent le courage d'en imposer le respect. « N'as-tu point honte de rester ainsi bouche bée devant l'argent ? Allons ! Contemple l'univers : tu y verras des dieux sans avoir qui donnent tout sans rien posséder ² » : sublime interpellation de Sénèque qui, quand il put en jouir, ne dédaigna ni les fastes ni le luxe.

¹ ENRIQUEZ 1983, p. 316-317.

² SÉNÈQUE, 1962, p. 674.

Nos aïeux ont fait reculer ou ont renversé les pouvoirs absolus. Nos grands-parents et parents ont accompli, dans le cadre des sociétés capitalistes industrielles, d'importantes avancées démocratiques et sociales. Nous avons eu, avec les nouvelles technologies, la possibilité de nouveaux champs de libération. Mais nous voici en moins d'une génération pris dans les filets d'une marchandisation dominant toute la vie sociale ; avec un nouveau souverain absolu : l'Argent. Et une capacité d'organiser la résistance, puis la reconquête de nos libertés d'autant plus faible que nous avons intériorisé cette prédominance : en intégrant peu à peu, dans nos raisonnements, la réduction calculatrice de l'économie unidimensionnelle.

La réduction calculatrice

[Retour à la table des matières](#)

Les assureurs ont probablement commencé : ne leur fallait-il pas évaluer le « prix » d'une vie, d'une jambe ou de la vue ? Après la guerre, des ingénieurs ont poursuivi dans le même sens : ne fallait-il pas évaluer le prix d'une vie humaine pour décider de l'opportunité d'aménager un carrefour dangereux ¹ ?

Plus récemment, un économiste senior à la Banque mondiale a poussé le bouchon plus loin : début 1992, la presse anglo-saxonne a publié, pour en dénoncer le fond, des extraits d'une note de Lawrence H. Summers : « La Banque mondiale ne devrait-elle pas encourager une migration plus importante des industries polluantes vers les pays moins avancés ? [...] J'ai toujours pensé que les pays sous-peuplés d'Afrique étaient largement sous-pollués. [...] Le calcul du coût d'une pollution dangereuse pour la santé dépend des profits absorbés par l'accroissement de la morbidité et de la mortalité. De ce point de vue, [...] la logique économique qui veut que des masses de déchets toxiques soient déversés là où les salaires sont les plus faibles est imparable ². » Summers mérite sans doute mieux ³ que la piètre réputation que lui valut ce texte — qu'il tenta de justifier en le présentant comme « parodique ».

Parodique ou « maladroite », sa note est révélatrice dans une période où le politique, l'éthique, l'idéal sont dévalorisés, l'économique s'impose comme principale référence. Car quand s'érodent et les valeurs susceptibles de fonder le choix de finalités, et les volontés individuelles et collectives, reste le calcul économique — l'aune indiscutable de l'argent — qui permet de couvrir des

¹ Il ne s'agit pas ici de nier la nécessité de choix ni celle de méthodes de choix. Mais nous pensons que la qualité du choix, du débat et de la décision ne gagne pas à tout réduire en termes monétaires.

² Voir *The Economist*, 8 février 1992, le *Financial Times*, 10 février 1992, *Courrier international*, 20 février 1992.

³ James M. POTERBA, « In Honor of Lawrence H. Summers, Winner of the John Bates Clark Medal », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 9, 1995, n° 1, 165-182.

habits de la rationalité aussi bien certaines décisions que l'indécision et l'irresponsabilité. Or, au cours des dernières décennies, a précisément émergé et s'est affirmée, dans le champ de la science économique universitaire, une nouvelle attitude : l'application du calcul économique a des questions traditionnellement situées hors du champ de l'économie.

Cela a débuté avec l'élargissement de l'analyse néoclassique (avec sa rationalité calculatrice considérée comme commune à tous les agents) à des champs nouveaux se situant dans la proximité des champs traditionnels de l'économie : le capital humain et l'information. Gommant l'homme et réduisant l'individu, le concept de « capital humain ¹ » permet d'analyser les choix individuels en matière d'éducation, de formation et de santé sur la seule base du calcul économique standard. De même pour l'information d'un agent économique ², dès lors qu'on la réduit au couple avantages qu'elle procure — coûts qu'impliquent sa recherche et son acquisition.

Le pas majeur a été franchi par Gary Becker et Jacob Mincer qui élargirent l'application de l'approche réductionniste du postulat de la rationalité calculatrice de l'agent à une très large gamme de comportements humains. Ainsi, selon eux, les activités criminelles sont le simple fruit d'un calcul rationnel, dans lequel sont comparés les bénéfices attendus et les coûts (le risque de se faire prendre et condamner). De même, des décisions telles que celles de se marier, d'avoir des enfants, de mettre fin au mariage par un divorce, aussi bien que le partage des tâches à l'intérieur d'un ménage, peuvent s'analyser simplement comme résultant de la comparaison rationnelle des coûts et des bénéfices.

Mais laissons parler Gary Becker : « À un niveau abstrait, l'amour et les autres liens d'ordre émotif tels que l'activité sexuelle ou de fréquents contacts rapprochés avec une personne particulière peuvent être considérés comme des marchandises domestiques particulières non commercialisables, et il n'y a pas grand-chose à ajouter à l'analyse, [menée] dans la première partie [du livre], de la demande de marchandise ³. » Dès lors, une personne se marie « quand l'utilité attendue du mariage est supérieure à celle de l'état de célibataire ou à celle qu'elle retirerait d'une recherche supplémentaire pour un compagnon plus approprié » (p. 10) ; « puisque les hommes et les femmes sont en compétition lorsqu'ils cherchent un compagnon, on peut supposer qu'il existe un marché du mariage » (p. 206). Dès lors, grâce aux lumières de la science économique, s'éclaire ce domaine que psychologues, sociologues et romanciers n'avaient fait qu'obscurcir : « Les gains tirés du mariage dépendent aussi de caractères tels

¹ Construit notamment par Jacob Mincer, Theodore W. Schultz et Gary Becker (voir BEAUD et DOSTALER 1993, p. 159 *sq.* ; 1996, p. 183 *sq.*).

² Avec les travaux pionniers de George J. Stigler.

³ Gary BECKER, *The Economic Approach to Human Behavior*, University of Chicago Press, 1976, p. 233.

que la beauté, l'intelligence et l'éducation qui affectent la productivité non marchande aussi bien que, peut-être, les possibilités marchandes. [...] Cela aide probablement à expliquer pourquoi, par exemple, des personnes moins attirantes ou moins intelligentes sont moins susceptibles de se marier que des personnes plus attirantes ou plus intelligentes » (p. 214).

Il ne s'agit là ni d'une parodie ni d'une curiosité atypique et marginale dans l'univers réputé sérieux des distingués économistes. D'abord, G. Becker a reçu en 1992 le prix de sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel — couramment et abusivement nommé « prix Nobel » —, ce qui le place au tout premier rang des éminents représentants de la profession. Ensuite, les développements de spécialisations telles que la « nouvelle économie de la famille ¹ » ou l'économie du crime et du châtement ² participent d'un mouvement de pensée beaucoup plus large : l'élargissement, potentiellement à tous les champs de la décision humaine, de l'analyse en termes d'*homo oeconomicus* et des choix fondés sur le seul calcul des coûts et avantages ³. En bref : tout peut se réduire à un échange, donc à un calcul économique élémentaire. Aider ou non son père ou sa mère à ranger la vaisselle ; voler ou ne pas voler ; importuner ou non le voisinage ; se montrer charitable ou indifférent : tout dilemme peut se traiter par un calcul de coûts-avantages. L'idée sous-jacente est que toute dimension de la totalité sociale peut se réduire à des relations élémentaires que sait traiter la science économique. Bel exemple de négation de la complexité.

Enfin, ce type d'analyse s'est développé dans une période où l'idéologie libérale reprenait le dessus tandis que s'intensifiaient et se densifiaient les réseaux des rapports marchands et des rapports d'argent. Et il contribue à accréditer l'idée que la société n'est qu'un marché, que chaque décision peut résulter de la comparaison d'un avantage et d'un coût, que tout s'achète et se vend, que seul compte l'argent.

Si l'on se rappelle le propos prêté à James Meade : « J'ai essayé toute ma vie de devenir un économiste ; mais le bon sens m'a empêché d'y parvenir

¹ Gary BECKER, *A Treatise on the Family*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1981.

² Gary BECKER « Crime and Punishment : An Economic Approach », *Journal of Political Economy*, vol. 76, 1968, p. 196-217 ; Gary BECKER et William M. LANDES (dir.) *Essays in the Economics of Crime and Punishment*, New York, Columbia University Press, 1974 ; voir aussi I. EHRLICH, « The Deterrent Effect of Criminal Law Enforcement », *Journal of Legal Studies*, vol. 1, 1972, p. 259-276.

³ Comme le note J. HIRSHLEIFER, avec ce type d'approche, « il n'y a qu'une seule science sociale. Ce qui donne à la science économique son pouvoir d'invasion impérialiste est le fait que nos catégories analytiques — rareté, coût, préférence, opportunité — sont véritablement d'applicabilité universelle. [...] Ainsi la science économique constitue la grammaire universelle de la science sociale » (« The Expanding Domain of Economics », *American Economic Review*, vol. 75, n° 6, 1985, p. 53).

entièrement », on peut espérer que — par bon sens ou jugement éthique — nombreux seront ceux qui rejeteront une approche qui invite à apprécier chaque phénomène, chaque décision à la seule aune du calcul réductionniste d'une économie unidimensionnelle. Et cela dans une période où l'économie, le marché, l'argent tendent à s'emparer de tout, à tout dominer.

Le règne de la marchandise

[Retour à la table des matières](#)

Un enfant et son père se promènent dans la campagne. Soudain l'enfant s'arrête inquiet et demande : « Dis, Papa, à qui on paie ? » Parcs de loisirs, pistes de ski de fond à péage, plages payantes,... de moins en moins d'activités de plein air échappent à l'argent.

L'eau de la fontaine était gratuite. Dans les villes, des porteurs d'eau en vendirent, assez tôt, la livraison. Aujourd'hui, la production de l'eau potable est devenue une activité économique à part entière : l'eau du robinet est payante parce qu'elle est devenue une marchandise produite. Et la vente (en bouteilles, bonbonnes ou « fontaines » pour les collectivités) des eaux minérales ou « de source », progresse dans tous les archipels d'opulence de notre monde ; tandis que, dans nombre de bidonvilles, le contrôle d'un robinet d'eau douteuse est occasion de racket.

En même temps, le tourisme moderne et certaines formes d'irrigation gaspillent l'eau. Certaines firmes, certains États n'en ont cure, au grand dam des populations qui voient se raréfier ce bien essentiel entre tous. Mais qui, dans les villages ou les bidonvilles d'Asie du Sud, du Moyen-Orient, de la corne de l'Afrique ou du Sahel, aura pu lire cette annonce : « EAU : sept millions de tonnes d'eau douce par an à exporter par tankers. Pays, villes ou entreprises cherchant à mettre en place une offre d'eau douce potable, contactez ¹... » Peu importe d'ailleurs, elle ne leur était pas destinée.

Une évolution semblable a commencé pour l'air. Installations permettant, dans les villes, d'obtenir un air purifié ; constructions de plus en plus nombreuses impliquant l'air conditionné ; projets de « cités artificielles » que préfigurent quelques prototypes : insidieusement se met en place l'air marchandise. Dans le centre de Mexico, des inhalateurs d'oxygène ont déjà été installés : un dollar pour quelques bouffées.

Les mines antipersonnel font des ravages longtemps après la fin des conflits lors desquels on les a posées. Cent dix millions de ces mines seraient actuellement disséminées dans le monde — à vingt francs pièce, on peut

¹ *Far Eastern Economic Review*, 7 décembre 1995.

évaluer à environ deux milliards deux cents millions de francs le chiffre d'affaires réalisé à l'occasion de leurs ventes. La neutralisation d'une mine en place revient à quatre mille francs environ, soit un marché potentiel de quatre cent quarante milliards de francs ¹. Humanistes et humanitaires s'indignent de la lenteur avec laquelle les négociations sur l'interdiction de ces mines sont menées ; des moralistes demandent que les firmes productrices des mines ne soient pas admises à participer aux marchés publics internationaux du déminage.

Prenons la santé : apparemment, il a toujours fallu payer médecins et apothicaires ; en profondeur, tout a changé. Recourant à des technologies sophistiquées et coûteuses, les systèmes de soins sont de plus en plus soumis aux obligations de faire du chiffre, d'amortir les investissements, d'assurer une rentabilité.

Un centre médico-chirurgical de la région parisienne a récemment mis en place un système précis et exhaustif de comptabilité analytique. Ce système a permis de faire apparaître le coût très élevé des soins donnés à une catégorie de malades, ceux atteints d'un cancer de l'œsophage en phase terminale : « Après mûre réflexion, nous avons décidé de ne plus accueillir systématiquement ces malades, sachant qu'ils pourraient être soignés ailleurs... », déclare un responsable du centre ². Entre le serment d'Hippocrate et les exigences de la bonne gestion, la comptabilité analytique permet de trancher.

En Inde, le nombre des transplantations de reins recensées est passé de 60 en 1983 à 500 en 1988 et 4 000 en 1994 ³. À Bombay, la greffe d'un rein était facturée au receveur cent mille francs en 1994, alors que le « donneur » était payé deux cents francs ⁴.

Des trafics ont été dénoncés : d'yeux de morts des guerres yougoslaves, à travers des officines italiennes ; de cornées et d'organes, à partir d'hôpitaux et d'hospices latino-américains et d'officines spécialisées d'Asie. Après la prostitution, la drogue et les armes, le crime organisé, dans la diversité de son foisonnement contemporain, semblerait avoir trouvé là de nouveaux et lucratifs marchés ⁵. Quelques organismes internationaux ont commencé à s'inquiéter.

¹ *Le Monde*, 17 janvier 1996.

² Cité in *Le Monde*, 30 décembre 1993.

³ *Down to Earth*, 31 mars 1995, p. 7.

⁴ « *Transit* », émission d'Arte du 4 avril 1995. Selon un documentaire canadien retransmis par France-Info (18 novembre 1993), 600 reins auraient été vendus cette année-là par des chirurgiens de Moscou au prix de 22 000 dollars pièce.

⁵ Les films et le livre (*Voleurs d'organes. Enquête sur un trafic*, Paris, Bayard, 1996) de Marie-Monique ROBIN ont suscité de vives réactions et dénégations. Selon un document critique, établi par Véronique CAMPION-VINCENT, ingénieur de recherche au CNRS, « on sait que le commerce et le trafic d'organes fonctionnent par vente « volontaire » d'organes vivants par des pauvres et par exploitation des morts. Ils sont attestés comme

Comme l'avait annoncé Marx il y a près d'un siècle et demi, le règne de la marchandise s'élargit et se renforce ; mais ce n'est pas seulement à travers la multiplication et l'« amoncellement » des marchandises matérielles, comme on pouvait le pressentir au XIX^e siècle et comme on a pu l'observer au XX^e avec la société de consommation. C'est aussi à travers la conception de marchandises les plus diverses — des plus essentielles aux plus futiles — avec l'appui de la technoscience et dans la perspective de trouver un accueil favorable de pouvoirs d'achat disponibles.

Si l'on observe le processus en prenant du recul, c'est, par-delà l'élargissement et le renouveau des différents domaines de consommation, la marchandisation des différents moments de la vie des hommes, des diverses fonctions des sociétés et de plusieurs aspects de la reproduction de la Terre, qui deviennent les occasions d'un foisonnement de nouvelles marchandises. En bref : la marchandisation de l'homme, des sociétés et de la Terre.

Un nouveau totalitarisme ?

[Retour à la table des matières](#)

On pourrait dire que rien n'a changé, ou presque. L'échange ne vient-il pas de la nuit des temps ? Comme l'évaluation, par chacun, de ce qui vaut ou ne vaut pas la peine. Et la monnaie, l'achat et la vente de marchandises ne sont-ils pas nés avec les premières sociétés pratiquant la division du travail ? Dès lors, quoi de neuf ?

Ce qui est nouveau, c'est que l'argent, clé de l'achat et de l'avoir, mais aussi clé de la subsistance et du vivre, est en passe de devenir la seule valeur universelle. Il ne s'agit pas ici de discuter les valeurs qui ont dominé les sociétés d'antan : dieux ou Dieu, prince ou roi, famille ou communauté, bien, rectitude, nation ou patrie, religion, savoir, progrès, république, démocratie, socialisme, etc. Il ne s'agit pas non plus de prétendre que ces valeurs ont disparu, mais simplement qu'elles sont affaiblies, comme usées, au moins dans de larges secteurs de beaucoup de sociétés. Ce qui laisse à l'argent plus d'espaces.

Certes, depuis des millénaires, l'argent joue un rôle majeur dans les sociétés hiérarchisées et inégalitaires. Aujourd'hui, il tend à occuper la place centrale et à devenir le principe actif prédominant dans les processus de reproduction, de déstructuration/restructuration des sociétés. Les espaces de la reproduction non

fréquents en Inde et en Chine avec, dans ce pays, l'exploitation des corps des condamnés à mort. Ils existent aussi de manière sporadique dans d'autres pays ». Toutefois, elle rejette comme une rumeur non étayée la thèse d'un « massacre d'enfants pour des greffes clandestines d'organes par une puissante mafia à laquelle s'agrègent de nombreux chirurgiens criminels » (*Le Monde*, 14 mai 1996).

marchande (domestiques ou familiaux, collectifs, communautaires, publics, étatiques) se rétrécissent comme peaux de chagrin. Les relations marchandes (capitalistes ou non) deviennent essentielles à la reproduction de l'ensemble des sociétés, donc de l'Humanité, et d'autant plus qu'elles s'étendent sans cesse à de nouveaux champs.

À la fin de la guerre, Horkheimer et Adorno observaient : « Aux États-Unis, il n'y a pas de différence entre l'homme et le destin économique. Tout homme n'est que ce que représentent son patrimoine, ses revenus, sa situation, ses perspectives. Dans la conscience des hommes, le masque économique coïncide parfaitement avec le fond du caractère de l'individu qu'il dissimule. Chacun vaut ce qu'il gagne, chacun gagne ce qu'il vaut. [...] Ils [les Américains] s'évaluent eux-mêmes d'après leur valeur marchande et apprennent ce qu'ils sont à partir de ce qui leur arrive dans l'économie capitaliste ¹. » Cette observation n'est-elle pas applicable, cinquante ans plus tard, à un nombre croissant d'humains presque partout dans le monde ?

Ils avaient vu aussi que « la rationalité économique, ce principe tant vanté du moyen minimal, remodèle constamment les dernières unités de l'économie : l'entreprise autant que l'homme » (p. 210). Évacuation des sentiments moraux, hommes traités comme des choses, prééminence du penser calculateur : sur divers points, ils suggèrent l'analogie entre le totalitarisme fasciste et le totalitarisme marchand. À plusieurs reprises, ils avancent même l'idée que les phénomènes totalitaires des années 1930-1940 (hitlérisme, antisémitisme, fascisme) ne sont que les premiers temps d'une lame de fond qui se prépare. Ainsi écrivent-ils, à propos du fascisme : « Même sa défaite n'arrêtera pas nécessairement le mouvement de l'avalanche. [...] Tout se passe comme si l'on avait depuis toujours choisi le pire » (p. 235).

Dans les années soixante, c'est-à-dire au cœur de la prospérité du capitalisme industriel et de sa société de consommation, Herbert Marcuse avait développé l'analyse de la « société unidimensionnelle », « dont la caractéristique principale tient dans l'intégration de la classe dominée, qui s'effectue sur un terrain très matériel, très réel, celui de l'orientation et de la satisfaction des besoins qui eux mêmes *reproduisent* le capitalisme des monopoles ² ». Il y voyait explicitement les risques d'un totalitarisme, principalement sous forme d'« une uniformisation économique-technique non terroriste qui fonctionne en manipulant les besoins au nom d'un faux intérêt général ³ ».

¹ HORKHEIMER et ADORNO 1944, 1996, p. 220.

² MARCUSE 1967, 1968, p. 42.

³ MARCUSE 1964, 1968, p. 29.

Totalitarisme ? À l'évidence, il ne peut s'agir du totalitarisme politique, avec la figure d'un *Führer* ou d'un petit père des peuples, la dictature politico-policrière, la propagande et le mélange d'adhésion des masses et de terreur de masse, qui s'est développé dans l'Allemagne hitlérienne et l'URSS stalinienne. Il ne pourrait s'agir de totalitarisme que dans le sens d'un système à la fois réducteur et englobant/totalisant¹, d'« un système qui structurellement englob[e] toutes les fonctions de la Société² ».

Nous n'y sommes sans doute pas. Mais ne sommes-nous pas sur la pente qui y mène ? Un système réducteur : le calcul réductionniste ; l'argent critère ordinaire et suprême. Un système englobant/totalisant : la généralisation des rapports d'argent, des rapports marchands, du calcul économique ; la puissance de la spirale de la consommation marchande. Un système englobant « toutes les fonctions de la société » : toutes les autres formes productives et sociales sont progressivement disloquées ou détruites, tandis que s'imposent partout les dynamiques aveugles du capitalisme, dynamiques sans cesse reprises, relancées, élargies.

La circulation de l'argent et des marchandises, les rapports d'argent entre les hommes, l'idéologie de l'argent valeur et du calcul économique : tout cela progresse en même temps dans nos têtes, dans nos vies quotidiennes, dans les sociétés. « L'argent, remarque le psychanalyste Serge Viderman, est une abstraction qui se plie aux désirs de ceux qui le manient. Il pénètre dans tous les interstices, dans tous les rouages de la machine sociale qui l'y sollicite. Il est aussi innocent que l'eau qui suivra toutes les sinuosités du vase où elle est versée³. »

Or la machinerie socio-économique moderne a ouvert d'innombrables nouveaux interstices où s'installent des rapports marchands et d'argent. De là naît le risque non seulement d'un univers unidimensionnel, mais d'un nouveau totalitarisme : dominé apparemment par l'argent et la marchandise, avec, beaucoup moins visible, la puissance écrasante des très grandes firmes. Comme lors de la mise en place des précédents totalitarismes, la déstructuration sociale engendre une multitude atomisée. La population est partagée entre une fraction exprimant son adhésion et une autre prise entre l'acceptation et la résignation ; nombre d'intellectuels sont fascinés par la puissance du système. Et, comme le nazisme se référait à la Nature et le stalinisme à l'Histoire, les idéologues du capitalisme se réfèrent au Marché.

¹ Voir ARENDT 1951, 1972, et préface de Paul RICŒUR à ARENDT 1958, 1961.

² Martin MALIA, « L'écroulement du totalitarisme en Russie » (entretien), *Esprit*, janvier-février 1996, p. 52.

³ VIDERMAN 1992, p. 119.

Les anciens totalitarismes, très largement suscités, imposés par le haut, impliquaient une part d'adhésion individuelle (où se mêlaient enthousiasmes et peurs). Le totalitarisme qui menace s'infiltré en chacun de nous, où (telles certaines entités vivantes de films de science-fiction) il prospère. Cependant, c'est par les stratégies des très grandes firmes et l'énergie qu'elles lui communiquent qu'il est rendu cohérent et dynamisé.

Un nouveau totalitarisme menace nos sociétés. Il n'est pas encore établi. Des zones de résistance existent encore et il est probablement encore possible de le contenir. Encore faut-il le vouloir, trouver les stratégies efficaces et les mettre en œuvre.

Un conflit planétaire d'un nouveau type

Le rêve d'un état stationnaire

[Retour à la table des matières](#)

En 1848, le philosophe et économiste britannique John Stuart Mill, ayant examiné les progrès de l'industrie et de la population, observait : « J'avoue que je ne suis pas enchanté de l'idéal de vie que nous présentent ceux qui croient que l'état normal de l'homme est de lutter sans fin pour se tirer d'affaire, que cette mêlée où l'on se foule aux pieds, où l'on se coudoie, où l'on s'écrase, où l'on se marche sur les talons et qui est le type de la société actuelle, soit la destinée la plus désirable pour l'humanité, au lieu d'être simplement une des phases désagréables du progrès industriel ¹. » Rejoignant Lao-Tseu, il poursuivait : « Le meilleur état pour la nature humaine est celui dans lequel personne n'est riche, personne n'aspire à devenir plus riche et ne craint d'être renversé en arrière par les efforts que font les autres pour se précipiter en avant. [...] Je ne vois pas pourquoi il y aurait lieu de se féliciter de ce que des individus, déjà plus riches qu'il n'est besoin, doublent la faculté de consommer des choses qui ne leur procurent que peu ou point de plaisir, autrement que comme signes de richesses ; ou de ce qu'un plus grand nombre d'individus passent chaque année de la classe moyenne dans la classe riche » (p. 305).

J. S. Mill voyait s'entrouvrir la perspective d'une nouvelle étape du progrès humain : l'état stationnaire, fondé sur une « meilleure distribution des richesses », un « système d'éducation favorable à l'égalité des fortunes », la prudence et la « frugalité des individus » (p. 306). Le « progrès humain » y prendrait un nouveau cours : « Il resterait autant d'espace que jamais pour toute sorte de culture morale et de progrès moraux et sociaux ; autant de place pour améliorer l'art de vivre et plus de probabilités de le voir amélioré lorsque les

¹ MILL 1848, 1873 vol. 2, p. 304.

âmes cesseraient d'être remplies du soin d'acquérir des richesses » (p. 307). Dans ce cadre, à ses yeux, les perfectionnements et inventions mécaniques permettraient et « la diminution du travail » et la réduction de « la fatigue quotidienne » des êtres humains.

En outre, serait alors assuré le respect de la nature. En effet, « il n'y a pas grand plaisir à considérer un monde où il ne resterait rien de livré à l'activité spontanée de la nature ; où tout *rood*¹ de terre propre à produire des aliments pour l'homme serait mis en culture ; [...] où toute haie, tout arbre inutile serait déraciné ; où il resterait à peine une place où pût venir un buisson ou une fleur sauvage, sans qu'on vînt aussitôt les arracher au nom des progrès de l'agriculture ». Et Stuart Mill de formuler ce souhait : « J'espère sincèrement pour la postérité qu'elle se contentera de l'état stationnaire longtemps avant d'y être forcée par la nécessité » (p. 307).

Une des attentes de J. S. Mill s'est assez largement accomplie : la réduction de la durée du travail et l'atténuation de la pénibilité de certaines tâches. Même si s'est fortement accentuée la fatigue nerveuse et même si, dans certains pays de l'ex-tiers monde ou dans des ateliers clandestins des pays riches, les durées de travail demeurent élevées. Mais nombre de ses craintes se sont réalisées : entre agriculture industrielle et urbanisation, l'essentiel des espaces naturels ont été détruits ; et ceux qui subsistent sont plus ou moins dégradés par diverses pollutions et par la fréquentation massive de ceux qui en cherchent les bienfaits. Les inégalités se sont accrues, de pays à pays et au sein des pays. Individus, entreprises, hommes politiques, gouvernements luttent sans fin dans de multiples mêlées.

Pour l'essentiel — l'aspiration à un état stationnaire où, les besoins fondamentaux étant satisfaits, le progrès humain pourrait principalement s'accomplir dans l'ordre de l'intelligence, de l'esthétique et de l'éthique — la déconvenue est profonde. Mill avait bien perçu que le monde industrialisé était devant une opportunité exceptionnelle : dès lors qu'on s'arrachait à la contrainte productive, il devenait possible à la fois de vivre mieux et de moins consacrer de temps aux tâches productives, de telle sorte que chacun allait disposer de plus de temps pour son plaisir ou son épanouissement.

Splendide bifurcation ! Hélas, la voie du progrès humain n'a pas été prise. Certes, des progrès ont été accomplis en matière d'éducation, de formation et d'accès aux loisirs, à l'art et à la culture. Mais c'est sur la voie de la nécessité économique que se sont engagées nos sociétés : avec la multiplication effrénée des besoins (pour les classes riches, puis moyennes, etc.), l'incessante reproduction des inégalités, l'emprise croissante des rapports marchands et de l'argent poussée à ce point qu'aujourd'hui c'est de plus en plus par la

¹ Le quart d'une acre, soit treize ares.

marchandise que passe l'accès à la formation, la santé, l'art, la culture, l'information ou les loisirs.

Inquiétantes dynamiques

[Retour à la table des matières](#)

Le problème est à la fois d'une extrême difficulté et d'une très grande simplicité :

- la population mondiale a été multipliée par six en deux siècles ;
- dans le même temps les besoins d'une famille moyenne ou aisée ont encore plus augmenté¹ ;
- avec de très fortes inégalités entre les sociétés et des sociétés très inégales, le monde atteint un degré très élevé d'inégalité ;
- quels que soient les problèmes auxquels elles sont confrontées, toutes les sociétés ont pour principale réponse la croissance économique ;
- mais ces croissances, principalement orientées vers la réponse aux demandes de détenteurs de pouvoir d'achat, créent de nouveaux besoins, de nouvelles pauvretés, de nouvelles frustrations et finalement de nouveaux besoins de croissance ;
- de même, les croissances des pays les plus riches créent de nouveaux besoins de croissance dans les pays en cours de rattrapage et des besoins supplémentaires de croissance dans les pays les plus pauvres ;
- toutes ces croissances se traduisent par l'augmentation liée des prélèvements, rejets, pollutions et atteintes au vivant et à la planète ;
- ainsi sont créés de nouveaux besoins : dépollution, restauration des sols et des ressources essentielles (eau, forêts, poissons, etc.), protection contre les nouveaux périls (chimiques, radioactifs, biologiques) ;
- au total, l'accès aux biens et prestations s'élargit pour une forte minorité de l'humanité et les conditions de vie se dégradent pour une autre forte minorité, tandis que s'aggravent les atteintes à la planète ;

¹ Il suffit de comparer l'Europe occidentale au début du XIX^e siècle et l'Amérique du Nord à la fin du XX^e.

- et finalement les contradictions s'accroissent entre les hommes et la planète, entre les sociétés riches et les sociétés pauvres, entre les sociétés et l'économie.

Tout cela peut se penser comme marquant l'entrée dans une ère de conflits planétaires d'un nouveau type, les « conflits de reproduction » :

- conflits de reproduction entre les trois grandes totalités qui font notre monde : la Terre, l'Humanité, le capitalisme ;
- et, dans ce cadre, conflits de reproduction entre sociétés et économies territorialisées (correspondant à des pays, ayant leur État), entre elles bien sûr, mais aussi avec d'autres acteurs de notre monde : grandes firmes multinationales, réseaux transnationaux (religieux, scientifiques, des sectes ou des mafias), populations ayant des traditions de migration et de diaspora.

Conflits de reproduction

[Retour à la table des matières](#)

L'émergence de « conflits de reproduction » majeurs est certainement un aspect essentiel du basculement du monde.

Le premier conflit est entre reproduction de l'Humanité et reproduction de la Terre : c'est le plus facile à constater, avec les pollutions locales, les dégradations régionales (petites ou grandes régions, bassin d'un fleuve, aire d'un lac ou d'une mer intérieure, zones océaniques) et les déséquilibres planétaires. Et, déjà, l'altération de la reproduction de la Terre due aux activités humaines revient en boomerang : désertification, dégradation des sols, destruction ou pollution des sources d'eau, destruction massive des ressources forestières et halieutiques ont commencé à rendre ici impossible, là beaucoup plus difficile la reproduction des sociétés.

Le deuxième conflit est entre reproduction du capitalisme et reproduction de l'Humanité.

D'abord, le développement du capitalisme s'accompagne toujours de la destruction de formes de production et de modes de vie antérieurs. Pour un pays, il peut aussi bien s'agir des effets négatifs de l'élargissement de « son » capitalisme que des conséquences d'implantation d'activités ou de pénétration de produits d'origine étrangère.

Ensuite, si la reproduction du capitalisme est liée à celle des sociétés où il se développe, elle est principalement liée à celle des couches détentrices de

pouvoir d'achat de ces sociétés et aux apporteurs de travail utile. Ainsi, dans une société très inégalitaire, le capitalisme peut « tourner » avec les dépenses des classes riches et de l'État et avec une part limitée du travail disponible.

Enfin, avec la multinationalisation et la mondialisation, les capitalismes nationaux développés tendent de plus en plus à s'autonomiser des sociétés de leurs pays d'origine : leurs reproductions sont de moins en moins liées aux reproductions de ces sociétés.

On a donc des capitalismes qui poursuivent leur progression en prise avec des États et des institutions disposant de ressources financières et avec des classes et des couches sociales détentrices de pouvoir d'achat, tandis que de larges lambeaux de populations sont délaissés ou rejetés dans la misère, le dénuement, l'exclusion ; leur travail n'est pas utilisé ; leurs besoins, non solvables, ne sont pas pris en compte.

Le troisième conflit est entre reproduction du capitalisme (et de la part de l'humanité liée à ses activités et à ses produits) et reproduction de la Terre.

En schématisant à l'extrême, on peut dire que la logique de la rentabilité immédiate a été à l'origine d'innombrables et importantes dégradations environnementales au cours des deux siècles de développement industriel en Occident. Les régimes étatistes ont souvent réussi à faire pire encore, mais certaines industrialisations à marche forcée en Asie paraissent en voie de faire encore plus vite et bien pire. Prise de conscience et réglementation ont permis dans un petit nombre de pays de limiter les dégâts. Mais il y a, dans notre monde, tant d'espaces sans règles ou sans contrôle qu'on peut craindre une large gamme d'aggravations.

Par ailleurs, les dégradations de l'environnement ont atteint un tel degré que, dans les pays disposant de ressources financières, leur prévention et leur réparation sont devenues un marché. Comme les destructions de guerre et les reconstructions, les pollutions et les dépollutions peuvent, chacune à sa manière, correspondre aux intérêts de certaines firmes. Et le risque existe qu'au lieu de prévenir ou d'interdire certaines dégradations, on les tolère du fait qu'on sait y remédier.

Enfin, avec les nouvelles avancées technologiques, les vieilles pollutions industrielles, comme celles de l'agriculture chimique, vont finir par reculer. Les risques vont prendre de nouvelles formes, comme on a commencé à en prendre conscience avec les avancées des biotechnologies et du génie génétique.

Ainsi, en prenant du recul, pendant des dizaines de millénaires, les sociétés humaines se sont progressivement formées en des lieux dispersés de la planète. Pendant des millénaires, les sociétés humaines ont développé leurs capacités

créatrices, productrices et transformatrices. Elles ont pu porter atteinte localement à la faune ou à la flore, mais jamais leur reproduction n'a mis en péril la reproduction de la Terre. Au contraire, les nouvelles conditions de reproduction de l'Humanité déstabilisent et fragilisent les processus de reproduction de la Terre. Avec, en arrière-fond, la reproduction de la puissante machinerie capitaliste, qui dans sa logique n'a à prendre en compte ni les dégradations environnementales, ni la subsistance, sans parler du bien-être, de tous les habitants de notre planète.

Au total, les multiples crises que l'on peut observer dans différentes sociétés du monde, les crises des relations entre sociétés, notamment entre celles du Nord et celles du Sud, et les crises environnementales peuvent être considérées comme autant de symptômes d'un phénomène plus profond, l'émergence de trois « conflits de reproduction » majeurs : dimension essentielle du basculement du monde.

SUITE SUR AUTRE FICHIER...